

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/M/44
21 juin 2000

(00-2520)

Conseil du commerce des services

RÉEXAMEN PAR LE CONSEIL DES EXEMPTIONS DES OBLIGATIONS NPF RAPPORT DE LA RÉUNION TENUE LE 29 MAI 2000

Note du Secrétariat

1. Le Conseil du commerce des services a tenu une réunion le 29 mai 2000. L'ordre du jour de cette réunion figure dans le document WTO/AIR/1310. Le Président a proposé que l'ordre du jour soit adopté tel que distribué.
2. Le Conseil en est ainsi convenu.
3. Le Président a déclaré que la session en cours était la première du Réexamen des exemptions des obligations NPF entrepris par le Conseil au titre du paragraphe 3 de l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II. Il a rappelé l'arrangement auquel le Conseil était parvenu concernant les modalités de déroulement du réexamen. Premièrement, le réexamen devait être avant tout de nature informative; il était destiné à fournir plus de renseignements sur les exemptions des obligations NPF inscrites par les Membres, notamment, comme le prévoyait le paragraphe 4 de l'Annexe, pour déterminer si les conditions qui avaient rendu l'exemption nécessaire existaient encore. Il avait également été décidé que le réexamen serait effectué par secteur. En conséquence, le Secrétariat avait établi une synthèse de toutes les exemptions des obligations NPF par secteur; cette synthèse figurait dans les documents portant les numéros de job 1551 et Addendum 1. Ces documents ne remplaçaient nullement le contenu des listes d'exemptions finales. En outre, le fait que ces exemptions apparaissent dans la synthèse ne permettait de tirer aucune conclusion quant à leur statut juridique. Deuxièmement, il avait été convenu que le Conseil tiendrait deux sessions avant les vacances d'été et que l'examen de toutes les exemptions des obligations NPF serait réparti entre ces deux sessions dans l'ordre de la synthèse sectorielle établie par le Secrétariat. La première session serait consacrée à toutes les exemptions jusqu'aux services de distribution, ceux-ci étant inclus; elle couvrirait donc, comme il était indiqué dans l'aérogamme, les exemptions inscrites pour tous les secteurs ainsi que pour les services fournis aux entreprises, les services de communication, les services de construction et services d'ingénierie connexes et les services de distribution. Troisièmement, il avait été convenu que les Membres souhaitant présenter des questions par écrit devaient les faire parvenir aux Membres concernés trois semaines avant chaque session, c'est-à-dire approximativement avant le 8 mai pour la première session. Ces questions seraient également communiquées au Secrétariat qui les distribuerait au reste des Membres. Les Membres concernés seraient libres de répondre soit par écrit, soit oralement pendant la réunion. À la date du 8 mai, le Secrétariat avait reçu 7 séries de questions de ce type qui avaient été adressées par les délégations suivantes: Hong Kong, Chine (S/C/W/137); la Corée (S/C/W/138); le Mexique (S/C/W/139); le Japon (S/C/W/140 et Add.1); les Communautés européennes et leurs États membres (S/C/W/141); le Chili (S/C/W/142); et l'Australie (S/C/W/146). À cet égard, on était aussi convenus qu'il serait possible de poser des questions orales pendant la réunion. De plus, il avait été décidé que les débats seraient menés de façon officielle mais qu'il serait possible de passer à un mode de discussion informel si les Membres le souhaitaient. Enfin, on avait décidé que les rapports des débats officiels seraient établis par le Secrétariat sous la forme habituelle de comptes rendus.

4. Le Président a attiré l'attention des délégations sur une communication de la délégation du Japon concernant la "Situation des exemptions des obligations NPF", qui a été distribuée sous la cote S/C/W/136. Ce document était une synthèse de renseignements sur les exemptions NPF extraits des Notes d'information établies par le Secrétariat pour le Programme d'échange de renseignements. La délégation du Japon ayant demandé que ce document, qui était fondé sur des renseignements accessibles au public, soit mis en distribution générale, un corrigendum a été publié à cet effet sous la cote S/C/W/136/Corr.1.

5. Compte tenu du nombre considérable de questions présentées, et pour que le débat soit ordonné et efficace, le Président a suggéré de traiter les questions par secteur, en donnant la parole aux délégations qui avaient reçu des questions sur les exemptions inscrites dans un secteur donné pour qu'elles puissent répondre. Il a également suggéré que les Membres souhaitant donner des réponses structurent leurs interventions dans toute la mesure du possible en se fondant sur les questions qui leur avaient été adressées. Lorsque tous les Membres souhaitant répondre se seraient exprimés, il inviterait les délégations souhaitant poser des questions supplémentaires ou demander des éclaircissements à prendre la parole. Au cas où des questions seraient posées à des délégations qui n'étaient pas représentées à Genève ou qui ne pouvaient assister à la réunion, le Président a suggéré que le Secrétariat soit chargé de faire suivre ces questions aux délégations concernées. Le Conseil en est ainsi convenu.

6. Avant d'entamer le débat sur les exemptions concernant "Tous les secteurs", le Président a invité les délégations à prendre la parole sur des questions d'ordre plus général.

7. Le représentant du Costa Rica a souligné l'intérêt que sa délégation accordait au réexamen des exemptions des obligations NPF. Il était convaincu que ce réexamen serait mené d'une manière pleinement conforme aux dispositions de l'Annexe sur les exemptions des obligations NPF, et plus particulièrement du paragraphe 4, aux termes duquel le Conseil devait déterminer si les conditions ayant rendu les exemptions nécessaires existaient encore et fixer la date d'un nouveau réexamen éventuel. Le Costa Rica considérait que cet exercice devait aboutir à un rapport résumant les délibérations et leurs résultats, et chaque fois que possible les conclusions auxquelles on était parvenus. Il faisait confiance au système commercial multilatéral et donc au principe NPF, qui était la pierre angulaire de l'OMC. Ce principe garantissait que tous les Membres de l'OMC, et en particulier les pays en développement, bénéficiaient des engagements pris par chacun d'eux en matière d'accès aux marchés. Dès lors, le Costa Rica estimait que les exemptions à ce principe devaient être dûment justifiées car elles limitaient l'accès des fournisseurs de services d'autres Membres en leur imposant des conditions contraires aux accords conclus dans le cadre de l'OMC. Néanmoins, à l'instar d'autres Membres de l'Organisation, le Costa Rica avait instauré quelques exemptions des obligations NPF car il était pleinement convaincu que ces mesures étaient nécessaires à son développement et qu'elles étaient entièrement justifiées au regard de son système juridique et des dispositions de l'Annexe sur les exemptions des obligations NPF. Sa délégation abordait le réexamen dans un esprit ouvert, avec la volonté de coopérer et dans l'espoir d'apaiser les inquiétudes que pourraient nourrir d'autres Membres. De même, l'intervenant espérait que d'autres Membres fourniraient des renseignements en réponse aux questions posées par les délégations.

8. Le représentant du Chili a également réaffirmé que le principe NPF était l'une des pierres angulaires du système ainsi qu'un élément fondamental de tous les accords de l'OMC. L'acceptation inconditionnelle de ce principe semblait être la meilleure protection contre un recours abusif aux pressions économiques et politiques entre les pays; de l'avis général, il s'agissait du moyen le plus efficace et le plus rapide d'étendre à tous les Membres les avantages résultant des concessions accordées. Bien que l'AGCS prévoie la possibilité d'établir des exemptions temporaires à ce principe, il était indispensable, compte tenu du caractère exceptionnel de l'Annexe concernant l'article II de cet accord, que le Conseil ait l'obligation de réexaminer les exemptions accordées pour une période de plus de cinq ans. L'objectif déclaré du réexamen consistait à déterminer si les conditions ayant rendu

l'exemption nécessaire existaient encore et à fixer la date d'un nouveau réexamen éventuel. Le Chili considérait que ce réexamen constituait un processus d'enquête permettant de savoir si les conditions justifiant l'exemption initiale étaient encore présentes; il s'agissait d'un processus interactif dans lequel les Membres intéressés pourraient mener des consultations avec un Membre particulier. L'exercice ne devait en aucun cas être un processus de négociation visant à éliminer ou à réduire les effets d'une exemption; ces réductions ou éliminations devaient intervenir dans le cadre d'un processus de négociation mené au titre de l'article XIX, ou dans le contexte d'une libéralisation décidée de manière autonome par chacun des Membres. Le réexamen était également un processus informatif dans la mesure où il allait permettre de comprendre le raisonnement et les objectifs politiques qui pouvaient justifier l'établissement et le maintien de telles exemptions. Les questions posées par le Chili dans la première phase étaient précisément orientées en ce sens. De plus, la délégation de l'intervenant avait proposé aux Membres que le Conseil débâte d'autres questions susceptibles d'être soulevées au cours du processus. Ainsi, il serait très important de pouvoir débatter de la nature juridique de la liste d'exemptions prévue à l'article II. La liste d'exemptions NPF faisait-elle partie de la Liste d'engagements de chaque Membre? Apparemment tel n'était pas le cas puisque les exemptions pouvaient porter sur des domaines qui ne faisaient pas nécessairement partie des engagements. Mais alors, faisait-elle partie intégrante de l'Accord général sur le commerce des services? Cette idée semble plus réaliste car la liste trouvait son origine dans une disposition spécifique et dans une annexe de l'Accord qui précisaient les conditions nécessaires pour qu'un Membre puisse être exempté des obligations prévues à l'article II:1. On pouvait considérer que cette idée était étayée par le paragraphe 2 de l'Annexe, aux termes duquel toute nouvelle exemption demandée après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC relèverait du paragraphe 3 de l'article IX dudit accord. Enfin, la liste d'exemptions de l'article II pouvait-elle être considérée comme un instrument *sui generis* qui avait une existence indépendante et qui, bien que réglementé par l'annexe pertinente de l'AGCS, permettait aux Membres d'abolir totalement ou en partie ces mesures à tout moment? Cette question était intéressante car elle déterminerait la possibilité - et la procédure que les Membres devraient appliquer à cette fin - de réduire le champ d'application de ces réserves ou de rectifier les erreurs si certaines réserves n'auraient pas dû être faites. Si la liste d'exemptions des obligations NPF faisait partie des engagements spécifiques, la procédure de l'article XXI:5 lui serait-elle applicable, dans la mesure où une réduction du champ d'application d'une exemption pourrait être considérée comme une amélioration de la Liste d'engagements spécifiques? Si la liste faisait partie de l'AGCS, cela signifierait-il que de telles modifications devraient être adoptées par consensus parce qu'elles constitueraient une modification de l'Accord lui-même? Outre les réponses aux questions spécifiques qui avaient été posées aux Membres, le Chili espérait que l'on aurait assez de temps pour réfléchir à quelques-unes de ces questions d'ordre plus général, qui pourraient de fait s'avérer importantes dans les négociations.

9. Le représentant de Hong Kong, Chine a soutenu l'intervention du Chili et a ajouté une question: comment pouvait-on amender les exemptions des obligations NPF, plutôt que de les supprimer complètement? Selon lui, on pouvait imaginer que certains Membres souhaiteraient restreindre davantage les conditions d'application des exemptions des obligations NPF, et qu'ils voudraient donc être en mesure de les amender tout en conservant à l'esprit, bien entendu, le paragraphe 6 de l'Annexe selon lequel les exemptions ne devaient pas dépasser en principe une période de dix ans. Le représentant du Japon partageait les points de vue du Chili et de Hong Kong, Chine; il a déclaré que le processus touchait à un principe très important de l'OMC et il a souhaité que ce processus soit constructif, sérieux et substantiel. Il jugeait aussi nécessaire de régler la question du statut juridique posée par le Chili.

10. Le représentant des États-Unis s'est félicité de l'ouverture officielle du réexamen des exemptions des obligations NPF au titre de l'Annexe de l'AGCS et de l'occasion qu'elle offrait de répondre aux questions posées par les Membres à cet égard. Le but et la portée du réexamen étaient clairement énoncés dans l'Annexe, aux termes de laquelle il s'agissait de déterminer "si les conditions qui [avaient] rendu l'exemption nécessaire exist[ai]ent encore". En outre, le Conseil devait déterminer au cours de ce processus la date d'un nouveau réexamen éventuel. La délégation de l'intervenant

s'inquiétait de voir que certains Membres avaient adopté une démarche différente, et selon elle inadéquate, à l'égard du réexamen. Pour les États-Unis, les Membres ne devaient pas évaluer, lors de ce réexamen, l'efficacité des exemptions des obligations NPF ou leur justification économique; ils n'étaient pas censés fournir des explications sur les conditions ayant rendu les exemptions nécessaires ni évaluer la nécessité de ces exemptions. De plus, certains Membres semblaient privilégier l'AGCS et ses disciplines par rapport à toutes les autres relations internationales. Les États-Unis considéraient que l'AGCS était un élément important de la politique économique et commerciale. Il n'était toutefois pas adapté à toutes les situations et d'autres types de mesures justifiant des exemptions NPF pouvaient être nécessaires. L'intervenant s'est déclaré préoccupé de voir certains Membres poser des questions desquelles il ressortait implicitement ou explicitement que toutes les exemptions des obligations NPF devaient disparaître et que tous les échanges internationaux devaient intervenir dans le cadre des disciplines de l'AGCS. L'Annexe comportait une troisième partie qu'il était utile de rappeler à ce stade: aux termes du paragraphe 6, il était prévu que les exemptions des obligations NPF feraient "l'objet de négociations lors des séries de libéralisation des échanges ultérieures". L'intervenant a souligné que pour la catégorie d'exemptions NPF relevant de l'AGCS et de ses disciplines, les États-Unis se réservaient le droit d'examiner ces exemptions avec les partenaires commerciaux dans les négociations en cours. En conclusion, les États-Unis étaient prêts à fournir des réponses aux questions qu'ils jugeaient pertinentes dans le contexte du réexamen.

11. La représentante du Canada a appuyé la déclaration des États-Unis selon laquelle le réexamen avait pour but de déterminer si les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore et les Membres devaient fixer la date d'un nouveau réexamen éventuel. Le Canada se réjouissait de participer à ce processus et répondrait aux questions conformément aux obligations prévues dans l'Annexe; la délégation de l'intervenante fournirait des renseignements supplémentaires dans la mesure du possible.

TOUS LES SECTEURS

12. Le Président a dit que la première série d'exemptions à réexaminer pendant cette journée concernait tous les secteurs. Il s'agissait d'un ensemble de mesures très important puisque 73 mesures incompatibles avec les obligations NPF avaient été regroupées dans cette catégorie. Le Président a invité les délégations ayant reçu des questions à répondre.

13. Le représentant du Costa Rica a évoqué les questions posées à sa délégation au sujet des exemptions générales. Le Costa Rica ne maintenait qu'une seule exemption générale au principe NPF s'appliquant à tous les secteurs. Elle concernait des mesures prévues dans des accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements. Le pays de l'intervenant avait mis en œuvre une politique d'attraction des investissements depuis déjà un certain temps, et cette politique se traduisait par la négociation d'accords bilatéraux de promotion et de protection réciproques des investissements. Au travers de ces accords, le Costa Rica cherchait à promouvoir les investissements provenant de certains pays - ceux qui étaient visés par lesdits accords. Il était important pour lui de maintenir cette exemption car elle touchait à des politiques instaurant un traitement préférentiel pour les investisseurs provenant de pays avec lesquels le Costa Rica avait des accords d'investissement bilatéraux et réciproques. Pour satisfaire l'intérêt exprimé par plusieurs délégations et dans un souci de transparence, le Costa Rica a déclaré qu'il avait signé des accords de ce type avec 14 pays, mais que certains de ces accords n'étaient pas en vigueur. Les pays concernés étaient la Suisse, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Chili, l'Espagne, le Paraguay, le Canada, la République tchèque, le Venezuela, l'Argentine, Taiwan et les Pays-Bas. Ces renseignements pouvaient être consultés plus en détail sur le site Internet www.comex.go.cr. Les conditions fondamentales de ces accords prévoyaient une série de garanties de procédure et de fond pour promouvoir un environnement favorable aux investissements. Elles comprenaient des règles et des dispositions relatives à la promotion, à la protection et à l'acceptation d'investissements, aux expropriations et aux indemnités, aux indemnités en cas de perte, aux transferts et au règlement des différends. Pour

répondre aux craintes exprimées par une délégation quant à la nécessité d'établir une liste de ces exemptions, le Costa Rica a indiqué que bien que l'AGCS ne soit pas en soi un accord sur l'investissement, il comportait néanmoins un certain nombre de dispositions relatives à ce domaine, et en particulier au troisième mode de fourniture de services, c'est-à-dire la présence commerciale, qui recouvrait l'investissement étranger direct. Étant donné que l'AGCS recouvrait une part importante du contenu des accords bilatéraux de promotion et de protection réciproques de l'investissement, le Costa Rica estimait que cette exemption était nécessaire.

14. Le représentant du Chili a remercié les délégations du Japon et de Hong Kong, Chine de leurs questions sur la promotion et la protection de l'investissement. Son pays maintenait une exemption pour une durée indéfinie à l'égard des procédures de règlement des différends portant sur des questions d'investissement. Comme le savaient les nombreux Membres signataires, les accords de promotion et de protection de l'investissement prévoyaient un système de règlement des différends entre les investisseurs et le pays bénéficiant des investissements. Le Chili avait pris l'initiative d'établir une liste des accords sur le règlement des différends dans le cadre de ses exemptions car l'obligation d'accorder le traitement NPF au titre de l'AGCS visait des services et des fournisseurs de services qui, dans le cas du troisième mode, recouvraient l'investissement étranger. Les fournisseurs de services visés par les accords précités bénéficieraient d'un meilleur traitement que les fournisseurs provenant de Membres de l'OMC qui n'avaient pas signé ces accords avec le Chili. Selon la législation chilienne, aucun investisseur étranger ne pouvait avoir recours à une juridiction internationale en cas de différend avec l'État chilien en matière d'investissement, sauf dans le cas où un accord d'investissement avait été signé. Dans ce cas, les parties pouvaient choisir de porter l'affaire devant une juridiction nationale ou internationale. Le pays de l'intervenant avait signé 47 accords bilatéraux d'investissement; des négociations étaient en cours avec 19 pays et deux accords de libre-échange contenant des dispositions relatives à l'investissement avaient été conclus. On pouvait trouver plus de renseignements sur les pays ayant conclu ces accords sur le site Web suivant: www.direcon.cl. Outre la liste des accords, ce site permettait de consulter les accords eux-mêmes. S'agissant de la question posée par Hong Kong, Chine à propos du nombre d'affaires dans lesquelles on avait eu recours à ces procédures, le Chili n'avait eu à participer à un règlement des différends avec un investisseur étranger que dans un seul cas. Ce différend était en cours de règlement au Centre international pour le règlement des différends en matière d'investissement. Pour de plus amples renseignements sur cette affaire, on pouvait consulter le site Web susmentionné.

15. Le représentant de la Norvège a dit que son pays considérait le principe NPF comme l'un des piliers majeurs du système commercial, et il entendait le soutenir fermement pendant les négociations à venir. Néanmoins, la politique de chaque pays dépendait d'objectifs et de priorités nationaux. Il pouvait arriver que ces objectifs et priorités échappent au domaine d'application de l'AGCS; ils justifiaient alors des exemptions à cet accord. S'agissant des questions posées par le Japon sur les exemptions horizontales de la Norvège concernant les mesures de promotion de la coopération nordique, en 1993, lorsque la liste d'exemptions NPF avait été établie, les institutions responsables des mesures nordiques étaient la Banque nordique d'investissement, le Fonds industriel nordique, le Fonds nordique d'exportation de projets et la Société nordique de financement pour l'environnement. Aucune autre mesure n'avait été mise en place dans ce domaine. Ces mesures étaient destinées à promouvoir l'identité et les réseaux d'une région dotée de traditions historiques exceptionnellement longues et de liens culturels, linguistiques, sociaux et politiques fort étroits. Il existait une volonté marquée de préserver l'identité nordique et de promouvoir la coopération économique à cette fin. En conséquence, les conditions qui avaient constitué le fondement des exemptions existaient encore. Le Japon souhaitait en outre savoir si l'on avait réussi à promouvoir la coopération nordique par le biais des mesures faisant l'objet des exemptions indiquées sur la liste. À cet égard, les institutions financières nordiques publiaient chaque année des rapports annuels de fond; néanmoins, on pouvait répondre en citant un exemple à propos de l'environnement. À la fin de 1999, la Société nordique de financement pour l'environnement avait préparé 17 projets actifs pour le Fonds nordique de développement environnemental, dont huit étaient en cours et neuf faisaient l'objet de négociations.

Deux projets étaient achevés. De plus, la Société nordique de financement pour l'environnement avait préparé 55 projets actifs pour le Fonds d'investissement, dont 16 étaient en cours et 39 étaient en négociation. Huit projets avaient été achevés depuis 1995, dont deux en 1999. L'intervenant a indiqué que dans les négociations à venir, la Norvège œuvrerait avec toutes les délégations de manière constructive en vue de renforcer le principe NPF.

16. Le représentant de l'Islande avait reçu du Japon une question identique à celle que venait d'évoquer la Norvège, et qui concernait les mesures de promotion de la coopération nordique. En 1993, lorsque la liste NPF avait été établie, les institutions responsables des mesures nordiques étaient la Banque nordique d'investissement, le Fonds industriel nordique, le Fonds nordique d'exportation de projets et la Société nordique de financement pour l'environnement. Aucune autre mesure n'avait été mise en place à cet égard. Ces mesures étaient destinées à promouvoir l'identité et les réseaux d'une région dotée de longues traditions historiques et de liens culturels, linguistiques, sociaux et politiques fort étroits. Il existait une volonté marquée de préserver l'identité nordique et de promouvoir la coopération économique à cette fin. En conséquence, les conditions qui avaient constitué le fondement de l'exemption existaient encore. Le Japon souhaitait en outre savoir si l'on avait réussi à promouvoir la coopération nordique par le biais des mesures faisant l'objet des exemptions indiquées sur la liste. À cet égard, les institutions financières nordiques publiaient chaque année des rapports annuels de fond; néanmoins, on pouvait répondre en fournissant un exemple à propos de l'environnement. À la fin de 1999, la Société nordique de financement pour l'environnement avait préparé 17 projets actifs pour le Fonds de développement environnemental nordique, dont huit étaient en cours et neuf faisaient l'objet de négociations. Deux projets étaient achevés. De plus, la Société nordique de financement pour l'environnement avait préparé 55 projets actifs pour le Fonds d'investissement, dont 16 étaient en cours et 39 étaient en négociation. Huit projets avaient été achevés depuis 1995, dont deux en 1999.

17. Le représentant de l'Estonie a remercié le Chili et le Japon des questions qu'ils avaient posées. L'Estonie avait inscrit sur la liste des exemptions des obligations NPF le fait que les ressortissants de pays autres que l'Estonie bénéficiaient d'un traitement préférentiel lorsque des permis d'entrée, de séjour et de travail en Estonie étaient délivrés à des personnes physiques fournissant des services (autres que les personnes essentielles définies dans les engagements horizontaux au chapitre premier de la Liste d'engagements spécifiques de l'Estonie sur le commerce des services) pour autant qu'une réciprocité soit prévue dans des accords entre l'Estonie et les pays en question. À cet égard, le Chili avait demandé, dans sa question n° 2, pourquoi l'Estonie estimait que les mesures en question n'étaient pas couvertes par l'article V de l'AGCS. L'Estonie croyait savoir que selon l'article *Vbis*, un Membre qui était partie à un accord établissant une intégration totale des marchés du travail entre les signataires devait exempter les citoyens des parties à l'accord des prescriptions concernant les permis de résidence et de travail. Or l'Estonie souhaitait se réserver le droit d'appliquer un système de permis de travail et de résidence au titre des accords pertinents. La délégation de l'intervenant estimait donc que cette question ne pouvait être entièrement régie par l'article *Vbis* et devait être inscrite sur la Liste d'exemptions des obligations NPF. Pour ce qui concernait les renseignements supplémentaires, l'intervenant a indiqué que cette exemption des obligations NPF se justifiait aussi par la nécessité de prendre en compte les conséquences à la fois politiques et démographiques de la question, ainsi que les réalités économiques d'un marché du travail restreint. En réponse à la question du Japon, qui souhaitait savoir avec quels pays l'Estonie pensait qu'une intégration du marché du travail pouvait être mutuellement bénéfique, et pour quelles raisons, l'intervenant a indiqué que les différents pays avec lesquels la conclusion de tels accords était souhaitable étaient les pays qui avaient conclu un accord d'association avec l'UE. L'Estonie n'avait examiné l'éventualité d'un tel accord qu'avec la Lettonie, mais pour le moment ces pourparlers entre les deux pays avaient été reportés.

18. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que la manière dont sa délégation percevait le réexamen était fondée sur le libellé du paragraphe 4 de l'Annexe sur les exemptions de l'article II, c'est-à-dire qu'il s'agissait de déterminer si les conditions ayant rendu l'exemption de la

Nouvelle-Zélande nécessaire existaient encore, et de régler la question subsidiaire de la date d'un nouveau réexamen éventuel. Dans son examen des exemptions des obligations NPF, la délégation de l'intervenant s'était particulièrement concentrée sur la possibilité de les réduire ou de les affiner. L'intervenant a ensuite évoqué les deux questions que le Japon avait posées. Comme les Membres pouvaient le voir dans la synthèse établie par le Secrétariat (Job n° 1551), la Nouvelle-Zélande avait instauré deux exemptions des obligations NPF pour tous les secteurs. Elles concernaient Kiribati et Tuvalu et prévoyaient des conditions d'entrée plus favorables pour un certain nombre de ressortissants de chacun de ces pays; ce nombre était fixé annuellement et les ressortissants devaient entrer pour travailler. Lors du Cycle d'Uruguay, les exemptions avaient été inscrites au titre de politiques néo-zélandaises d'aide au développement destinées à assurer des revenus, des compétences professionnelles, une formation en cours d'emploi et une expérience professionnelle. Le Japon avait posé à propos de ces exemptions des questions qui figuraient à la page 6 de son questionnaire S/C/W/140. Les deux premières questions avaient trait à Kiribati; la première consistait à savoir si cette mesure était fondée sur l'accord bilatéral entre la Nouvelle-Zélande et Kiribati. La réponse était simplement oui: cette mesure reposait en effet sur l'accord bilatéral conclu entre les deux pays. La seconde question du Japon concernait le nombre de ressortissants de Kiribati ayant bénéficié de conditions favorables d'admission en Nouvelle-Zélande au cours des cinq dernières années. Les chiffres les plus récents portaient sur les trois dernières années: en 1997-98, onze ressortissants de Kiribati avaient bénéficié de ces conditions, contre un seul en 1998-99 et 20 en 1999-2000. S'agissant de Tuvalu, l'exemption des obligations NPF avait été accordée en vertu d'un accord bilatéral entre la Nouvelle-Zélande et ce pays; en 1997-98, dix ressortissants du Tuvalu avaient obtenu des conditions d'entrée favorables, neuf en 1998-99 et six en 1999-2000.

19. Le représentant de la Suisse a soutenu la position exprimée par les États-Unis et le Canada dès l'ouverture de la réunion à propos des objectifs et des buts du réexamen. S'agissant des deux questions du Japon, celui-ci demandait tout d'abord dans sa question n° 130 des exemples concrets des domaines de recrutement traditionnel mentionnés dans la deuxième colonne des exemptions. L'intervenant a dit que pendant plusieurs années, la politique d'immigration suisse avait été fondée sur un modèle dans lequel l'origine des immigrants était prépondérante. Toutefois, ce concept de domaines de recrutement traditionnel des immigrants (provenant du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie) n'était plus ni exclusif ni exhaustif aujourd'hui. La politique d'immigration suisse évoluait manifestement vers des critères plus vastes tels que la qualification et la formation, ou d'autres motifs particuliers, plutôt que la simple origine. L'origine des immigrants n'était donc pas un critère exclusif. La seconde question du Japon (n° 286) concernait le fait que la mesure relative à la résidence permanente ne relevait pas des dispositions de l'AGCS sur le mouvement des personnes physiques, et visait à savoir si la Suisse avait une raison particulière d'intégrer cette mesure dans la liste. La délégation suisse estimait que les domaines qui avaient été exclus de l'AGCS concernaient les politiques de résidence en général; l'article XVI de l'AGCS visait notamment la résidence en tant que condition d'accès au marché, et à cet égard les résidents pouvaient également prétendre à un traitement préférentiel. Enfin, s'agissant de la question de la Corée, qui souhaitait savoir comment ces exemptions des obligations NPF étaient appliquées aux nouveaux membres de l'UE - l'Autriche, la Finlande et la Suède - puisque ces exemptions visaient les pays membres de l'UE et de l'AELE, aucun changement n'était intervenu à l'égard de régions particulières.

20. Le représentant du Liechtenstein a indiqué que Hong Kong, Chine avait demandé des explications sur les prescriptions économiques régissant l'octroi du traitement préférentiel aux ressortissants de pays autres que le Liechtenstein qui travaillaient dans des secteurs de recrutement traditionnel au regard de la législation du Liechtenstein sur l'immigration, dans le contexte de l'octroi d'un permis de séjour et de travail au Liechtenstein. En 1993, lorsque ces exemptions des obligations NPF avaient été inscrites, on ne savait pas très bien si le Liechtenstein allait devenir membre de l'espace économique de l'UE; l'exemption avait donc été inscrite au regard de la politique d'immigration que le pays menait à cette époque. Le 1^{er} mai 1995, le Liechtenstein était entré dans l'espace économique de l'UE (EEE), qui autorisait notamment la liberté de circulation des personnes.

L'EEE avait été notifié en 1996 au Conseil du commerce des services au titre de l'article V de l'AGCS; le Liechtenstein estimait donc que l'exemption des obligations NPF n'était plus nécessaire. Les pouvoirs publics examinaient actuellement cette question et suivant le résultat de leur analyse, il était possible que le Liechtenstein notifie la suppression de cette exemption NPF.

21. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation avait des réponses aux questions posées par les Communautés européennes; Hong Kong, Chine, le Japon et la Corée. Les questions des autres Membres ne lui étant parvenues que la semaine précédente, les réponses seraient prêtes pour la session de juillet. L'intervenant entendait premièrement répondre aux deux questions posées par le Japon et les CE sur les deux exemptions des obligations NPF relatives aux admissions temporaires. Deuxièmement, il répondrait à d'autres questions du Japon, mais pas à toutes car sa délégation ne les avait toutes jugées pertinentes; les questions qui ne seraient pas traitées portaient les numéros 137, 149, 154, 156, 158, 161, 162, 167, 169, 170, 171, 172, et 173. Enfin, l'intervenant répondrait aux deux questions de la Corée et à la question de Hong Kong, Chine.

22. S'agissant des exemptions des obligations NPF relatives aux admissions de négociants et d'investisseurs non immigrants au titre d'un traité, les États-Unis maintenaient une exception permettant d'accorder une admission temporaire aux personnes auxquelles ce statut avait été conféré dans le cadre de la législation nationale des États-Unis. Le statut en question était lié à certains traités bilatéraux qui étaient toujours en vigueur entre les États-Unis et d'autres États signataires. Les ressortissants de plus de 100 pays signataires devaient entreprendre des activités faisant intervenir des volumes substantiels d'échanges commerciaux ou des montants substantiels d'investissements. Les ressortissants américains pouvaient obtenir une admission temporaire à des conditions identiques dans chaque pays signataire. La liste de ces pays ayant obtenu un visa de type "E" était publique et pouvait être fournie aux pays intéressés par des catégories d'activités ouvrant droit à l'admission temporaire. Ce statut était propre à des relations bilatérales spécifiques entre les États-Unis et leurs partenaires signataires du traité; il n'était pas pertinent pour les demandes de nature multilatérale. On ne disposait d'aucune statistique sur le volume des échanges commerciaux ayant été facilités par ce type de visas pour non immigrants. La délégation de l'intervenant estimait que ce genre d'accès n'avait d'intérêt que pour ceux qui avaient demandé l'admission temporaire en question. Les États-Unis continuaient de délivrer environ 31 000 visas chaque année à des négociants et des investisseurs au titre d'un traité. En ce qui concernait les exemptions NPF inscrites au titre de l'AGCS pour le travail de docker, les États-Unis maintenaient une exemption limitant le travail de docker pour les équipages des navires étrangers qui faisaient escale dans un port américain. Cette exemption reposait sur un traitement réciproque accordé aux navires battant pavillon américain, tant dans le pays du pavillon du navire étranger que dans le pays où se trouvaient la majorité des propriétaires du navire. L'article 258 de la Loi sur l'immigration et la nationalité (dont la référence était 8 U.S.C. 1288) définissait le travail de docker de la manière suivante: "...toute activité liée au chargement et au déchargement de cargaisons. L'utilisation d'équipements liés aux cargaisons, qu'ils fassent ou non partie intégrante du navire, et la manipulation d'amarres sur le quai lorsque les navires sont amarrés ou désamarrés, aux États-Unis ou dans les eaux côtières américaines." Cette exemption faisait encore partie de la législation américaine en matière d'immigration. Les déterminations concernant la pratique en vigueur dans les pays étrangers à l'égard du travail de docker étaient mises à jour pour tenir compte des nouveaux renseignements, le cas échéant, et elles étaient publiées au *Federal Register* du gouvernement des États-Unis. Les parties intéressées pouvaient se procurer un exemplaire de la détermination la plus récente, dont la référence était FR vol. 61, n° 115, pp. 29942-29949, 13 juin 1996. Les renseignements indiquaient que la plupart des pays limitaient le travail de docker effectué par les équipages de navires battant pavillon étranger.

23. L'intervenant a poursuivi en répondant aux questions du Japon sur les exemptions des obligations NPF instaurées pour des raisons fiscales. Compte tenu du temps disponible, il répondrait sans avoir énoncé la question. Question n° 142: l'un des principaux avantages des règles permettant à certaines entreprises situées dans des pays voisins de consolider leurs résultats avec des sociétés des

États-Unis à des fins fiscales tenait au fait que ces règles facilitaient la création d'une société holding unique couvrant toutes les opérations du groupe en Amérique du Nord. Elles favorisaient aussi une administration fiscale efficace en imposant ces entreprises aux États-Unis sur une assiette courante plutôt qu'en soumettant leurs opérations aux règles plus compliquées de la sous-partie F et d'autres régimes antireport. Les nombreux travailleurs frontaliers du Canada et du Mexique allaient probablement créer des milliers de cas de double résidence à des fins fiscales qui devraient être régis dans le cadre des traités fiscaux conclus avec ces deux pays, sauf en ce qui concernait les règles spéciales visant les résidents qui étaient énoncées à l'article 7701 b7). Question n° 143: non, ces mesures faisaient partie du Code des impôts. Question n° 144: non, elles avaient été intégrées dans le Code des impôts depuis de nombreuses années. Question n° 145: non, comme l'intervenant l'avait indiqué plus haut, cette disposition n'était pas liée à l'ALENA. Question n° 146: les pays qui bénéficiaient à l'époque de ces avantages étaient la Barbade, les Bermudes, le Costa Rica, la Dominique, la République dominicaine, Grenade, le Guyana, le Honduras, la Jamaïque, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago. Question n° 147: le fait d'accorder ces avantages aux pays appartenant à l'IBC était compatible avec la politique générale des États-Unis en matière de développement concernant les pays du Bassin des Caraïbes. En outre, le fait que les avantages de la convention soient réservés aux pays ayant conclu des accords d'échange de renseignements fiscaux avec les États-Unis incitait les pays à conclure de tels accords. Les États-Unis souhaitaient tout particulièrement conclure ce type d'accords avec des pays appartenant à l'IBC car faute de tels accords, ces pays représenteraient une destination pratique d'évasion fiscale pour des ressortissants américains. Question n° 148: à l'époque, les avantages "découlant de la convention" étaient les seuls qui soient accordés au titre de l'article 274. Les contribuables ne pouvaient généralement pas déduire leurs frais engagés au titre de conventions en vigueur en dehors de la région de l'Amérique du Nord. On considérait que tout pays appartenant à l'IBC, ainsi que les Bermudes, faisait partie de l'Amérique du Nord s'il avait conclu un accord d'échange de renseignements fiscaux avec les États-Unis répondant aux prescriptions du Code des impôts.

24. Question n° 150: le principe d'exemption réciproque de l'imposition sur le transport avait été intégré au Code des impôts des États-Unis en 1921 et constituait un aspect essentiel des principes internationaux de taxation depuis la mise en place des accords modernes en matière de fiscalité. Ainsi, les États-Unis avaient conclu un accord de ce type avec le Japon à la suite d'un échange de notes intervenu en 1926. La raison pour laquelle les revenus issus de l'exploitation de navires ou d'aéronefs pour le trafic international n'étaient généralement imposés que dans le pays de résidence tenait au fait que la plupart des compagnies maritimes et aériennes internationales desservaient de nombreux pays et qu'il leur serait très difficile de se conformer aux systèmes fiscaux de tous ces pays. De plus, les revenus pouvaient facilement être soumis à une double imposition en raison des disparités entre les règles, notamment en matière de ventilation des dépenses. Par ailleurs, il s'était révélé extrêmement difficile d'imposer les revenus du transport international par pays autre que le pays de résidence de la société de transport; ce système était fort peu pratique et entravait la libre circulation des marchandises. Question n° 151: tout pays pouvait bénéficier de ce régime dès lors qu'il accordait une exemption réciproque aux résidents américains. Question n° 152: comme pour les revenus issus du transport international, le fait de ne prélever de taxes que dans le pays de résidence du participant à Intelsat avait supprimé la nécessité de déterminer les revenus et les déductions qui devaient être attribués à chacun des pays dans lesquels le consortium exerçait des activités. Question n° 153: Intelsat comptait 143 pays membres et signataires. Question n° 155: la note du Département du Trésor en date du 23 mars 2000 indiquait que les pays suivants avaient demandé ou pouvaient demander à participer à un boycott international: Bahreïn, Iraq, Arabie saoudite, Syrie, Émirats arabes unis, République du Yémen, Oman, Qatar, Koweït, Liban et Libye. En outre, les États-Unis refusaient généralement le crédit d'impôts à l'étranger lorsqu'il s'agissait d'impôts acquittés à des pays qu'ils ne reconnaissaient pas ou avec lesquels ils avaient rompu les relations diplomatiques ou n'avaient pas établi de telles relations, ou lorsque les pays en question tombaient sous le coup de la Loi de 1979 sur l'administration des exportations au motif qu'ils apportaient régulièrement un soutien à des actes de terrorisme international. Question n° 157: on ne connaissait aucun cas d'application de

cette disposition. Question n° 159: l'analyse historique du droit montrait que depuis 1984, le Canada était le seul pays ayant disposé d'une telle mesure. Question n° 160: oui, la détermination du Secrétaire d'État au Trésor pouvait être différente si le pays particulier dans lequel la personne avait résidé connaissait réellement une agitation sociale, une guerre ou d'autres conditions défavorables de ce genre. Question n° 163: la réponse à cette question dépendait des faits et circonstances entourant une situation particulière. Question n° 164: les différences étaient décrites dans la partie pertinente de la liste d'exemptions des obligations NPF des États-Unis. Question n° 165: les États-Unis avaient un système de gouvernement fédéral. En conséquence, ils disposaient de milliers d'autorités fiscales particulières. Question n° 166: de nombreuses administrations infrafédérales se servaient de l'assiette fiscale définie dans le Code des impôts comme point de référence pour calculer leurs propres mesures fiscales afin de simplifier la collecte et la gestion des impôts. Les contribuables pouvaient remplir, à l'échelon de leur État et de leur localité, des déclarations qui étaient sensiblement identiques à leur déclaration fédérale plutôt que de recalculer à nouveau leur revenu imposable. Du point de vue des administrations, les États et les localités pouvaient ainsi réduire leurs dépenses d'audit puisque tout ajustement au niveau fédéral entraînait un ajustement du revenu imposable à leur niveau. Les États dont le Code des impôts était substantiellement différent devaient en général consacrer beaucoup plus de ressources au règlement des litiges résultant de leur code. Question n° 168: cette liste n'était pas disponible actuellement. S'agissant des questions du Japon sur l'exemption inscrite dans tous les secteurs au titre de l'AGCS pour les petites entreprises canadiennes, l'intervenant a également indiqué, bien que ces questions sortent du champ d'application du réexamen, que cette exemption NPF résultait du fait que les dispositions relatives aux petites entreprises étaient étendues depuis fort longtemps aux petites entreprises des États-Unis et du Canada.

25. S'agissant de la question n° 19 de la Corée, la réponse était affirmative car l'article II ne contenait aucune disposition limitant les "mesures" à une date particulière. Question n° 21: la réponse à la première partie de la question dépendait des faits et circonstances particuliers entourant la situation considérée. Pour répondre à la seconde partie de la question, il était possible, mais pas nécessaire, que cette exemption, entre autres, soit applicable selon la situation. Enfin, s'agissant de la question de Hong Kong, Chine sur la justification d'une exemption américaine particulière, cette exemption était destinée à décourager des pratiques fiscales discriminatoires visant des entreprises et des ressortissants américains. Les conditions qui rendaient nécessaire cette exemption existaient toujours potentiellement.

26. La représentante du Canada a déclaré que les interventions précédentes montraient clairement que les Membres avaient consacré beaucoup de temps et d'efforts à l'établissement d'une liste d'exemptions des obligations NPF; le Canada ne faisait pas exception à cet égard. Le pays de l'intervenante s'était efforcé d'être exhaustif dans l'énumération des mesures entraînant un traitement différencié; c'est pourquoi il avait inscrit des mesures concernant des domaines qui n'avaient pas toujours été pris en compte par d'autres Membres. Cette situation n'était guère surprenante compte tenu du peu d'indications fournies aux Membres pour établir la liste de leurs exemptions des obligations NPF, et l'on pouvait sans doute comprendre que les méthodes d'établissement de ces listes diffèrent d'un Membre à l'autre. L'intervenante a reconnu et pris acte du fait qu'il existait différents points de vue entre les parties quant à ces méthodes. Elle a indiqué que le Canada avait établi sa propre liste d'exemptions spécifiques des obligations NPF en se fondant sur son régime national et sur sa perception du champ d'application des obligations résultant de l'article II. S'agissant de l'exemption spécifique pour tous les secteurs, le Canada avait établi une exemption pour l'acceptation d'un arbitrage obligatoire en cas de différend entre un investisseur et l'État en matière d'investissement, lorsque ces différends émanaient ou concernaient des fournisseurs de services résidant dans un pays avec lequel le Canada pouvait avoir conclu un accord prévoyant ce type de procédure. Cette exemption avait été inscrite pour éviter toute erreur d'interprétation quant au champ d'application des obligations incombant aux investisseurs et à l'État au titre des accords bilatéraux en matière d'investissement. Le Canada était partie à 21 accords bilatéraux de protection de l'investissement prévoyant des procédures d'arbitrage entre les investisseurs et l'État. Ces accords avaient été conclus

avec les pays suivants: la Pologne, l'Argentine, la République fédérale tchèque et slovaque, l'ex-URSS, la Hongrie, l'Ukraine, les Philippines, la Barbade, le Venezuela, l'Égypte, l'Arménie, l'Uruguay, le Costa Rica, la Lettonie, Trinité-et-Tobago, l'Équateur, le Panama, la Thaïlande, la Roumanie et le Liban. L'intervenante a souligné que les considérations ayant conduit le Canada à inscrire cette exemption restaient d'actualité.

27. Le représentant de Malte a remercié la délégation du Japon de sa question (n° 276). Malte avait entrepris de négocier son accession à l'UE et finirait donc par adopter les lois communautaires dans leur intégralité. Elle considérait que l'examen des résultats du processus d'intégration économique qui ferait suite à son intégration dans l'UE relevait du domaine du commerce régional et devait intervenir au sein de cette institution.

28. Le représentant de l'Uruguay s'est félicité des questions posées par Hong Kong, Chine (question n° 4 relative à l'exemption pour les accords bilatéraux sur la promotion et la protection des investissements étrangers) et par le Mexique (questions générales à tous les Membres ayant inscrit des exemptions). À ce jour, l'Uruguay avait conclu plus de 20 accords bilatéraux sur la promotion et la protection des investissements. On trouverait une liste de ces accords dans la publication de la CNUCED intitulée "Rapport sur l'investissement dans le monde" en date de juillet 1999, ainsi que dans l'édition 2000 de ce rapport qui paraîtrait prochainement. L'intervenant a souligné que le gouvernement uruguayen avait décidé d'inscrire cette exemption des obligations NPF au regard de certaines conditions qui existaient encore. La mesure concernée ainsi que sa durée étaient très clairement expliquées dans la liste de l'Uruguay.

29. La représentante de Chypre a indiqué que sa délégation avait tout d'abord reçu des questions du Japon et de la Corée, puis de l'Australie et à nouveau du Japon. Elle ne répondrait qu'aux premières, bien que ses réponses couvrent également pour une large part les secondes; celles-ci seraient communiquées à la capitale pour obtenir une réponse adéquate. Chypre avait inscrit une exemption NPF pour l'emploi de ressortissants de l'UE afin de renforcer les liens économiques et sociaux et de se préparer à devenir membre de l'UE. Parallèlement aux négociations de pleine accession, Chypre et l'UE avaient conclu un accord d'union douanière. Après son accession, prévue pour 2003, Chypre devrait mettre en œuvre la politique communautaire en matière d'emploi pour ce qui concernait le traitement des ressortissants étrangers. Le gouvernement chypriote estimait donc que l'exemption des obligations NPF restait nécessaire. S'agissant de la question du Japon sur les perspectives du pays et sur son processus d'intégration dans l'UE au regard des dispositions pertinentes de l'article V de l'AGCS, Chypre entendait procéder conformément aux engagements pris vis-à-vis de l'UE pour instaurer progressivement une protection de la liberté fondamentale de fournir des services, de telle sorte qu'à la date de son accession il n'existe plus aucune restriction en matière de fourniture de services entre Chypre et l'UE. En ce qui concernait la question de la présence commerciale, Chypre accordait un traitement préférentiel aux ressortissants des États de l'UE et de l'AELE pour toute présence commerciale, y compris pour la circulation des capitaux. Une exemption était nécessaire car le pays était convaincu que des mesures de cette nature approfondirait la coopération et permettrait à Chypre de se mettre progressivement en conformité avec l'acquis communautaire de l'UE. La préférence accordée aux États de l'AELE s'expliquait par les relations particulières que ces États entretenaient avec l'UE, relations qui feraient partie de l'acquis communautaire après l'accession. Chypre avait entrepris de négocier avec les États de l'AELE un accord de libre-échange qui resterait en vigueur jusqu'à la pleine accession du pays à l'UE. Dès lors, les conditions ayant justifié à l'origine la mise en place de l'exemption existaient encore. S'agissant de la question de la Corée visant à savoir si l'article V de l'AGCS couvrait l'accord d'union douanière avec l'UE, cet accord prévoyait l'élimination progressive des droits de douane appliqués aux marchandises et l'adoption de politiques d'accompagnement. Il ne couvrait pas les services. Néanmoins, dans son processus d'accession, Chypre entendait mettre progressivement en œuvre l'acquis communautaire de l'UE, ce qui impliquait notamment que le pays devrait assurer la liberté de

fourniture de services. C'est pourquoi, dans les engagements de Chypre, la possibilité d'accorder un traitement préférentiel aux ressortissants de l'UE était liée au processus d'accession à l'UE.

30. Le représentant de Singapour a dit que sa délégation avait reçu des questions du Japon, de la Corée et de l'Australie sur l'exemption NPF inscrite par son pays à propos de la présence de personnes physiques non qualifiées, semi-qualifiées et qualifiées. Ces questions seraient traitées ensemble. Singapour accordait une préférence aux travailleurs non qualifiés, semi-qualifiés et qualifiés dont le lieu d'origine était une source traditionnelle de main-d'œuvre. Cette mesure avait été prise au regard de certaines considérations de politique intérieure, compte tenu notamment de contraintes liées à la terre et de la nécessité d'assurer une cohésion sociale au sein de la population multi-ethnique du pays. Les pouvoirs publics avaient besoin de réguler le flux des travailleurs étrangers, non seulement pour faire en sorte que Singapour ne soit pas surpeuplée mais aussi pour s'assurer que les étrangers susceptibles de troubler l'ordre public ne soient pas admis. En conséquence, Singapour accordait une préférence aux travailleurs provenant de pays qui entretenaient des liens étroits avec elle et qui avaient des valeurs sociales et culturelles similaires, des pays qui étaient considérés comme des sources traditionnelles de main-d'œuvre. Étant donné que les considérations politiques allaient au-delà du simple contrôle du nombre de travailleurs, la suggestion du Japon concernant un contingentement des entrées sur une base NPF ne serait pas réalisable. De plus, imposer des contingents par pays d'origine empêcherait les employeurs de choisir le pays dans lequel ils souhaitaient recruter. Singapour révisait sa politique de temps à autre lorsque les circonstances l'exigeaient. Toutefois, elle n'avait pas l'intention de modifier sa politique actuelle. Le Japon avait demandé quelle était la différence entre des travailleurs "non qualifiés", "semi-qualifiés" et "qualifiés". Cette différence était la suivante: les travailleurs "qualifiés" étaient généralement ceux qui avaient les qualifications professionnelles requises pour occuper des postes de gestionnaire, de directeur ou de spécialiste. Les travailleurs "semi-spécialisés" étaient généralement ceux qui étaient titulaires de brevets professionnels liés à des compétences techniques particulières (par exemple le Brevet professionnel national délivré par l'Institut d'enseignement technique). Enfin, les travailleurs "non qualifiés" étaient tous ceux qui n'avaient aucune qualification reconnue. Le Japon; Hong Kong, Chine et la Corée avaient posé certaines questions sur l'exemption des obligations NPF inscrite au titre des accords de garantie des investissements (AGI). Les AGI étaient des instruments bilatéraux en vertu desquels les obligations de protéger les investissements étrangers contre les impondérables étaient régies par les dispositions établies. Ils contribuaient aussi à instaurer des mesures de sauvegarde économiques et politiques qui favorisaient les relations bilatérales. Singapour instaurait d'ailleurs de telles mesures lorsqu'il existait des plateformes internationales appropriées. L'Agence multilatérale de garantie des investissements, dont Singapour était devenue membre en 1998, était l'une de ces plateformes. Quant à savoir si les AGI avaient contribué à offrir des garanties économiques et politiques pour promouvoir les relations bilatérales, la réponse était affirmative. La preuve en était que de nombreux pays avaient adopté à leur tour la stratégie des AGI. La promotion des relations bilatérales consistait essentiellement à inspirer confiance aux investisseurs afin qu'ils investissent mutuellement dans leurs pays. Depuis 1995, Singapour avait enregistré un accroissement des engagements en matière d'investissement qui atteignaient en moyenne 8 milliards de dollars par an; les principaux investisseurs provenaient notamment de pays cosignataires d'AGI. En outre, depuis 1995, Singapour comptait six nouveaux cosignataires des AGI bilatéraux: il s'agissait du Cambodge, de l'Égypte, de la Hongrie, du Laos, de la Lettonie et de Maurice. Enfin, Singapour avait réexaminé les AGI à la lumière des tendances internationales constatées dans l'évolution des traités bilatéraux d'investissement. Ces réexamens consistaient notamment à adapter le libellé des AGI pour qu'il tienne compte de l'évolution des traités en matière d'investissement et à rechercher de nouvelles possibilités de conclure des traités d'investissement avec des cosignataires potentiels d'AGI. Toutefois, la mesure n'avait pas été modifiée à l'issue des réexamens et Singapour n'avait pas l'intention de supprimer l'exemption. S'agissant de l'exemption NPF inscrite pour le Mécanisme de crédit d'impôt du Commonwealth, Singapour avait reçu des questions du Japon. L'article 48 de la Loi de Singapour relative à l'impôt sur le revenu prévoyait un allègement fiscal pour les impôts dus à Singapour au titre de revenus issus d'un pays du Commonwealth. Cette mesure avait été appliquée dans quelques cas. L'intervenant a indiqué

que le texte de l'article 48 de cette loi pouvait être communiqué à toute délégation qui en ferait la demande. Le Japon avait demandé pourquoi d'autres pays du Commonwealth, qui accordaient des allègements réciproques, n'avaient pas inscrit la même mesure en tant qu'exemption NPF. Singapour n'était malheureusement pas en mesure de faire des hypothèses sur les raisons pour lesquelles d'autres pays du Commonwealth avaient choisi de ne pas notifier cette mesure. La délégation de l'intervenant ne disposait pas de la liste des pays du Commonwealth qui appliquaient la même mesure. Comme toutes les autres administrations fiscales et tous les Trésors publics, Singapour procédait à des réexamens de sa législation fiscale, et notamment de l'article 48, dans le cadre de son processus d'administration fiscale. La mesure politique n'avait pas été modifiée à la suite de ces réexamens. Compte tenu des liens et de la coopération qu'elle entretenait traditionnellement avec d'autres membres du Commonwealth, Singapour n'avait nullement l'intention d'éliminer l'exemption.

31. Le représentant de l'Égypte a soulevé trois points d'ordre général avant de fournir certaines réponses aux questions posées à sa délégation. Premièrement, l'Égypte partageait le point de vue selon lequel le réexamen NPF était de nature pédagogique et devait servir à fournir plus de renseignements. Cet exercice devait être limité au but et au champ d'application définis dans l'annexe, c'est-à-dire qu'il devait consister à déterminer si les conditions qui avaient rendu l'exemption nécessaire existaient encore et à fixer la date d'un nouveau réexamen éventuel. Enfin, le processus de réexamen devait tenir compte des aspects développementaux des pays en développement, comme l'avait convenu le Conseil général. Évoquant ensuite les questions posées par la Corée, l'Australie et le Japon, l'intervenant a indiqué que ses réponses pourraient être complétées par de plus amples renseignements à une date ultérieure. S'agissant de la demande d'éclaircissement de la Corée sur les autres pays qui pourraient éventuellement être ajoutés dans la colonne n° 3, c'est-à-dire à la liste de pays visés par la mesure, lorsque cette liste avait été établie dans le cadre des négociations du Cycle d'Uruguay, il n'avait pas été possible de déterminer clairement les accords ou arrangements qui seraient conclus à l'avenir entre l'Égypte et d'autres pays. L'expression "éventuellement d'autres pays" avait été ajoutée dans la liste des exemptions NPF afin de ménager la possibilité d'y inclure d'autres pays avec lesquels des accords bilatéraux ou plurilatéraux seraient peut-être conclus ultérieurement. L'Australie avait demandé des éclaircissements sur la phrase suivante: "les principaux partenaires commerciaux n'accordent pas aux ressortissants égyptiens des possibilités satisfaisantes". Elle souhaitait aussi savoir à quels autres pays, selon les termes la colonne n° 5, s'appliquait l'exemption. Le Japon avait demandé les mêmes éclaircissements et souhaitait savoir si les "principaux partenaires commerciaux" mentionnés dans la colonne n° 5 correspondaient aux pays indiqués dans la colonne n° 3. La réponse préliminaire était négative; toutefois, la délégation de l'intervenant serait peut-être en mesure de fournir ces renseignements ultérieurement. Le Japon avait ensuite demandé la liste de tous les arrangements liés à l'exemption NPF. Étant donné qu'un nombre important d'accords bilatéraux et plurilatéraux avaient été conclus avec différents pays, il était difficile d'en dresser la liste à ce stade; toutefois, la délégation égyptienne serait peut-être en mesure de fournir ces renseignements ultérieurement. Le Japon avait également souhaité savoir ce que l'Égypte pensait de la libéralisation du marché des pays auxquels la mesure avait été appliquée au cours des cinq dernières années. L'Égypte estimait que cette question sortait du champ d'application du réexamen NPF tel qu'il était défini au paragraphe 4 de l'annexe.

32. Le représentant des Communautés européennes a soutenu le Canada, les États-Unis et la Suisse dans leurs premières déclarations. Sa délégation avait fondé ses réponses sur les prescriptions de l'annexe, c'est-à-dire qu'elle avait déterminé si les conditions qui avaient rendu l'exemption nécessaire existaient encore. Les CE avaient tenté de répondre à toutes les questions; toutefois, certains points spécifiques pouvaient avoir été omis. L'intervenant s'est réservé le droit de revenir à ces questions et réponses au cours de la seconde partie des débats. Évoquant ensuite les exemptions des obligations NPF mentionnées à la page 2 du document portant le numéro de job 1551, il a indiqué que l'exemption inscrite par l'UE à cette page pour l'Autriche ne serait pas traitée de manière séparée; la réponse serait donnée de façon collective pour l'Autriche, les CE et la Suède pour ce qui concernait leurs accords bilatéraux avec la Suisse. L'exemption NPF reposait sur des liens établis depuis fort longtemps

et sur la possibilité d'intégrer progressivement la Suisse dans les CE. Les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore. Aux termes des accords bilatéraux en vigueur entre les CE et la Suisse, les ressortissants suisses bénéficiaient de certains privilèges au regard des visas, de la présence commerciale et de l'accès à l'emploi. Dans l'intervalle, un nouvel accord instaurant la liberté de circulation des personnes avait été négocié; cet accord prévoyait en outre la fourniture transfrontières de services dans la limite de 90 jours ouvrables. Il pouvait entrer en vigueur l'année suivante. De nouveaux accords sur la libéralisation des services pouvaient être négociés et la Suisse pouvait décider d'entrer dans l'UE; en conséquence, la délégation de l'intervenant jugeait souhaitable de maintenir cette exemption. Hong Kong, Chine avait posé une question spécifique sur le lien entre cette exemption NPF et l'article Vbis de l'AGCS. Selon les CE, l'article Vbis de l'AGCS prévoyait la possibilité de conclure des accords instaurant l'intégration totale des marchés du travail entre les parties concernées; il instaurait en particulier la liberté d'entrer sur le marché de l'emploi des parties concernées et certaines mesures relatives aux conditions de résidence, d'emploi et de protection sociale. À ce stade, la délégation de l'intervenant ne considérait pas que les arrangements ou accords conclus entre les CE et la Suisse relevaient de cette catégorie.

33. Évoquant ensuite la page 8 du même document, l'intervenant a indiqué que sa réponse couvrirait toutes les exemptions des obligations NPF relatives à la coopération nordique. La première exemption était celle qui figurait en haut de la page 8 et qui concernait le Danemark; des exemptions similaires concernant la Finlande et la Suède se trouvaient respectivement aux pages 11 et 21. Ces exemptions s'expliquaient par la nécessité de maintenir et de développer une coopération entre les pays nordiques, dont l'organisation reposait sur des fonds spécialement créés pour fournir un soutien financier aux projets reconnus pour leur rôle dans la promotion de l'identité nordique. Il convenait de noter que la coopération entre pays nordiques avait un très large champ d'application, recouvrant des domaines politiques, éducatifs et juridiques. Les mesures n'avaient pas pour but d'établir une discrimination vis-à-vis de fournisseurs de services d'autres pays de l'OMC, mais de promouvoir et de développer les liens sociaux et économiques historiquement très solides entre les pays nordiques, et de soutenir des projets intéressant ces pays ainsi que la coopération entre les entreprises nordiques. Les institutions concernées offraient un appui et un financement qui étaient conformes aux principes et aux normes convenus au niveau international. Il était nécessaire de maintenir ces exemptions. S'agissant de la deuxième exemption mentionnée à la page 8, qui concernait l'acquisition de biens immobiliers en Italie par des personnes et des organismes étrangers, elle instaurait un test de réciprocité. Ce test permettait d'accorder aux ressortissants étrangers en Italie le droit d'acheter des biens immobiliers à des conditions identiques à celles qui étaient accordées aux ressortissants italiens dans le pays d'origine de la personne étrangère. La réglementation instaurant la réciprocité pour l'achat de biens immobiliers ne prévoyait pas de vérification officielle de l'existence d'accords bilatéraux entre l'Italie et d'autres pays; elle exigeait simplement une évaluation des conditions réelles. Étant donné que l'évaluation pouvait varier en fonction de l'évolution de ces conditions réelles, le test pouvait servir à promouvoir des mesures moins restrictives dans les pays qui n'autorisaient pas les ressortissants étrangers à acheter des biens immobiliers ou qui limitaient l'exercice d'un tel droit. Cette exemption NPF serait maintenue. S'agissant de la troisième exemption de la page 8, qui concernait le Portugal, elle était justifiée par les liens historiques entre le Portugal et les pays désignés dont la langue officielle était le portugais. Ces liens se traduisaient par des accords, notamment de coopération, entre le Portugal et lesdits pays, en vertu desquels les ressortissants de ces pays obtenaient des droits qui n'étaient normalement pas accordés aux autres personnes. Dès lors, l'exemption devait être maintenue puisque les conditions existaient encore. Il convenait de noter en particulier que cette situation était destinée à renforcer la coopération entre pays officiellement lusophones, qu'elle était le fruit de liens culturels et politiques étroits et qu'elle se caractérisait par l'importance et la représentativité des communautés lusophones concernées au Portugal. En ce qui concernait la quatrième exemption relative à l'exercice de certaines activités et professions liées aux services, la France avait précisé dans l'AGCS que les ressortissants de certains pays non européens, à savoir les pays africains francophones, l'Algérie, la Suisse et la Roumanie, pouvaient bénéficier de mesures plus favorables au regard de l'accès à certaines professions. Ces exemptions avaient une validité initiale de dix ans et s'expliquaient par le fait que la France avait

conclu avec lesdits pays certains accords bilatéraux en matière de résidence et de séjour; les accords recouvraient l'exercice d'activités commerciales, agricoles ou artisanales aussi bien salariées que non salariées. Ils s'appliquaient également aux professions libérales. Ces accords bilatéraux découlaient de relations privilégiées établies depuis fort longtemps. La première convention avait été signée avec la Suisse en 1882 et l'Accord avec la Roumanie datait de 1930. Dans certains cas, il s'agissait d'accords conclus au moment où des territoires auparavant placés sous la souveraineté française avaient accédé à l'indépendance. La Suisse et la Roumanie étaient liées à l'UE, et manifestement la signature de futurs accords bilatéraux relèverait de la compétence des CE. En outre, depuis le début des années 1990, la France avait entrepris de renégocier des accords de circulation et d'établissement qui avaient été conclus avec la plupart des pays africains auparavant placés sous la souveraineté française. En conséquence, il était souhaitable de maintenir ces exemptions des obligations NPF.

34. La première exemption inscrite à la page 9 concernait le Royaume-Uni et le Commonwealth. La seule exemption du Royaume-Uni reflétait les liens historiques de ce pays avec les Nations britanniques du Commonwealth. Celles-ci comprenaient l'Australie et le Canada, la moitié des pays d'Afrique, y compris l'Afrique du Sud, Singapour, la Malaisie et les pays du sous-continent indien. Les règles d'ascendance du Royaume-Uni avaient été formulées en 1972 pour tenir compte des liens entre ce pays et le Commonwealth et pour faire en sorte qu'après l'accession du Royaume-Uni aux CE, les ressortissants de l'ensemble du Commonwealth ne se trouveraient pas défavorisés par rapport aux membres des CE. En 1990, on avait admis que nombre de personnes entrant au Royaume-Uni au titre de cette disposition n'avaient pas recherché activement le statut de résident qui pouvait leur être automatiquement accordé. En conséquence, cette disposition avait été remplacée par une disposition prévoyant que ce statut leur serait accordé après une période de probation de quatre ans; toutefois, les personnes admises au titre de cette catégorie avaient conservé le droit d'occuper un emploi de quelque nature que ce soit au Royaume-Uni sans avoir besoin d'un permis de travail, dès lors qu'elles pouvaient prouver qu'elles avaient un grand-parent né au Royaume-Uni ou dans les colonies. Il était donc nécessaire de conserver cette exemption. La troisième série d'exemptions inscrites sur cette même page concernait un certain nombre de principautés, notamment Saint-Marin, Monaco, Andorre et l'État du Vatican. L'intervenant a noté que ces exemptions des obligations NPF s'expliquaient par la situation historique et politique très particulière de ces entités. Elles étaient pour la plupart enclavées et profondément intégrées dans les CE, mais elles entretenaient avec certains États membres des liens particuliers qui devaient être préservés. La quatrième exemption de cette page recouvrait des mesures fondées sur les accords bilatéraux entre l'Italie et des pays tiers dans le domaine des permis de travail pour les travailleurs saisonniers. Cette exemption traduisait les liens historiques entre l'Italie et ses voisins et concernait les flux traditionnels de main-d'œuvre intervenant de façon temporaire entre ces pays. Il convenait de noter qu'à la date considérée un seul accord de ce type était en vigueur: il s'agissait de l'accord de 1997 entre l'Italie et l'Albanie. Enfin, l'exemption des obligations NPF concernait un certain nombre de pays situés au centre et au sud de l'Europe orientale, notamment la Russie, l'Ukraine, le Bélarus et la Géorgie. Cette exemption s'expliquait par le fait que les pays concernés avaient tous signé un accord d'association avec l'UE. Ils faisaient tous partie de la périphérie immédiate de l'Union. Les accords d'association, appelés Accords d'Europe, constituaient un élément fondamental de la politique étrangère de l'UE. Treize de ces pays étaient en cours d'accession à l'Union. Pour ce qui concernait l'aspect de ces accords liés aux services, l'exemption constituait une partie essentielle de l'acquis communautaire et devait donc être maintenue. La liste des pays concernés serait communiquée au Secrétariat pour les personnes intéressées. L'intervenant a noté que cette liste comportait 13 pays candidats, c'est-à-dire des pays qui avaient exprimé le souhait de devenir membres de l'Union européenne; elle comprenait aussi neuf pays méditerranéens, 12 pays de la CEI et quatre autres pays associés qui faisaient en fait partie des Balkans.

35. Le représentant de Brunéi Darussalam a dit que sa délégation avait reçu des questions de l'Australie et du Japon. À ce stade, il ne serait en mesure de répondre qu'à la question n° 6 du Japon formulée dans le document S/C/W/140. Les sources de main-d'œuvre étrangère étaient traditionnellement situées dans des pays voisins tels que ceux de l'ANASE et certains pays du

Commonwealth. L'incidence des travailleurs étrangers sur l'emploi à Brunéi Darussalam dépendait des demandes et des choix des employeurs. Pour ce qui concernait les autres questions du Japon et de l'Australie, l'intervenant espérait être en mesure de leur apporter une réponse à la réunion de juillet.

36. La représentante de la Thaïlande a dit que sa délégation considérait que le réexamen des exemptions des obligations NPF était un processus important car il faisait partie des tâches prévues dans l'AGCS. La délégation de l'intervenante y participait de manière constructive; elle répondait donc volontiers aux questions de l'Australie, des Communautés européennes, de Hong Kong, Chine, du Japon et de la Corée. S'agissant des questions de Hong Kong, Chine (n° 12), des Communautés européennes (n° 1), du Japon (n° 131, 133, 134 et 135) et de la Corée (n° 18) sur le Traité d'amitié et de relations économiques entre la Thaïlande et les États-Unis, l'intervenante a indiqué que la Thaïlande avait signé ce traité en 1966 en vue d'attirer les investissements américains ainsi que pour des raisons de sécurité et des raisons militaires, compte tenu de l'instabilité que connaissait la région à l'époque. Ce traité avait été conclu bien avant que la Thaïlande ne devienne partie au GATT et à l'OMC. Lorsque le traité était entré en vigueur, la Thaïlande n'appliquait aucune restriction aux investisseurs étrangers qui souhaitaient participer à des activités commerciales. Dès lors, le fait d'accorder le traitement national aux ressortissants des États-Unis n'avait pas été perçu comme une discrimination envers d'autres pays puisque tous bénéficiaient du même traitement. Néanmoins, en 1971, l'Annonce du Conseil exécutif national n° 281 avait été promulguée pour limiter les activités et les professions commerciales des ressortissants et entités étrangers. Elle définissait aussi les conditions auxquelles les étrangers pouvaient faire du commerce en Thaïlande. Son but premier était simplement de réserver aux ressortissants thaïlandais certains types d'activités et de professions commerciales dans lesquelles les Thaïlandais n'étaient pas en mesure de faire concurrence aux étrangers. Néanmoins, le Traité d'amitié n'était pas visé par ce texte. L'Annonce n° 281 avait été réexaminée par plusieurs gouvernements successifs mais elle n'avait été amendée de manière substantielle que l'année précédente (1999). Pour ce qui était de l'exemption NPF, le Traité d'amitié ne devait pas être perçu comme une exemption horizontale car il ne couvrait pas tous les secteurs des services. Dans le cadre de ce traité, la Thaïlande accordait le traitement national aux ressortissants et aux entreprises des États-Unis pour l'exercice d'activités commerciales, industrielles et de services, à l'exception des secteurs suivants: les communications, les transports, les activités fiduciaires, les activités bancaires recouvrant des activités de dépôt, l'exploitation de terres et d'autres ressources naturelles, et le commerce intérieur de produits agricoles indigènes. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement thaïlandais avait pris de nombreuses mesures destinées à rendre inutile, à terme, l'exemption NPF. Les plus importantes de ces mesures publiques étaient la révision des activités commerciales soumises à restriction et la nouvelle Loi sur les activités commerciales étrangères (1999), qui a remplacé l'Annonce n° 281. Avec la libéralisation progressive du secteur des services thaïlandais prévue dans la Loi sur les activités commerciales étrangères, les droits des investisseurs provenant d'autres Membres de l'OMC étaient devenus plus semblables à ceux qui étaient accordés aux ressortissants américains. Dans le cadre de cette loi, qui portait la référence B.E. 2542 (1999), les différents types d'activités commerciales que les étrangers pouvaient exercer avaient été réexaminés et plusieurs catégories d'activités avaient été déréglementées. En conséquence, les investisseurs non américains avaient obtenu un traitement égal à celui des investisseurs américains pour au moins 14 activités commerciales supplémentaires telles que l'entrepôtage, la construction d'infrastructures, le courtage de titres et de contrats à terme, etc. D'autres activités commerciales avaient été ouvertes à tous les étrangers sous réserve de l'approbation des pouvoirs publics. Il s'agissait notamment des activités de comptabilité, de services juridiques, d'architecture, d'ingénierie, de publicité, d'hôtellerie, de vente de denrées alimentaires et de boissons et d'agences de voyage. En somme, le gouvernement thaïlandais estimait que la libéralisation du commerce et de l'investissement qui était déjà intervenue et qui ne manquerait pas de se poursuivre finirait par conduire à une situation où les exemptions des obligations NPF ne seraient plus nécessaires. La Thaïlande notifierait au CCS les changements récemment apportés à sa législation et à sa réglementation, et en particulier la Loi sur les activités commerciales étrangères, lorsque les procédures administratives internes seraient achevées. Répondant à la question n° 132 du Japon, l'intervenante a indiqué que la Thaïlande n'avait

pas l'intention de faire évoluer le Traité vers une intégration économique. Répondant ensuite à la question n° 18 de la Corée, elle a dit que 613 ressortissants et entités américains avaient obtenu le traitement national depuis 1995.

37. La représentante de la Turquie considérait également que le réexamen devait permettre de débattre des conditions ayant rendu nécessaires les exemptions des obligations NPF. Pour ce qui concernait les questions posées à sa délégation par Hong Kong, Chine au paragraphe 2 du document S/C/W/137, et qui portaient sur la justification de l'exemption mentionnée à la page 36 du job n° 1551, la Turquie avait inscrit cette dérogation pour protéger les fournisseurs de services turcs, en particulier ceux qui menaient des activités dans des secteurs non visés par des engagements dans d'autres pays Membres, contre des activités déraisonnables. Il serait répondu plus tard et par écrit à la question sur l'exemption relative aux droits consulaires qui figurait au paragraphe 13 du même document. S'agissant des questions du Japon figurant aux paragraphes 294, 295 et 296 du document S/C/W/140 Add.1, qui concernaient les exemptions des obligations NPF pour l'immobilier inscrites à la page 26 du document 1551, la délégation turque n'était pas certaine du sens du terme "réciprocité". Pour plus de clarté, on pouvait trouver des renseignements détaillés sur l'acquisition de biens immobiliers par des étrangers en Turquie sur l'Internet à l'adresse suivante: www.tapu.gov.tr. L'intervenante a ensuite répondu aux questions du Japon figurant aux paragraphes 291 et 292 du même document, qui concernaient les investissements en Turquie. Question n° 291: le pays auquel il était fait référence dans la colonne n° 2 b) ii) était les États-Unis. Un Protocole faisant partie intégrante du Traité conclu entre la République de Turquie et les États-Unis sur la promotion et la protection réciproques des investissements, qui avait été signé en 1985, comportait une disposition relative à la garantie des taux de change. Cette disposition, qui était l'article 2 B) iii) du Protocole, stipulait que "dans des circonstances financières ou économiques exceptionnelles en matière de taux de change, la République de Turquie peut temporairement retarder des transferts relevant des types indiqués à l'article IV ... et iii) dès lors que la personne ou l'entreprise a la possibilité d'investir les revenus de manière à préserver leur valeur jusqu'au moment de leur transfert ". Depuis la signature de ce traité, la Turquie n'avait pas connu de difficultés de balance des paiements et les effets de cette mesure sur la politique d'investissement des États-Unis en Turquie n'avaient pas été étudiés. Néanmoins, les statistiques indiquaient que les flux d'investissement direct des États-Unis en Turquie avaient augmenté après la signature du traité. Question n° 292: selon le principe NPF, les États-Unis devaient accorder le même traitement à tout autre pays avec lequel ils avaient signé le traité bilatéral d'investissement. Question n° 293: dans les années 1980, un grand nombre de ressortissants turcs avaient travaillé en Libye, notamment dans le secteur de la construction. Pour garantir la sécurité sociale de ses ressortissants travaillant en Libye, et compte tenu des particularités de la réglementation et de ses applications dans ce pays, la Turquie avait signé le traité avec la Libye en 1985.

38. Le représentant de la Pologne a répondu aux questions posées par le Japon, par Hong Kong, Chine et par la Corée concernant l'exemption NPF mentionnée à la page 19 du job n° 1551. Il a déclaré que les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore. La Pologne avait besoin des exemptions en question notamment pour protéger les investisseurs en s'appuyant sur la clause d'arbitrage de l'accord. Elle avait conclu 61 accords de promotion et de protection des investissements étrangers qui étaient fondés sur des dispositions de réciprocité. Ces accords étaient destinés à assurer la protection des investisseurs. La question de la coïncidence entre les traités bilatéraux d'investissement et l'AGCS n'était pas suffisamment claire; c'est pourquoi la Pologne entendait maintenir tous ces accords en vigueur. À titre préliminaire, le pays n'excluait pas la possibilité d'apporter des modifications techniques à sa liste d'exemptions des obligations NPF. Cependant, toute modification éventuelle ferait l'objet de négociations.

39. Le représentant du Pérou s'est déclaré satisfait de prendre part au réexamen des exemptions des obligations NPF énoncées à l'article II de l'AGCS et dans l'annexe correspondante. Le Pérou estimait qu'il s'agissait d'un exercice très utile dans la mesure où l'échange de renseignements devait permettre aux délégations de mieux comprendre les raisons qui avaient conduit des Membres à inscrire ces

exemptions et la manière dont celles-ci avaient été appliquées. Dans le cadre du Cycle d'Uruguay, le Pérou avait pris un engagement horizontal concernant la fourniture de services par la présence de personnes physiques, c'est-à-dire par le quatrième mode. Selon cet engagement horizontal, les étrangers travaillant au Pérou pouvaient conclure un contrat de trois ans renouvelable. Leur rémunération pouvait constituer jusqu'à 30 pour cent de la masse salariale et ils pouvaient représenter 20 pour cent de la main-d'œuvre dans une entreprise donnée. En principe, cet engagement s'appliquait à tous les Membres de l'OMC conformément à l'article II de l'AGCS; telle était au demeurant la règle générale appliquée par le Pérou. Toutefois, au cours de ces mêmes négociations, le Pérou avait inscrit une exemption de l'article II qui figurait à la page 18 du job n° 1551. Aux termes de cette exemption, l'engagement horizontal n'était pas appliqué aux ressortissants de pays avec lesquels le Pérou avait conclu a) des accords de réciprocité, b) des accords de double nationalité, ou c) des accords bilatéraux sur la main-d'œuvre étrangère. Dans le cadre du réexamen, l'Australie, le Chili et le Japon avaient fait des commentaires ou posé des questions spécifiques sur cette exemption. Le Mexique avait aussi posé des questions générales à cet égard. L'intervenant a remercié ces délégations et a déclaré que les autorités péruviennes continuaient d'examiner ces questions. Bien qu'il ne soit pas en mesure de traiter de toutes les questions à la réunion en cours, il pouvait donner une réponse préliminaire à trois d'entre elles. Le Japon avait demandé pourquoi le Pérou avait invoqué la réciprocité et la double nationalité à l'égard de cette mesure. Si le Pérou avait inscrit une exemption en invoquant la réciprocité, dans la perspective d'une meilleure protection juridique du principe NPF plus, c'était pour faire en sorte que les pays bénéficiant du traitement NPF plus au Pérou accordent en retour ce traitement aux ressortissants péruviens sur leur marché. Ainsi, les autorités péruviennes pouvaient s'assurer que tout écart par rapport à la règle générale était dûment justifié par le fait que les ressortissants péruviens bénéficieraient aussi d'un traitement équivalent dans le pays bénéficiaire. En outre, il convenait de se souvenir que la réciprocité était pertinente car elle constituait l'un des éléments essentiels des accords bilatéraux. Le Pérou considérait qu'il s'agissait d'un élément politique valable car elle s'inscrivait dans les efforts globaux visant à une libéralisation progressive. Par ailleurs, cette politique était aussi justifiée dans la mesure où sa mise en œuvre pouvait contribuer à établir un environnement approprié pour libéraliser progressivement les échanges de manière multilatérale. La libéralisation progressive du secteur des services à un niveau multilatéral était l'un des objectifs de l'OMC pour lesquels chaque Membre de l'Organisation devait adapter ses politiques en suivant son propre rythme. À ce jour, toutefois, cet objectif n'était toujours pas atteint à l'OMC; aussi le Pérou estimait-il qu'il était à la fois justifié et pertinent d'inscrire une exemption des obligations NPF fondée sur le principe de la réciprocité pour conclure des accords bilatéraux et plurilatéraux en vue d'atteindre cet objectif multilatéral.

40. S'agissant de la double nationalité, comme il était indiqué plus haut, la limite prévue par le Pérou à ses engagements horizontaux s'appliquait à tous les étrangers présents sur le marché du travail péruvien. Si un ressortissant étranger pouvait aussi être considéré comme un Péruvien en raison de sa double nationalité, la limite prévue par le Pérou au regard de l'accès à son marché du travail national ne lui serait pas appliquée. Pour que cette situation soit juridiquement conforme aux principes de l'OMC, le gouvernement péruvien avait inscrit cette limite en tant qu'exemption des obligations NPF énoncées à l'article II de l'AGCS. Le Chili avait souhaité savoir si l'exemption péruvienne en question était couverte par l'article *Vbis* de l'Accord, qui concernait les accords d'intégration des marchés du travail. Le Pérou comprenait les préoccupations du Chili car l'article *Vbis* accordait à un pays le droit de demander le traitement NPF plus pour des travailleurs étrangers qui étaient ressortissants d'un pays membre de l'un de ces marchés d'intégration. Néanmoins, l'article *Vbis* avait une portée limitée car il ne visait que les accords prévoyant une "intégration totale des marchés du travail" entre les parties. Selon cet article, ce type d'intégration se caractérisait par le fait qu'il conférait aux citoyens des parties à un accord d'intégration le droit d'accéder librement aux marchés du travail de chacune de ces parties. En d'autres termes, cet article ne couvrait donc pas les accords bilatéraux en vertu desquels l'intégration des marchés du travail n'était pas totale. Il s'agissait là d'un élément crucial pour des pays comme le Pérou. La délégation de l'intervenant estimait qu'il était plus approprié de fonder une exemption des obligations NPF sur le principe de réciprocité que sur le champ d'application de l'article *Vbis*, car l'exemption inscrite par le Pérou avait un champ d'application plus large et offrait une plus grande flexibilité pour

appliquer des politiques de libéralisation progressive. Cette exemption permettait au Pérou de conclure des accords réciproques d'ouverture du marché du travail en accordant un traitement plus libéral que la règle générale en vigueur dans le pays, par exemple en permettant que les travailleurs étrangers constituent jusqu'à 30 pour cent de la masse salariale, mais sans être forcément contraint d'accepter une ouverture totale du marché. Le Mexique avait souhaité savoir si l'exemption allait être progressivement supprimée sur une période de dix ans comme le prévoyait l'annexe de l'article II de l'AGCS. Le Pérou était disposé à examiner en temps utile la situation des exemptions du point de vue de cette période. Cependant, l'intervenant a souligné que les Membres devaient aussi tenir compte de l'expression "en principe" qui apparaissait au début du paragraphe 6 de l'annexe. Pour ce qui concernait toutes les autres questions, l'intervenant espérait être en mesure de fournir les réponses de ses autorités dans les jours à venir et de les présenter au Secrétariat.

41. Le représentant de la Tunisie a dit que sa délégation avait reçu une question du Chili (question n° 11) à propos de la durée de l'exemption, que la Tunisie n'avait pas précisée sur la liste. L'intervenant n'avait pas reçu de réponse de sa capitale à temps pour la réunion, mais il pouvait déclarer, à titre préliminaire, que l'annexe sur les exemptions ne contenait pas de recommandation faisant obligation de fixer une durée. Elle indiquait simplement au paragraphe 6 que les exemptions ne devaient pas dépasser une période de dix ans. Néanmoins, l'intervenant fournirait très rapidement une réponse plus précise.

42. Le représentant de l'Indonésie a remercié toutes les délégations ayant posé des questions sur les exemptions des obligations NPF inscrites dans la liste d'engagements de l'Indonésie de 1993 et 1997. Ces questions portaient essentiellement sur tous les secteurs, sur les services de construction et sur les services financiers. Les autorités indonésiennes avaient entrepris d'examiner toutes les questions de manière exhaustive à la lumière des objectifs de leur politique nationale et de considérations régionales. Des réponses seraient présentées par écrit à la réunion suivante du CCS.

43. Le représentant de la Malaisie a dit que sa délégation soutenait les trois arguments avancés par l'Égypte, notamment à l'égard du champ d'application et du but du réexamen NPF, qui consistaient à déterminer si les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore, à prendre en considération la dimension du développement et à tenir dûment compte des objectifs de politique nationale. Le Japon, l'Australie et la République de Corée avaient posé des questions. Pour y répondre, l'intervenant entendait tout d'abord examiner les conditions qui pouvaient contraindre la Malaisie à maintenir ses exemptions des obligations NPF. Sa réponse serait d'ordre général mais elle couvrirait quelques-unes ou la plupart des questions posées par les trois pays précités. Si certaines questions n'obtenaient pas de réponse à la réunion en cours, la délégation de l'intervenant les examinerait avec les délégations concernées à une date ultérieure. Pour tenter de comprendre l'exemption NPF de la Malaisie couvrant tous les secteurs au regard du marché du travail et des capitaux étrangers, il fallait d'abord comprendre que la Malaisie était un petit pays qui comptait néanmoins de multiples ethnies et de multiples religions. Au début des années 1970, un développement peu équilibré avait provoqué des troubles sociaux et économiques dans le pays. Le gouvernement avait donc estimé qu'il fallait mettre un terme à ce déséquilibre; il avait alors instauré une nouvelle économie et une nouvelle politique de développement. Le Japon avait posé des questions sur les besoins spécifiques du développement; ces besoins transparaissaient dans les politiques de développement susmentionnées. Ces politiques étaient destinées à promouvoir une croissance équitable, à favoriser l'unité nationale entre les différents groupes ethniques, à éradiquer la pauvreté et enfin à restructurer la société pour supprimer les déséquilibres sociaux et économiques. Si elles n'avaient pas été mises en place, compte tenu des différents choix politiques et du type d'activités que le gouvernement avait entreprises, la situation de déséquilibre aurait perduré et aurait empêché la Malaisie de connaître la croissance rapide qu'elle avait enregistrée au cours des quelque deux décennies passées. Quant aux points critiques qui étaient exprimés au travers de ces politiques et qui définissaient les besoins spécifiques du développement, ils étaient essentiellement les suivants: premièrement, atteindre un équilibre optimal entre les objectifs de la croissance économique et l'équité; deuxièmement, assurer l'équilibre des principaux secteurs de l'économie afin d'optimiser la

croissance; troisièmement, réduire les inégalités sociales et économiques afin de partager de manière juste et équitable les fruits de la croissance économique entre tous les citoyens; quatrièmement, promouvoir et renforcer l'intégration nationale en réduisant les fortes disparités de développement économique entre les divers États de la Malaisie, ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales; cinquièmement, instaurer une société progressiste; sixièmement (et ce point répondait à la question sur l'harmonie industrielle posée par le Japon et les deux autres délégations), promouvoir le développement des ressources humaines pour créer une main-d'œuvre productive et disciplinée et développer les compétences nécessaires pour relever les défis du développement industriel; septièmement, faire en sorte que la science et la technologie fassent partie intégrante de la planification et du développement sociaux et économiques; et enfin, dans toute la mise en place de ce développement économique, prendre en compte la protection de l'environnement.

44. S'agissant des questions de traitement préférentiel ou différencié, la Malaisie avait adopté une démarche flexible pour être en mesure d'atteindre le type d'objectifs fixés dans les deux politiques précitées. Ce genre de traitement serait accordé en fonction du secteur et des avantages qui pourraient être retirés de l'arrangement. Si par exemple des entreprises situées en Malaisie avaient conclu des alliances stratégiques avec des entreprises étrangères dans des industries à forte intensité de capital et des industries de haute technologie susceptibles de soutenir les entreprises locales et de les aider à accéder à de nouvelles technologies et de nouveaux marchés, les pouvoirs publics envisageraient d'accorder un tel traitement. Ce type d'entreprises étrangères serait en mesure de contribuer aux objectifs de développement. Ainsi, lorsqu'elle avait jugé nécessaire de promouvoir ses capacités multimédia, la Malaisie avait instauré les entreprises dites du "super couloir multimédia". La participation des entreprises étrangères spécialisées dans les technologies de l'information était encouragée afin que ces entreprises aident le pays à développer ses capacités multimédia dans le secteur à haute valeur ajoutée des biens et services liés à ces technologies. En conséquence, les entreprises ayant obtenu le statut de société du super couloir multimédia (ou statut SCM) pouvaient être financées à 100 pour cent par des capitaux étrangers. La Corée avait posé quelques questions supplémentaires, dont l'une avait déjà obtenu une réponse. La seconde question consistait à savoir si la Malaisie avait déjà réexaminé l'exemption concernant le traitement dit préférentiel; la réponse était négative. S'agissant de la troisième question visant à déterminer si la Malaisie appliquait d'autres mesures, la réponse était non: cet objectif particulier n'avait pas donné lieu à d'autres mesures. L'Australie s'était interrogée sur la stabilité sociale, l'harmonie industrielle et le processus requis pour parvenir à ce type de situation. Le processus de sélection consisterait notamment à déterminer dans quelle mesure les travailleurs correspondaient aux attentes, premièrement en termes de niveau d'éducation et deuxièmement au regard de leur aptitude à s'adapter à la culture, aux pratiques religieuses et à la langue locale. Par la suite, sur le plan opérationnel, des fonctionnaires du ministère du travail se rendraient dans les entreprises et les usines où les travailleurs étaient susceptibles d'être employés pour s'assurer, entre autres, que les logements destinés à ces travailleurs étaient convenables. Ces visites devaient également permettre de s'assurer auprès des employeurs que les travailleurs étrangers soient sensibilisés à la culture et aux pratiques locales, que leur connaissance de la langue locale soit améliorée et que les employeurs soient informés dès le stade du recrutement des pratiques en vigueur en matière d'amélioration des compétences et de transfert des compétences entre travailleurs étrangers et locaux.

45. Le représentant d'El Salvador a indiqué que sa délégation avait reçu des questions spécifiques de Hong Kong, Chine, de l'Australie, du Chili et du Japon, ainsi qu'une question générale du Mexique. Malheureusement, ces questions ne lui étaient parvenues que la semaine précédente et elles étaient toujours en cours d'analyse dans la capitale. L'intervenant espérait être en mesure de fournir des réponses dès que possible. Pour le moment, il se contenterait de commenter les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire. El Salvador avait inscrit pour tous les secteurs une exemption concernant les mesures figurant dans le Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale. Avec d'autres pays d'Amérique centrale, il participait à un processus d'intégration économique et politique qui avait été entamé au début des années 1960 et qui avait connu un nouvel élan dans les années 1990.

Le Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale était l'un des piliers majeurs de cette intégration; son objectif premier était d'instaurer et de consolider une union économique dotée d'un marché des biens et des services. Depuis, l'Amérique centrale avait entrepris d'élaborer un Traité sur les services et l'investissement. Ce traité permettait désormais de prendre des mesures préférentielles en faveur des fournisseurs de services de la région dans quelques-uns ou dans l'ensemble des secteurs des services. On avait donc invoqué le Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale et inscrit une exemption de l'article II de l'AGCS - relatif à la nation la plus favorisée - afin de préserver les préférences accordées en Amérique centrale. El Salvador considérait que cette mesure était valable car l'une de ses principales raisons d'être tenait à la promotion de l'intégration entre les pays d'Amérique centrale qui étaient encore parties au processus.

46. La représentante de la Jamaïque a remercié les délégations qui avaient posé des questions. Ces questions étaient toujours en cours d'examen dans sa capitale mais la délégation jamaïcaine fournirait des réponses par écrit dans les plus brefs délais.

47. La représentante du Guatemala a remercié le Japon, l'Australie, Hong Kong, Chine, le Mexique et le Chili de leurs questions. Toutes ces questions avaient été communiquées à la capitale; toutefois, étant donné que certaines d'entre elles étaient parvenues à sa délégation plus tôt que d'autres, l'intervenante ne serait pas en mesure de répondre à l'ensemble des questions à la réunion en cours. Elle espérait pouvoir fournir bientôt des réponses supplémentaires. Le fait que les questions du Japon, de l'Australie et de Hong Kong, Chine aient été présentées en anglais avait retardé l'analyse dans la capitale; la délégation de l'intervenante avait besoin de recevoir aussi les documents en espagnol. Abordant ensuite les réponses, pour ce qui concernait les questions de l'Australie, les accords et les traités avaient surtout été mentionnés dans la liste des exemptions des obligations NPF dans un souci de transparence. S'agissant des questions de Hong Kong, Chine, l'exemption inscrite pour les mesures découlant d'accords conclus par le Guatemala dans le cadre du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, et qui figurait sous le n° 1 à la page 11 du job n° 1551, tenait compte des incompatibilités entre l'article II et l'application de la clause d'exemption pour l'Amérique centrale prévue dans les traités commerciaux qui avaient été signés au titre du traitement NPF avec des pays autres que les États contractants. Aux termes de cette clause, aucun pays d'Amérique centrale ne devait accorder à de tierces parties un traitement plus favorable que le traitement accordé aux États contractants dans le cadre de l'intégration de l'Amérique centrale. En raison d'une erreur involontaire, cette clause apparaissait sous le n° 2 dans le document de synthèse et non en tant que traitement accordé au titre des mesures indiquées au n° 1. Quant à l'exemption décrite au n° 3 de la page 12, elle concernait un traitement préférentiel accordé au titre de la Convention relative à la garantie des investissements avec les États-Unis. L'exemption décrite au n° 4 de la page 12 concernait un traitement préférentiel destiné à protéger les investissements résultant de l'accord indiqué sous ce numéro. L'exemption n° 5 de la page 12 prévoyait un traitement préférentiel pour tous les modes d'investissement et de fourniture de services. S'agissant des questions du Japon, pour répondre à la question n° 264, l'exemption inscrite pour les mesures découlant d'accords conclus par le Guatemala dans le cadre de l'intégration économique de l'Amérique centrale, et qui figurait au n° 1, tenait compte des incompatibilités entre l'article II et l'application de la clause d'exemption pour l'Amérique centrale prévue dans les traités commerciaux qui avaient été signés au titre du traitement NPF avec des pays autres que les États contractants. Aux termes de cette clause, aucun pays d'Amérique centrale ne devait accorder à de tierces parties un traitement plus favorable que le traitement accordé aux États contractants dans le cadre de l'intégration de l'Amérique centrale. En raison d'une erreur involontaire, cette clause apparaissait sous le n° 2 dans le document de synthèse et non en tant que traitement accordé au titre des mesures indiquées au n° 1. S'agissant de la question n° 266 du Japon, la signature des accords de paix en 1998, l'application de la Loi sur les investissements étrangers et la mise en œuvre des accords bilatéraux en matière de protection et de promotion des investissements ont permis d'instaurer un climat adéquat et favorable à l'investissement au Guatemala. Ainsi avec les États-Unis, la Société pour les investissements privés à l'étranger offrait

des garanties à l'investissement qui avaient favorisé plusieurs investissements, notamment dans les cas suivants: la production d'électricité par la San José Limitada, par le biais de la NationsBank, N.A, le secteur national de l'hôtellerie par le biais de Marriott International Inc., la Société guatémaltèque d'électricité par le biais de la NationsBank, N.A, la raffinerie de sucre Ingenio Magdalena par le biais de la Citibank. L'intervenante a présenté ses excuses aux délégations du Mexique et du Chili; elle espérait être en mesure de fournir une réponse à leurs questions dès que possible.

48. La représentante des Philippines a remercié les délégations du Japon et de la République de Corée pour les questions qu'elles avaient posées sur les exemptions des obligations NPF inscrites par les Philippines. Ces questions avaient trait, pour l'essentiel, à une loi nationale qui accordait des visas de catégories spéciales aux négociants et aux investisseurs de pays avec lesquels les Philippines avaient conclu des traités sur l'entrée de ces personnes. Le Japon, Hong Kong, Chine et l'Australie avaient demandé la liste de ces pays. Les Philippines avaient en fait signé des traités avec trois pays: avec le Japon, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec les États-Unis, l'Accord relatif à l'entrée de personnes à des fins de commerce ou d'investissement ou pour des activités connexes, et trois accords avec l'Allemagne, à savoir le Traité concernant la promotion et la protection des investissements, l'Accord commercial entre la République des Philippines et la République fédérale d'Allemagne, et le Protocole de négociation entre le gouvernement de la République des Philippines et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Les dispositions de ces traités concernant les droits d'entrée spéciaux stipulaient pour l'essentiel que tout étranger entrant dans le pays au titre d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation pouvait être admis en qualité de non-immigrant. Il obtenait alors un visa de commerce au titre du traité qui était délivré aux seules fins de mener des échanges commerciaux réels entre les Philippines et l'État dont il était ressortissant. Le visa pouvait aussi être délivré aux fins de développer et de diriger les opérations d'une entreprise dans laquelle la personne concernée investissait ou avait investi beaucoup de capitaux. S'agissant de la question du Japon concernant des précisions sur le "critère du marché du travail" mentionné dans la colonne n° 2, ce critère faisait référence à un système destiné à protéger les travailleurs philippins contre une concurrence injustifiée ou excessive de personnes étrangères sur le marché national de l'emploi. Son objectif premier était de garantir qu'aucun Philippin ayant la motivation, la capacité et les compétences requises pour occuper un emploi ne soit privé de cet emploi au profit d'une personne étrangère. Ainsi, avant toute délivrance d'un permis de travail pour personne étrangère, l'employeur demandeur devait prouver qu'il avait tout entrepris pour déterminer s'il existait une personne philippine ayant la motivation, la capacité et les compétences requises pour occuper l'emploi pour lequel il souhaitait recruter un étranger. Cette mesure était juridiquement fondée sur différentes dispositions constitutionnelles et sur le droit écrit. La République de Corée avait souhaité savoir si les négociants et les investisseurs mentionnés dans la colonne n° 2 correspondaient aux personnes physiques fournissant des services de la colonne n° 1. La délégation des Philippines estimait que les personnes exerçant librement des activités de commerce ou d'investissement faisaient nécessairement partie des personnes physiques les plus libres fournissant des services; toutefois, à l'évidence, ces termes de "personnes physiques fournissant des services" ne semblaient pas forcément être limités aux négociants et investisseurs mentionnés dans la colonne n° 2. S'agissant d'une question du Japon sur les projets éventuels des Philippines de conclure de nouveaux accords bilatéraux avec d'autres pays en matière de droits d'entrée pour les négociants et les investisseurs, selon les vérifications récemment effectuées auprès du ministère des affaires étrangères, les Philippines n'envisageaient pas de conclure d'accords ou de traités semblables; néanmoins, cette situation ne devait pas être interprétée comme une interdiction pour les Philippines de conclure de nouveaux accords de ce type à l'avenir. En ce qui concernait la question de l'Australie, si l'on se fondait sur la simple expérience des accords et sur l'examen de leurs diverses dispositions, on pouvait constater que chacun des accords avait en commun une disposition selon laquelle les étrangers pouvaient entrer dans le pays en vertu d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation et pouvaient être admis en qualité de non-immigrants. Ils obtenaient alors un visa de commerce au titre du traité qui était délivré aux seules fins de mener des échanges commerciaux réels entre les Philippines et l'État dont ils étaient ressortissants. Le visa pouvait aussi être délivré aux fins de développer et de diriger les opérations d'une entreprise dans laquelle les

personnes concernées investissaient ou avaient investi beaucoup de capitaux. L'intervenant espérait que ces réponses étaient satisfaisantes pour les Membres ayant posé les questions; cependant, au cas où ceux-ci choisiraient de demander des éclaircissements supplémentaires, la délégation des Philippines était toute disposée à se réunir avec eux et à développer les réponses qu'elle venait de faire.

49. La représentante du Honduras a déclaré que pour ce qui concernait les questions posées par certains Membres à propos des exemptions des obligations NPF accordées par le Honduras à d'autres pays d'Amérique centrale, elle répondrait en disant que les conditions qui avaient rendu l'exemption nécessaire existaient encore, comme l'avaient expliqué les délégués d'El Salvador et du Guatemala. La région avait entrepris d'élaborer un Traité de l'Amérique centrale sur les services et les investissements, et entre-temps elle avait approuvé des mesures préférentielles en faveur des fournisseurs de services d'Amérique centrale dans certains secteurs des services, notamment l'énergie, le transport, les télécommunications, les services financiers, la construction, les services professionnels et le tourisme. La délégation de l'intervenante fournirait ultérieurement des réponses plus détaillées aux questions des autres Membres.

50. Le Président a dit que d'autres délégations pourraient apporter une contribution écrite au débat à une date ultérieure ou à un stade particulier des délibérations. Il a invité les délégations à poser des questions ou à demander des éclaircissements aux délégations ayant répondu aux questions écrites.

51. Le représentant du Pakistan a indiqué qu'il souhaitait poser deux questions aux représentants des Philippines et de Singapour. Ceux-ci avaient déjà fourni à ces questions une réponse qui satisfaisait pleinement le Pakistan, mais l'intervenant tenait à formuler les questions aux fins du compte rendu. La question adressée aux Philippines concernait la catégorie de visas spéciale ainsi que le critère du marché du travail. De même, à l'égard de Singapour, la question portait sur la définition des sources de main-d'œuvre traditionnelles.

52. Le représentant du Mexique a dit que le réexamen des exemptions des obligations NPF était fort important pour sa délégation et il a soutenu les déclarations liminaires du Chili et de Hong Kong, Chine. Les Membres devaient s'échanger des renseignements afin de permettre à chacun de comprendre les raisons d'être des exemptions et de connaître leur situation actuelle, puisque ces exemptions étaient des mesures incompatibles avec l'un des principes fondamentaux du système commercial multilatéral. Le Mexique était reconnaissant envers les délégations qui avaient fourni des réponses et il avait pris bonne note de celles-ci. Ces réponses étaient très utiles et l'intervenant a tout particulièrement exprimé sa gratitude aux délégations qui avaient spécifiquement abordé les questions du Mexique. Il s'agissait de questions générales qui portaient essentiellement sur la situation des exemptions, car il était extrêmement important de voir si les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore. Le Mexique avait posé des questions de nature plus générale et dépourvues d'ambiguïtés dans l'espoir d'obtenir des réponses détaillées contenant des renseignements sur ces éléments particuliers. Toutefois, certaines de ses questions n'avaient pas obtenu de réponses complètes et d'autres n'avaient pas obtenu de réponse du tout, que ce soit de la part des Membres qui avaient pris la parole ou des Membres qui ne s'étaient pas exprimés. Les questions du Mexique étaient de nature plus générique précisément parce qu'elles s'appliquaient et s'adressaient à tous les Membres. Aux fins du compte rendu et des conclusions auxquelles on pourrait parvenir, le Mexique a souligné l'importance d'obtenir des réponses de la part de tous les Membres concernés. L'intervenant a de nouveau exhorté les Membres qui s'étaient déjà exprimés comme ceux qui allaient le faire à préciser si la nécessité de l'exemption NPF résultait de considérations nationales ou externes, si la mesure incompatible avait été prise en vertu d'une législation en vigueur ou au titre d'un instrument administratif et statutaire de nature discrétionnaire, et si la même procédure devait être suivie pour l'élimination progressive des exemptions. Il était également important pour le Mexique de savoir si les délégations envisageaient de limiter le champ d'application de ces exemptions. Certaines réponses avaient traité de ce dernier point; toutefois, l'intervenant souhaitait que l'on précise davantage les conditions de cette limitation et que l'on indique s'il était possible d'appliquer

d'autres mécanismes tels que ceux qui étaient prévus dans l'accord lui-même, afin de se débarrasser de ces exemptions. La nature temporaire des exemptions était importante et le facteur temps allait de pair avec les conditions ayant rendu une exemption nécessaire. Si les conditions existaient encore, le Mexique souhaitait savoir combien de temps l'exemption resterait en vigueur; il voulait aussi savoir, dans le cas où les pays concernés n'auraient pas assorti l'exemption d'un délai, si ces pays convenaient que l'exemption ne devait durer que dix ans. Enfin, le Mexique souhaitait savoir si les Membres avaient envisagé d'élaborer une sorte de programme en vertu duquel les exemptions seraient éliminées par étapes selon un calendrier progressif, ou s'ils entendaient attendre purement et simplement que la mesure parvienne à expiration dans dix ans. La délégation mexicaine serait reconnaissante envers toutes les délégations de bien vouloir lui fournir de plus amples détails sur ces questions.

53. Le représentant de Hong Kong, Chine a remercié tous les Membres des réponses qui lui avaient été fournies pendant cette journée et il avait hâte d'entendre les réponses suivantes. Il a instamment demandé que les réponses soient fournies par écrit. Il a noté que si les délégations avaient fourni des réponses écrites à la réunion en cours, celle-ci aurait pu être plus courte et aurait probablement permis de mener plus d'échanges constructifs. Il s'est inquiété de constater que les Membres ne semblaient pas avoir reçu la version espagnole des questions. Il jugeait regrettable, pour le moins, que les délais et les dates de réunion soient fixés sans tenir compte du temps requis pour la traduction des documents; or cette traduction était nécessaire à de nombreux Membres. Il était inévitable, dès lors, que la réunion manque d'efficacité. Évoquant ensuite les réponses exprimées, l'intervenant s'est félicité de la remarque du Liechtenstein, qui avait déclaré mener un examen positif de son exemption concernant la circulation de la main-d'œuvre en vue de supprimer cette exemption. Cette déclaration était fort utile et constructive. L'intervenant a remercié la Thaïlande, qui avait déclaré que l'exemption thaïlandaise concernant le traitement des ressortissants américains serait peut-être inutile à l'avenir; Hong Kong, Chine espérait que cet avenir serait proche. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une réponse à une question de sa délégation, l'intervenant a estimé que la remarque de l'Estonie selon laquelle il ne serait pas nécessaire de conserver l'exemption plus de dix ans était très encourageante. Hong Kong, Chine avait posé une question sur les traités bilatéraux d'investissement et sur la nécessité d'inscrire des exemptions des obligations NPF aux fins de ces traités. Elle avait écouté attentivement les commentaires faits à cet égard et les réponses seraient étudiées lorsqu'elles seraient publiées dans le compte rendu. Toutefois, la délégation de l'intervenant trouvait étrange que de très nombreux Membres de l'OMC aient conclu des traités bilatéraux d'investissement mais n'aient pas jugé nécessaire d'inscrire des exemptions des obligations NPF à leur égard; cette question méritait peut-être d'être examinée plus en profondeur. S'agissant du commentaire de la Suisse sur l'évolution et l'élargissement de ses liens historiques avec ses domaines de recrutement traditionnel, dès lors qu'il y avait évolution et élargissement, ces liens n'avaient plus rien de traditionnel ni d'historique; il était peut-être nécessaire de se pencher sur ce sujet. Pour ce qui concernait les exemptions des obligations NPF au titre desquelles un traitement moins favorable était accordé à certains Membres, l'intervenant avait écouté les réponses des États-Unis et de la Turquie. Ces déclarations reprenaient pour l'essentiel le contenu de la liste d'exemptions mais ne répondaient pas à la question qui avait été posée par sa délégation. À cet égard, l'intervenant a cité le paragraphe 5 de la Note explicative du Secrétariat sur la liste des exemptions de l'article II (job n° 2061, 15 septembre 1993); cette note n'avait jamais été entérinée par les Membres mais elle existait bel et bien et elle contenait les dispositions suivantes: "...en conséquence, tout Membre contractant un engagement en matière d'accès aux marchés ou de traitement national dans un secteur donné doit accorder à tous les autres Membres la norme minimale de traitement indiquée dans sa liste. Dès lors, une exemption NPF inscrite à ce titre permettrait uniquement au Membre d'étendre à certains pays un traitement plus favorable que celui qui est indiqué dans sa liste; ..." La délégation de Hong Kong, Chine croyait comprendre, au regard de certaines de ces exemptions, que cette directive ne semblait pas être respectée. L'intervenant estimait que cette question méritait un examen plus détaillé.

54. En réponse à la question de Hong Kong, Chine, un représentant du Secrétariat a présenté ses excuses pour les retards de traduction. Il a expliqué que le processus de traduction de ces documents avait été entamé dès que le Secrétariat avait reçu la communication, mais que le problème tenait au

fait qu'en vertu d'une décision du Conseil général, les rapports de groupes spéciaux avaient toujours priorité. Compte tenu du volume très substantiel de traductions en attente, tout document portant sur les exemptions des obligations NPF ou tout autre document qui n'était pas un rapport de groupe spécial avait du retard. Le Secrétariat ne pouvait donc rien faire contre ces retards.

55. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation accordait une importance considérable à l'exercice en cours, comme elle l'avait indiqué dans le préambule de ses questionnaires. L'intervenant a tout particulièrement remercié les délégués qui avaient répondu aux questions de la Corée et il a réservé ses droits de poser d'autres questions au cours du réexamen. Sa délégation souhaitait savoir comment les CE allaient procéder vis-à-vis des trois membres qui les avaient récemment rejointes et s'il serait nécessaire qu'elles modifient leur liste d'exemptions NPF. L'intervenant a également pris note de plusieurs questions soulevées par Hong Kong, Chine et il a indiqué qu'il souhaitait revenir à ces questions lors de réunions ultérieures.

56. Le représentant du Japon a également exprimé ses remerciements pour les réponses fournies. Bien que relativement lourd, ce processus permettait de se procurer des renseignements sur l'ensemble de ces exemptions afin de comprendre leurs raisons d'être. Il contribuait dans une très large mesure au processus de suivi des négociations. Le Japon souhaitait lui aussi disposer des réponses sous forme écrite avant de communiquer ses réactions; néanmoins, l'intervenant pouvait faire quelques remarques préliminaires. Comme d'autres intervenants, notamment celui du Canada, il avait le sentiment qu'il existait différentes perceptions ou qu'il n'y avait pas de définition commune de l'inscription d'exemptions NPF. Mener de plus amples débats serait sans doute le meilleur moyen de progresser sur cette question. Par ailleurs, l'article II de l'AGCS stipulait que "un Membre pourra[it] maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 pour autant que celle-ci figure à l'Annexe sur les exemptions ...". L'élément central était donc la mesure elle-même et il était important qu'elle soit claire. L'intervenant a demandé plus d'éclaircissements au Canada et à l'UE. S'agissant de l'exemption du Canada concernant un arbitrage obligatoire des différends en matière d'investissement, la délégation japonaise ne voyait pas clairement en quoi cette mesure était incompatible avec l'obligation NPF. En ce qui concernait l'explication des CE sur l'exemption inscrite au titre de la coopération nordique, l'intervenant croyait avoir entendu que cette mesure était non discriminatoire. Si tel était le cas, il n'était pas sûr de comprendre pourquoi il était nécessaire d'inscrire une exemption NPF pour couvrir une mesure qui n'était pas réellement discriminatoire. Il ne s'agissait là que d'un exemple et l'intervenant souhaitait obtenir quelques renseignements supplémentaires sur les raisons d'être de cette exemption. Il estimait que certaines questions générales posées par Hong Kong, Chine étaient intéressantes pour de futurs débats et il a réservé son droit de revenir à ces questions à la réunion suivante.

57. Le Président a invité les délégations auxquelles s'adressaient la seconde série de questions à y répondre si elles le souhaitaient.

58. En réponse à la question posée par Hong Kong, Chine sur les domaines de recrutement traditionnel, le représentant de la Suisse a déclaré que le Canada faisait partie de ces domaines de recrutement. Ce qu'il avait dit, c'était que la notion de domaine de recrutement traditionnel n'était absolument pas exclusive dans la politique suisse en matière d'immigration et que d'autres critères tels que le niveau d'éducation ou la qualification étaient bien plus importants.

59. En réponse à la question du Japon sur l'exemption générale prévoyant un arbitrage obligatoire en cas de différend relatif aux investissements entre un investisseur et l'État, la représentante du Canada a dit qu'au cours de l'élaboration de la liste d'exemptions des obligations NPF, sa délégation avait témoigné d'un grand souci de transparence et de prudence. Le Canada s'était efforcé d'inscrire toutes les mesures qui donnaient lieu à un traitement différencié. L'exemption prévoyant un arbitrage obligatoire en cas de différend entre un investisseur et l'État avait été inscrite pour éviter que l'AGCS ne fasse obligation d'étendre à d'autres Membres de l'OMC les droits investisseur-État accordés par le Canada au titre de ses 26 Accords pour la promotion et la protection des investissements étrangers ou

Traités d'investissement bilatéraux. La clause NPF de l'AGCS était précédée des termes suivants: "En ce qui concerne toutes les mesures couvertes par le présent accord...". Certains Membres pouvaient faire valoir que ces dispositions excluaient l'application de toute obligation NPF liée aux mesures - telles que les dispositions investisseur-État - qui n'étaient pas visées par l'AGCS. Toutefois, le Canada considérait que le champ d'application des mesures concernées par l'obligation NPF pouvait recouvrir toute mesure donnant lieu à un traitement différencié. Il couvrirait donc aussi le recours à l'arbitrage au titre des dispositions des accords d'investissement bilatéraux relatives au règlement des différends entre les investisseurs et l'État. Comme l'intervenante l'avait déjà déclaré, les conditions qui avaient rendu nécessaire l'exemption NPF existaient encore.

60. En réponse à la question de la République de Corée sur les nouveaux membres de l'UE, le représentant des Communautés européennes a dit qu'à l'époque où le Cycle d'Uruguay s'était achevé, l'Autriche n'était techniquement pas membre des CE, bien que les négociations sur son accession aient été presque terminées. Dans le cadre de son processus d'accession, l'Autriche avait été obligée de mettre sa législation en conformité avec celle des CE, c'est-à-dire avec ce qu'on appelait l'acquis communautaire. C'est pourquoi, dans ce cas particulier, elle avait dû inscrire une exemption des obligations NPF vis-à-vis des accords bilatéraux qu'elle avait conclus ou qu'elle conclurait avec la Suisse; cette exemption était identique à celle qui était inscrite pour l'ensemble des CE à la page 8. S'agissant de la question du Japon sur la coopération nordique, l'intervenant a dit que cette coopération recouvrait un large éventail d'activités et visait plusieurs entreprises dont les activités consistaient à fournir un soutien financier pour des projets intéressant des pays nordiques et des projets de coopération entre des entreprises nordiques. Ces mesures prévoyaient notamment un accès préférentiel aux entreprises nordiques qui contribuaient à fournir des garanties et des crédits pour des investissements et des exportations effectués en commun, un soutien financier à des projets communs de recherche et développement, et le financement d'études de faisabilité. Compte tenu du caractère préférentiel de ces arrangements, il était nécessaire d'inscrire une exemption NPF dans l'AGCS et les CE entendaient maintenir cette exemption. En réponse aux remarques du Mexique, en particulier, et de Hong Kong, Chine, l'intervenant a déclaré que sa délégation avait pris note des commentaires sur les problèmes généraux que posaient les exemptions des obligations NPF; toutefois, les CE estimaient qu'il existait une distinction entre le réexamen et les négociations. Le réexamen constituait un préalable très utile aux négociations car il permettait de se procurer des renseignements; cependant, ce n'était pas le processus de négociation. Toute décision qui s'avérerait nécessaire devrait être prise pendant les négociations, y compris en ce qui concernait les questions générales ou les séries de questions sur les exemptions NPF. Les CE souhaitaient continuer d'établir une ligne de démarcation très nette entre le réexamen et les négociations.

61. S'agissant de la remarque de Hong Kong, Chine selon laquelle certains Membres n'avaient pas répondu à la question posée au paragraphe 2 du document S/C/W/137, le représentant des États-Unis estimait que sa délégation avait répondu à cette question. Celle-ci était posée dans les termes suivants: "Nous souhaiterions que les Membres intéressés nous indiquent les raisons de ces exemptions". Comme les États-Unis l'avaient déjà été indiqué précédemment, les exemptions étaient destinées à décourager des pratiques fiscales discriminatoires à l'encontre d'entreprises et de ressortissants américains.

62. Le représentant de la Slovénie a déclaré que les avis étaient partagés sur la question de savoir si l'AGCS recouvrait les investissements. Sa délégation estimait que la réponse était négative; néanmoins, il était souhaitable de régler cette question avant les négociations. Les divergences de points de vue étaient évidentes puisque certains pays avaient inscrit des exemptions des obligations NPF au titre de la promotion et de la protection des investissements, tandis que d'autres avaient jugé que les investissements n'étaient pas visés et n'avaient donc pas inscrit d'exemption à cet égard.

SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

63. Le Président a ensuite abordé le secteur suivant, à savoir les services fournis aux entreprises. Dans ce secteur, les exemptions avaient été regroupées entre les sous-secteurs suivants: services professionnels et autres services fournis aux entreprises. Le Président a invité les Membres à répondre aux questions écrites qui avaient été posées à propos de ces deux sous-secteurs.

64. Le représentant du Costa Rica a dit que sa délégation avait inscrit deux exemptions des obligations NPF: l'une touchait aux services professionnels et l'autre concernait la publicité. Dans les services professionnels, le Costa Rica exigeait, au regard des établissements d'enseignement professionnel, qu'un accord de réciprocité soit conclu avec le pays d'origine d'un étranger pour que celui-ci puisse travailler dans ce type d'établissements, ou que la personne étrangère démontre que les ressortissants du Costa Rica pouvaient exercer une profession similaire dans des circonstances similaires dans son pays d'origine. Cette exemption était destinée à garantir aux ressortissants du Costa Rica un traitement équivalent ainsi qu'un niveau minimum de traitement dans les services professionnels. Certains avaient demandé si cette exemption n'était pas couverte par l'article VII de l'AGCS. Comme il l'avait indiqué auparavant, l'exemption visait les cas dans lesquels les ressortissants du Costa Rica pouvaient exercer des professions dans des circonstances similaires indépendamment des accords bilatéraux existants ou à venir dans ce domaine. Elle correspondait plutôt à une reconnaissance indépendante que l'on pouvait appeler une "qualification"; or ce cas de figure n'était pas pris en compte par l'article VII de l'AGCS. C'est pourquoi l'exemption avait été inscrite. S'agissant de la publicité, un traitement préférentiel était proposé pour les publicités provenant de pays d'Amérique centrale qui n'étaient pas soumises à une surtaxe de 100 pour cent *ad valorem* et qui, dans tous les cas, avaient une valeur d'au moins 10 000 colinas (soit environ 33 dollars EU au taux de change courant) et d'au plus 50 000 colinas (environ 166 dollars EU). La législation instituant cette mesure était la Loi n° 1758 en date du 19 juin 1954, connue sous le nom de "Loi sur la radio et la télévision", et qui était actuellement en vigueur. Pour répondre aux questions posées par plusieurs Membres sur cette exemption, l'intervenant a clairement indiqué que la mesure ne découlait pas d'un accord régional et qu'elle n'était donc pas visée par les dispositions de l'article V de l'Accord général sur le commerce des services. Elle découlait d'une loi nationale qui prévoyait un meilleur traitement aux ressortissants de la région, même si ces préférences étaient en fait le fruit d'un processus d'intégration de l'Amérique centrale. La mesure résultait d'un processus de développement et non d'un processus de libéralisation progressive du commerce des services, comme le prévoyait l'article V.

65. Le représentant de Singapour a dit que des questions sur les exemptions des obligations NPF inscrites au titre de services juridiques lui avaient été adressées par l'UE, le Japon, la Corée, l'Australie et le Chili. Il a remercié ces délégations et a entrepris de répondre aux questions dans leur ensemble. L'exemption NPF couvrait toutes les mesures relatives à la fourniture de services juridiques à Singapour. Elle instituait le droit de ne pas accorder immédiatement et sans condition aux services et fournisseurs de services de tout autre Membre un traitement non moins favorable que celui que Singapour accordait aux services et fournisseurs de services de tout autre pays, comme le prévoyait l'article II:1 de l'AGCS. Les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore. Compte tenu du stade actuel de développement du secteur des services juridiques de Singapour, ce pays n'était pas prêt à retirer l'exemption inscrite au titre de ces services. Le gouvernement avait néanmoins pris des mesures en vue d'atteindre progressivement un niveau plus élevé de libéralisation conformément à l'article XIX de l'AGCS. Depuis le 5 mai 2000, date à laquelle le Règlement sur les services internationaux de la profession juridique énoncé au chapitre 4 a) de la Loi sur la profession juridique est entré en vigueur, le gouvernement avait mis en œuvre les recommandations du Comité d'étude des services juridiques. Il avait ainsi permis aux avocats étrangers travaillant dans des coentreprises fondées par des sociétés juridiques de Singapour et d'autres pays de pratiquer le droit de Singapour, à l'exclusion des activités de représentation devant des organes judiciaires, arbitraux et réglementaires. Les avocats étrangers travaillant dans le cadre d'alliances juridiques officielles avec des sociétés juridiques locales

seraient également autorisés à établir des documents juridiques régis par le droit de Singapour. En outre, la question de la reconnaissance des qualifications juridiques étrangères en vue d'une admission au Barreau local était actuellement examinée par le Comité du marché des professions juridiques, qui était présidé par le Procureur général. Dans l'ensemble, les politiques juridiques des pouvoirs publics se trouvaient encore au stade de l'élaboration et de l'ajustement. Au cours des quelque cinq années à venir, Singapour ne serait pas en mesure d'accorder le traitement NPF ou de prendre des engagements spécifiques au titre de l'AGCS en matière de traitement national et de plein accès aux marchés pour les activités juridiques exercées tant sur son territoire qu'à l'étranger. Pour ce qui concernait l'établissement de sociétés juridiques étrangères à Singapour, l'intervenant a précisé qu'avant l'entrée en vigueur du Règlement sur les services internationaux de la profession juridique, l'établissement de ces sociétés était approuvé au cas par cas par l'administration sans que celle-ci ne soit contrainte de se conformer à des règles écrites, des formalités ou des procédures. En revanche, depuis l'entrée en vigueur de ce règlement, toutes les sociétés juridiques et les avocats étrangers pratiquant le droit étranger à Singapour devaient demander leur enregistrement officiel auprès du Procureur général. Le détail des règles, des formalités, des prescriptions et des procédures régissant l'enregistrement officiel figurait au chapitre 4 a) de la Loi sur la profession juridique et dans le Règlement sur les services internationaux de la profession juridique établi en vertu de cette loi.

66. La représentante de la Thaïlande a répondu à la question posée par l'Australie, le Japon et la Corée sur les services d'audit. L'article XV 4) de la Loi thaïlandaise de 1962 sur les auditeurs stipulait que seuls pouvaient être enregistrés en qualité d'auditeur certifié les ressortissants thaïlandais et les ressortissants de pays dans lesquels les auditeurs thaïlandais étaient autorisés à travailler. Compte tenu de cette dernière condition, il avait été nécessaire d'établir une exemption NPF fondée sur le principe de réciprocité. La Thaïlande avait entrepris d'amender sa Loi sur les auditeurs pour en faire une Loi sur les professions comptables en vertu de laquelle cette protection serait supprimée. Elle n'avait conclu aucun accord bilatéral en matière d'audit avec d'autres pays. L'intervenante a ensuite répondu aux questions de l'Australie, des CE, du Japon et de la Corée sur l'édition de journaux. L'article 24 de la Loi sur l'édition disposait que pour être éditeur, publicitaire, rédacteur ou propriétaire d'un journal en Thaïlande, il convenait de résider en permanence dans le royaume et d'être ressortissant thaïlandais ou ressortissant d'un pays avec lequel la Thaïlande avait conclu un accord bilatéral. Toutefois, à la suite de récents changements intervenus dans la réglementation, les étrangers étaient désormais autorisés à investir dans un journal ou dans des services d'édition. Cependant, pour des raisons de sécurité, les représentants de ces personnes morales devaient être des ressortissants thaïlandais. Il n'existait actuellement aucun accord bilatéral du type mentionné plus haut.

67. Le représentant de Brunéi Darussalam a dit qu'en matière de services juridiques sa délégation avait reçu des questions de l'Australie, du Chili et du Japon. L'application des exemptions était subordonnée aux critères de qualification sur le plan de l'expérience professionnelle prévus dans la Loi sur la profession juridique. Cette loi avait périodiquement fait l'objet de révisions dont il espérait pouvoir donner le détail à une date ultérieure, le cas échéant.

68. En ce qui concernait les exemptions des obligations NPF inscrites à la page 39, qui concernaient l'édition, le représentant des Communautés européennes a dit qu'elles étaient fondées sur la réciprocité. Il n'était pas pour autant nécessaire de vérifier officiellement l'existence d'accords bilatéraux entre l'Italie et d'autres pays à cet égard, mais seulement d'évaluer les conditions réelles. Étant donné que cette évaluation pouvait varier en fonction des changements intervenant dans les conditions réelles, ce critère pouvait constituer un moyen de promouvoir des mesures moins restrictives dans tous les pays qui n'autorisaient pas les personnes étrangères à détenir plus de 49 pour cent du capital d'entreprises locales ou qui limitaient les droits de vote des actionnaires.

69. Le représentant du Canada a indiqué que dans ce secteur, des exemptions avaient été inscrites pour deux secteurs: les services liés à la pêche et les services annexes à l'agriculture. Le Canada avait reçu une question de la Commission européenne sur les conditions ayant rendu nécessaire l'exemption

relative aux services liés à la pêche. Selon cette exemption, les licences d'accès aux eaux canadiennes demandées dans un but spécifique tel que l'achat de carburant ou de fournitures, la réparation de navires, le changement d'équipage et le transbordement de prises halieutiques n'étaient délivrées qu'aux navires de pêche battant pavillon d'un pays avec lequel le Canada avait de bonnes relations dans le domaine de la pêche; le critère principal était l'adhésion de ce pays aux pratiques et politiques de conservation canadiennes et internationales. En vertu de la Loi sur la protection de la pêche côtière, il était interdit aux navires de pêche étrangers d'entrer dans les eaux halieutiques du Canada pour mener des activités de pêche ou d'autres activités connexes, sauf s'ils en avaient l'autorisation en vertu d'une loi ou d'un traité ou si une licence leur avait été délivrée par le Ministère chargé de la pêche conformément au règlement de protection de la pêche côtière. Les pouvoirs publics canadiens avaient pour politique de n'autoriser l'entrée dans les eaux halieutiques du pays et les activités de pêche ou activités connexes des navires étrangers que si ces navires provenaient de pays ayant conclu des accords de pêche bilatéraux avec le Canada, ou de pays qui coopéraient avec le Canada dans le domaine de la conservation de la pêche. Ce dernier critère était essentiellement évalué au regard de l'adhésion de ce pays aux pratiques et politiques de conservation canadiennes et internationales. L'intervenant a noté que cette règle générale souffrait des exceptions en cas de force majeure ou lorsque les dispositions spécifiques d'un traité bilatéral sur la pêche étaient d'application. Les conditions qui avaient rendu cette exemption nécessaire existaient encore. Évoquant ensuite l'exemption inscrite pour les services annexes à l'agriculture, l'intervenant a dit que cette exemption portait sur l'emploi temporaire de travailleurs agricoles. Avec les pays indiqués dans la liste de pays auxquels s'appliquait la mesure, le Canada avait instauré un programme permettant d'organiser l'entrée des travailleurs agricoles au Canada pour répondre aux besoins saisonniers d'employeurs agricoles pendant des périodes particulières. C'était essentiellement en période de récolte et de plantation de fruits et de légumes qu'il existait le plus grand risque de pénurie de travailleurs canadiens. Le programme était destiné à favoriser la prospérité du Canada en garantissant que les cultures soient récoltées à temps; il préservait aussi les perspectives d'emploi des travailleurs canadiens dont les moyens d'existence dépendaient d'une récolte en temps utile de ces cultures. Les conditions qui avaient rendu l'exemption nécessaire existaient encore.

70. Le représentant de la Bulgarie a dit que sa délégation avait reçu plusieurs questions après le 8 mai; les réponses n'auraient donc qu'un caractère préliminaire. S'agissant des services juridiques, le Japon avait demandé pourquoi le traitement national n'était accordé qu'aux entreprises et aux ressortissants des pays indiqués dans la colonne n° 3 de la liste d'exemptions. La réponse tenait au fait qu'en vertu de la législation bulgare - en l'occurrence, la Loi sur le Barreau publiée au Journal officiel n° 80 de 1991 et amendée dans les J.O. n° 104 de 1996 et 59 de 1998, seuls pouvaient être avocats les ressortissants bulgares répondant aux conditions fixées dans l'article III de cette loi. Parallèlement, la République de Bulgarie avait par exemple entrepris de mettre sa législation en conformité avec celle de l'Union européenne, et notamment avec l'acquis communautaire en matière de services juridiques. S'agissant de la question de l'Australie sur les services juridiques, dans laquelle on demandait des éclaircissements sur les cas dans lesquels seuls certains membres d'un accord régional spécifique avaient inscrit une exemption au titre de cet accord, et plus particulièrement s'agissant de la sous-question a) concernant les raisons pour lesquelles ces membres avaient inscrit l'exemption alors que d'autres membres du même accord ne l'avaient pas fait, l'intervenant a estimé que cette partie de la question ne s'adressait pas à la Bulgarie mais à ses partenaires des accords commerciaux régionaux. La seconde partie de la question consistait à savoir si ces exemptions étaient couvertes par l'article V de l'AGCS. Pour la délégation bulgare, que cette exemption soit ou non couverte par ledit article, elle n'excluait pas la possibilité de l'inscrire sur la liste des exemptions des obligations NPF. Par ailleurs, en ce qui concernait les services médicaux et dentaires, la délégation de l'intervenant avait reçu une question du Japon sur les accords bilatéraux auxquels s'appliquaient les mesures préférentielles mentionnées dans la colonne n° 2 de la liste d'exemptions. La Bulgarie avait conclu des accords bilatéraux avec les pays suivants: Autriche, Albanie, Afghanistan, Royaume-Uni, Viet Nam, Iraq, Yémen, Cambodge, Chypre, Slovaquie,

Turquie, Hongrie, République tchèque et Yougoslavie. Elle prévoyait aussi de conclure des accords bilatéraux avec d'autres pays.

71. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que pour ce qui concernait les autres services fournis aux entreprises, Hong Kong, Chine et la Corée avaient posé des questions liées à l'exemption pour les services d'interprétation inscrite à la page 39 de la liste de synthèse du Secrétariat. Cette exemption de la Nouvelle-Zélande découlait d'un arrangement spécial en vertu duquel les employeurs néo-zélandais qui ne pouvaient trouver de résidents suffisamment qualifiés dans le pays pouvaient recruter des interprètes au Japon pour travailler en Nouvelle-Zélande dans des secteurs liés au tourisme pendant une période maximale de deux ans. Cet arrangement s'expliquait par le fait que les touristes provenant du Japon constituaient une forte proportion du nombre total de visiteurs. L'exemption prévoyait toutefois la possibilité de conclure d'autres arrangements de ce type à l'égard des ressortissants d'autres pays avec lesquels ces arrangements pourraient être souhaitables. Dans la perspective du réexamen, la délégation néo-zélandaise avait étudié les possibilités de réduire ou d'affiner certaines exemptions. Les travaux étaient en cours à cet égard et ne portaient pas uniquement sur l'exemption précitée. L'intervenant tiendrait le Conseil informé de leurs résultats.

72. La représentante du Venezuela a dit qu'en ce qui concernait l'exemption pour les services fournis aux entreprises, la Corée, Hong Kong, Chine, le Japon, l'Australie et le Mexique avaient posé certaines questions. Elle a indiqué que lorsque sa délégation avait entrepris d'analyser la liste d'exemptions pour répondre aux questions des Membres, il était clairement apparu que les exemptions avaient un dénominateur commun: la colonne n° 5, qui concernait les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire, n'avait pas été remplie. Les autorités compétentes du Venezuela procédaient actuellement aux consultations nécessaires dans le but de réviser entièrement la liste intégrale des exemptions et de déterminer s'il existait des exemptions que le Venezuela pouvait réellement supprimer. Une fois que ces consultations seraient achevées, leurs conclusions seraient communiquées au Secrétariat.

73. La représentante du Honduras a dit qu'elle donnerait une réponse préliminaire à la question posée par certains membres sur l'exemption inscrite au titre des services fournis aux entreprises. Les conditions qui avaient rendu cette exemption nécessaire continuaient d'exister car la législation du pays prévoyait l'application du principe de réciprocité pour qu'un étranger puisse exercer une profession quelconque sur le territoire national. Cette prescription permettait de s'assurer de la compétence des personnes dans l'exercice de leur profession et de faire en sorte que les ressortissants du Honduras bénéficient du même traitement sur le territoire d'autres Membres.

74. Le représentant de la République dominicaine a indiqué qu'il fournirait des réponses préliminaires et que ces réponses seraient présentées par écrit ultérieurement. Dans sa question n° 14, Hong Kong, Chine avait demandé si l'exercice des professions indiquées était soumis à d'autres conditions. La réponse était que les conditions de réciprocité et d'autorisation du pouvoir exécutif constituaient une mesure très générale dans des pays tels que la République dominicaine ou d'autres pays d'Amérique latine. Dans sa question n° 178, le Japon demandait si la description des "architectes et ingénieurs" correspondait bien aux services juridiques; la même question avait été posée par Hong Kong Chine (question n° 14) et par le Chili (question n° 18). Il s'agissait manifestement d'une erreur apparue dans la synthèse car l'intervenant avait vérifié la version originale de la liste et cette description, telle que reprise dans la synthèse, ne correspondait pas au secteur des services juridiques. L'intervenant a demandé que cette erreur soit rectifiée dans une nouvelle version. Le Japon avait demandé s'il y avait des raisons particulières de ne pas réviser la législation en matière de réciprocité. L'intervenant a déclaré que les conditions ayant rendu cette législation nécessaire n'avaient pas changé et qu'en conséquence la législation restait en vigueur. Le Chili avait demandé, dans la question n° 15, si les exemptions inscrites étaient couvertes par les articles VI et VII de l'AGCS. La réponse était négative car la délégation de l'intervenant croyait savoir que ces deux articles s'appliquaient aux secteurs ayant fait l'objet d'engagements spécifiques. En revanche, il était clair que les exemptions

inscrites relevaient de l'annexe relative aux exemptions de l'article II. Celle-ci indiquait clairement la procédure à suivre pour réexaminer ces exemptions et décider si elles devaient être progressivement supprimées dans le cadre des négociations qui seraient menées au cours des cycles ultérieurs de libéralisation commerciale. Par sa question n° 16, le Chili avait aussi demandé quels étaient les critères pour accorder la réciprocité. Il s'agissait d'un critère très simple: si un ressortissant de la République dominicaine pouvait exercer la profession indiquée dans un autre pays, par exemple le Chili, tout Chilien ayant la même profession serait en mesure de l'exercer en République dominicaine. La reconnaissance mutuelle pouvait constituer un moyen d'assurer la viabilité de ce type de réciprocité. Enfin, l'Australie avait demandé s'il existait des accords de réciprocité bilatéraux justifiant l'exemption NPF. La réponse à cette question n'était pas arrivée à temps mais elle serait communiquée au Conseil dès qu'elle serait disponible.

75. Le Président a invité les délégations à poser des questions supplémentaires sur les services professionnels et les autres services fournis aux entreprises.

76. Le représentant de Hong Kong, Chine a remercié le Venezuela d'avoir indiqué qu'il révisait les exemptions des obligations NPF pour déterminer s'il pouvait en supprimer avant de répondre aux questions spécifiques. Sa délégation se félicitait de cette révision et avait hâte d'entendre la réponse. L'intervenant a noté qu'à entendre au moins deux réponses faites par Singapour et la Nouvelle-Zélande, et peut-être aussi d'autres réponses, il semblait possible de réduire le champ d'application de l'exemption NPF. Singapour, en particulier, semblait suggérer qu'il pourrait être possible de limiter davantage ce champ d'application. Bien entendu, l'intervenant ne s'était pas attendu à ce que des Membres aient la volonté de le faire à ce stade; il estimait que ces déclarations venaient appuyer les propos de la délégation du Chili sur la nécessité d'examiner le moyen le plus facile pour les Membres d'amender ou d'éliminer des exemptions NPF. Tout en prenant note de la remarque dans laquelle l'UE avait défini les questions qu'elle jugeait appropriées pour le réexamen et celles qui devaient être traitées dans le cadre de la négociation, l'intervenant estimait qu'il serait regrettable que les délégations ne puissent débattre dans un cadre multilatéral de questions générales qui ne pouvaient manifestement pas être examinées de manière bilatérale puisqu'il fallait trouver un consensus entre tous les Membres sur la meilleure manière de progresser. Il a rappelé la suggestion du Chili selon laquelle les procédures convenues au titre de l'article XXI pour la rectification et l'amélioration des listes pouvaient peut-être fournir un cadre aux améliorations et aux rectifications des exemptions NPF.

77. Le représentant du Japon a remercié les délégations de leurs réponses et a réservé son droit de revenir aux réponses à un stade ultérieur. Il souhaitait poser quelques questions de suivi au Honduras et au Canada. À l'égard du Honduras, il comprenait et appréciait l'explication sur la réciprocité. Toutefois, la question de sa délégation concernait "les raisons précises pour lesquelles la réciprocité [était] nécessaire pour [ces] services professionnels". Il serait très utile d'obtenir des éclaircissements supplémentaires sur ce point. S'agissant du Canada et de l'exemption NPF inscrite à la page 38 pour les travailleurs agricoles, l'intervenant croyait comprendre qu'il était nécessaire de résoudre des problèmes de pénuries saisonnières et de circulation de certaines personnes physiques. Il souhaitait plus de précisions sur la raison pour laquelle les mesures devaient être limitées aux pays indiqués dans l'exemption NPF et savoir pourquoi on ne tentait pas de régler le problème en appliquant les mesures sur une base NPF. Il a approuvé la déclaration de Hong Kong, Chine sur la nécessité d'examiner certaines questions, notamment des questions générales concernant entre autres la procédure à suivre pour réduire ou supprimer des exemptions NPF. Cet examen devait intervenir dans le cadre d'un exercice multilatéral comme celui du réexamen et l'on devait s'efforcer de parvenir à des conclusions.

78. Le représentant du Mexique a noté que selon le Canada, l'exemption sur la pêche découlait d'une mesure législative. Le Canada pouvait-il confirmer que le même type de législation existait aussi dans le cas de l'agriculture? Et pouvait-il indiquer également s'il était prévu d'appliquer cette mesure pendant dix ans, ou donner quelques indications supplémentaires sur la question de la durée? L'intervenant a observé par ailleurs que Singapour avait indiqué que son gouvernement s'efforçait de

promouvoir la libéralisation dans le cadre d'un programme progressif qui recouvrait les exemptions mentionnées dans ses réponses. Singapour pouvait-elle confirmer qu'elle avait établi un programme ou un calendrier quelconque? Dans l'affirmative, pouvait-elle le communiquer aux Membres, à moins que ce calendrier ne fasse partie de l'étude qui était en cours dans la capitale? S'agissant de la remarque de la Thaïlande sur son exemption pour les services d'audit, le Mexique souhaitait obtenir confirmation du fait que cette exemption devait durer dix ans, puisque sa durée semblait indéfinie. Quel type de calendrier la Thaïlande avait-elle prévu?

79. Le représentant de la Corée a remercié les délégués de la Thaïlande, du Venezuela et de la Nouvelle-Zélande d'avoir bien voulu fournir des explications en réponse aux questions de sa délégation. Les renseignements ainsi communiqués avaient été extrêmement utiles et l'intervenant a soutenu les suggestions de Hong Kong, Chine et du Japon concernant le futur programme de travail.

80. Le représentant du Chili a remercié les délégations qui avaient répondu aux questions de son pays. Quant aux délégations qui n'avaient pu répondre parce qu'elles n'avaient pas reçu les questions en espagnol, l'intervenant leur a demandé de faire en sorte que les réponses soient prêtes aussitôt que possible. Il a observé qu'au fil de l'évolution du débat, une question qui avait pu sembler théorique au début de la session, à savoir la modification ou la réduction du champ d'application d'une exemption, prenait à présent une réalité plus immédiate. Il a ajouté que si la question devait être examinée, elle ne devait pas faire l'objet de négociations mais simplement et exclusivement donner lieu à des échanges de vues entre les Membres sur ce point particulier.

81. Le représentant de Singapour a précisé que le gouvernement de son pays avait mis en œuvre les recommandations du Comité d'étude des services juridiques et qu'il prenait des mesures en vue de poursuivre sa libéralisation. Néanmoins, Singapour n'avait pas de programme officiel de libéralisation progressive, contrairement à ce qu'avait indiqué le Mexique. La politique des pouvoirs publics était toujours en cours d'élaboration. Cette situation n'empêchait nullement que des mesures soient prises pour instaurer une libéralisation progressive.

82. En réponse à la question supplémentaire du Mexique, le représentant du Canada a déclaré qu'il devait vérifier s'il existait pour le programme agricole une mesure semblable à l'exemption inscrite pour la pêche. Le programme destiné aux travailleurs agricoles avait été instauré en 1966 avec la Jamaïque; le Ministère canadien du travail et le Ministère fédéral du développement des ressources humaines collaboraient à cet égard avec les ministères concernés des pays avec lesquels un accord avait été conclu. Aucun contingent n'avait été établi en la matière; les chiffres étaient fixés en fonction des besoins du secteur agricole du Canada. La somme correspondant au billet d'avion était avancée par l'employeur, qui était généralement propriétaire d'une exploitation agricole au Canada, pour le compte du travailleur. L'employeur pouvait ensuite récupérer cette somme avec un taux de réduction fixé à l'avance. L'intervenant s'est engagé à fournir de plus amples renseignements sur la mesure spécifique ou l'accord concernés. Quant à la question de la durée de ces deux mesures, l'intervenant avait employé le terme d'"indéterminée" et il ne pouvait donner plus de détails à ce stade sur la durée prévue.

SECTEUR DES COMMUNICATIONS

83. Le Président a ensuite abordé le secteur suivant, qui était celui des communications. Ce secteur comportait trois parties: les services postaux, les télécommunications et les services audiovisuels. Il a suggéré que ces trois parties soient traitées ensemble.

84. Le représentant de la Bulgarie a dit que sa délégation avait reçu deux questions sur les services audiovisuels de la part du Japon; comme ces questions lui étaient parvenues après la date indiquée, les réponses seraient de nature préliminaire. La première question consistait à savoir comment la Bulgarie distinguait entre "les pays avec lesquels la coopération culturelle [pouvait] être

souhaitable" (colonne 3) et les pays avec lesquels elle ne l'était pas. Le Japon souhaitait avoir des explications précises faisant référence à des critères objectifs. La réponse était que le terme "souhaitable" était employé dans ce contexte en référence à de futurs accords, par opposition à des accords déjà conclus ou en cours de conclusions. Dès lors, une coopération serait "souhaitable" si elle faisait l'objet d'accords bilatéraux. Des accords de ce type avaient été conclus avec plus de 70 pays, y compris le Japon. En ce qui concernait les accords et les programmes de coopération culturelle concernant de multiples projets en matière de culture et d'art, la Bulgarie était disposée à négocier de tels accords avec tous les pays. La seconde question tenait au fait que la condition ayant rendu l'exemption nécessaire était culturelle. Le Japon voulait savoir pourquoi ces objectifs culturels ne pouvaient être atteints par l'application du même traitement à tous les Membres de l'OMC sans qu'il soit besoin de s'écarter du cadre commercial multilatéral. La réponse était que cette exemption était précisément destinée à couvrir les formes de promotion préférentielle des échanges culturels et des liens culturels traditionnels qui étaient visées par les accords indiqués et qui ne relevaient pas des obligations de l'AGCS.

85. Le représentant de l'Inde a dit que pour ce qui concernait les services de télécommunication, sa délégation avait reçu des questions du Japon, de l'Australie, de Hong Kong, Chine et de la Corée. Toutes ces questions portaient sur les deux exemptions NPF inscrites par l'Inde dans le secteur des services de télécommunication pour des mesures concernant l'application de taxes de répartition différentes à des opérateurs ou des pays différents. Avant de répondre aux questions spécifiques posées par les quatre délégations, il était nécessaire de revenir sur le contexte dans lequel ces exemptions des obligations NPF avaient été inscrites au terme des négociations sur les télécommunications de base, au début de 1997. Le régime des taux de répartition, qui était la principale mesure visée, avait été établi dans le cadre des règles de l'UIT et constituait la méthode la plus souvent acceptée pour terminer un appel international. Ce système s'inscrivait dans des accords bilatéraux conclus entre différentes administrations, accords auxquels aucun principe NPF ne s'appliquait. C'est ainsi que des taxes plus favorables avaient été négociées à l'UIT avec certains pays en raison de liens historiques ou stratégiques et d'ententes régionales. Il s'agissait d'une méthode dûment acceptée et reconnue. Il convenait aussi de rappeler qu'à l'époque des négociations sur les télécommunications, les participants n'étaient pas parvenus à s'entendre clairement sur le statut de mesures telles que les taxes de répartition, et même sur le point de savoir si ces mesures relevaient bien de l'AGCS. Bien que l'Inde soit convaincue que l'AGCS ne couvrait pas les disciplines en matière de prix telles que les taxes de répartition, certains Membres avaient exprimé l'avis contraire. De fait, le Document de référence rédigé en 1996 contenait un élément relatif aux taxes de répartition, qui avait été supprimé en 1997. De plus, au cours des négociations sur les télécommunications, la délégation d'un Membre important avait tenté d'introduire unilatéralement des changements substantiels au système des taxes de répartition. La question des taxes de répartition était donc entourée à l'époque d'incertitudes juridiques considérables. C'était en raison de ces incertitudes que l'Inde avait inscrit des exemptions NPF pour couvrir à la fois les taxes de répartition prévues dans les accords bilatéraux entre l'État indien et les pays voisins et les arrangements conclus entre la société VSNL et divers opérateurs étrangers dans le cadre d'accords internationaux. L'intervenant a souligné que ces exemptions ne concernaient pas l'accès aux marchés mais les taxes de répartition. Leur seul objectif était d'éviter que des différends puissent être soulevés à l'encontre de l'Inde sur cette question à l'avenir. Il convenait aussi de rappeler dans ce contexte que le mémorandum d'accord instaurant un moratoire sur les différends relatifs aux taxes de répartition avait été conclu après que l'Inde et quelques autres pays avaient établi des exemptions NPF. En conséquence, les exemptions inscrites par l'Inde au regard des taxes de répartition n'étaient qu'un mécanisme de défense et n'avaient pas d'objectif discriminatoire.

86. S'agissant des questions spécifiques soulevées par les délégations précitées, l'intervenant a dit que le Japon (question n° 192) avait demandé quelles étaient les raisons d'inscrire cette mesure. Ce point avait déjà été expliqué au début de l'intervention. L'objectif premier consistait à éviter que des différends ne puissent être soulevés à l'encontre de l'Inde, ce qui était devenu inévitable compte tenu

des incertitudes juridiques entourant la notion de taxe de répartition au regard de l'AGCS. Comme cela avait déjà été indiqué, le Mémoire d'accord instaurant un moratoire avait été conclu après que l'Inde avait inscrit l'exemption et, comme le Secrétariat l'avait lui-même souligné, il n'était pas juridiquement contraignant pour la partie visée. L'Australie (question n° 13) avait souhaité savoir quels arrangements supplémentaires seraient nécessaires pour permettre de lever l'exemption. S'il devenait impossible, en vertu d'une décision consensuelle et juridiquement contraignante et non au titre d'un mémorandum d'accord, de soulever des différends sur les diverses taxes de répartition, l'Inde pourrait envisager de lever l'exemption. L'Australie avait aussi demandé (question n° 15) pourquoi l'Inde avait inscrit deux exemptions, l'une pour les accords internationaux et l'autre pour les accords régionaux. L'intervenant a dit que dans le cas des accords régionaux, il s'agissait d'accords conclus entre la société VSNL - un monopole du secteur public - et d'autres États ou opérateurs. Sa délégation avait souhaité faire preuve d'une parfaite transparence et conserver la distinction entre les accords conclus par l'État indien et ceux qui étaient conclus par la société VSNL. Pour ce qui concernait l'autre question de l'Australie (question n° 15), de nombreuses délégations, y compris l'Australie, avaient inscrit une exemption pour une période indéfinie; l'Inde avait adopté une démarche similaire. Hong Kong, Chine (question n° 16) avait demandé à l'Inde si ces exemptions seraient levées au cas et au moment où une solution satisfaisante aurait été donnée à la question des taxes de répartition au cours du réexamen de ces taxes par le CCS. Accepter que l'AGCS recouvre les disciplines en matière de prix avait posé un problème fondamental à la délégation indienne. Si l'on décidait clairement que les taxes de répartition différentielles, telles qu'elles étaient couramment appliquées dans les domaines de compétence de l'UIT, ne pouvaient faire l'objet de différends au sein de l'OMC, l'Inde pouvait lever les exemptions. La Corée (question n° 31) s'était interrogée sur le sens de l'expression "y compris"; l'intervenant devait examiner cette question plus en détail. Il reconnaissait qu'une exemption NPF devait être une mesure spécifique, et qu'en ce sens l'emploi de l'expression "y compris" n'était pas approprié. Il entendait faire part des préoccupations de la Corée à son gouvernement et lui demander d'étudier la possibilité de préciser ce libellé.

87. Le représentant de l'Argentine a souligné l'importance que sa délégation accordait au réexamen de l'annexe; celui-ci devait être effectué conformément au mandat énoncé aux paragraphes 3 et 4 de l'annexe, aux termes desquels il convenait de "déterminer si les conditions qui avaient rendu les exemptions nécessaires existaient encore et déterminer la date d'un nouveau réexamen éventuel". L'Argentine avait inscrit une exemption à la page 40 du job n° 1551 pour la fourniture des voies et moyens de transmission par satellites géostationnaires utilisés pour les services fixes par satellite. Cette exemption ne couvrait qu'une seule mesure spécifique et son champ d'application était donc restreint. La délégation argentine avait reçu des questions spécifiques de la Corée, du Japon et de l'UE ainsi que des questions générales du Mexique portant sur toutes les exemptions visées. L'intervenant répondrait à l'ensemble de ces questions en même temps. Les conditions ayant conduit l'Argentine à inscrire cette exemption reposaient sur des obligations contractuelles que l'État avait contractées à l'égard d'une entreprise de services de satellite, Nahuelsat, pour l'établissement, l'exploitation et la fourniture d'un système de communication par satellite pour le compte de la République d'Argentine. L'attribution de ce contrat avait été avalisée par le Décret n° 1095 de 1993. L'obligation contractée par l'État était fondée sur des considérations internes liées à la mise en place d'une politique nationale de communication par satellite. L'article V paragraphe 14 du contrat entre l'État et l'entreprise stipulait que nul autre fournisseur de voies et moyens de transmission par satellites géostationnaires ne serait autorisé à offrir ses services, sauf si un traitement réciproque était accordé par l'autorité auprès de laquelle était enregistré le satellite étranger. Dans la première partie du règlement sur les services de satellite (Résolution n° 3609/99 du Ministre des Communications), l'article 24 relatif à la Convention de réciprocité disposait que pour que des satellites non argentins puissent fournir des voies et moyens de transmission par satellite et des services de satellite, les administrations responsables de ces satellites devaient avoir conclu des accords de réciprocité avec les autorités argentines. Ce règlement énonçait les conditions qui devaient être prévues dans les accords de réciprocité. Lesdits accords, et par conséquent l'exemption, couvraient tous les pays sans distinction. Depuis l'inscription de l'exemption, la République

d'Argentine avait agréé, à titre de réciprocité, des fournisseurs américains de voies et moyens de transmission par satellites géostationnaires utilisés pour les services fixes, et des négociations étaient en cours avec l'Espagne, le Canada, les Pays-Bas et le Mexique. S'agissant de la mise en place de systèmes de satellite nationaux, l'intervenant a souligné que le deuxième satellite de Nahuelsat occuperait une position orbitale de 81° W, ce qui lui conférerait une couverture continentale et lui permettrait d'offrir tous les types de services (y compris les services DTH) sur le marché des États-Unis, conformément aux dispositions de l'accord conclu avec ce pays. La République d'Argentine n'avait apporté aucune modification aux prescriptions ou conditions qui l'avaient conduite à inscrire cette exemption à l'OMC; elle considérait donc que toutes les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore.

88. Le représentant du Pakistan a remercié l'Inde d'avoir exposé le contexte dans lequel celle-ci avait décidé de maintenir les exemptions concernant les taxes de répartition, car sa délégation se trouvait dans la même situation. La délégation pakistanaise avait reçu des questions du Japon, de la Corée, de l'Australie et de Hong Kong, Chine. S'agissant des questions spécifiques, premièrement, pour répondre à la question n° 193 du Japon, il n'y avait pas de raison particulière d'avoir inscrit la mesure mentionnée, hormis le fait de souligner à nouveau que de l'avis général, l'application de taxes de répartition différentes au titre des réglementations internationales en matière de télécommunications n'ouvrait pas droit à une plainte des Membres dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. S'agissant de la question n° 31 de la Corée, l'intervenant a déclaré qu'il n'y avait pas d'autre mesure que l'application de taxes de répartition différentes. Évoquant ensuite la question de Hong Kong, Chine, il a estimé que cette question était purement hypothétique car elle préjugait du résultat du futur processus de réexamen et du fait que les problèmes seraient réglés de manière satisfaisante dans un sens déterminé. En principe, dans des négociations ou des débats sérieux, aucun engagement ne pouvait être pris à l'avance. En réponse aux questions n° 13, 14 et 15 de l'Australie, l'intervenant a indiqué qu'il n'y avait pas de raison particulière d'avoir inscrit la mesure mentionnée, hormis le fait de souligner à nouveau que de l'avis général, l'application de taxes de répartition différentes au titre des réglementations internationales en matière de télécommunications n'ouvrait pas droit à une plainte des Membres dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Deuxièmement, le Pakistan ne cherchait pas à conclure de nouveaux arrangements; il avait inscrit des exemptions des obligations de l'article II pour réaffirmer sa position à l'égard des taxes de répartition. Troisièmement, il avait choisi d'inscrire des exemptions de durée indéfinie car il était inapproprié, à ce stade, de préjuger du résultat de délibérations futures à ce sujet.

89. Le représentant de la Turquie a fait référence aux questions concernant l'exemption pour les services postaux posées par l'Australie et la Corée. Étant donné que les conditions ayant rendu ces exemptions nécessaires avaient été éliminées, la Turquie allait les retirer de sa liste. Deuxièmement, il répondrait aussitôt que possible et par écrit aux questions de l'Australie, de Hong Kong, Chine, du Japon et de la Corée sur l'exemption NPF inscrite pour les taxes de répartition. S'agissant de la deuxième question de l'Australie sur l'exemption inscrite pour les télécommunications (paragraphe 15 du document S/C/W/146), étant donné que la mesure avait été élaborée en termes généraux, la Turquie avait préféré inscrire la mention "indéfinie" dans la colonne n° 4 de cette dérogation.

90. Le représentant du Chili a répondu à deux questions du Japon sur l'exemption des obligations NPF inscrite pour le secteur audiovisuel. Le Chili accordait le traitement national dans ce secteur sans qu'aucun accord spécifique ne soit nécessaire. Les accords de coproduction cinématographique pouvaient encourager le développement culturel sur le plan de la coopération et de la coproduction dans ce secteur. Comme ces accords relevaient d'un domaine dans lequel le Chili bénéficiait d'un traitement amélioré, il était possible d'obtenir des fonds publics pour soutenir et développer les travaux des artistes chiliens participant à ces coproductions, ou pour leur accorder toute autre forme de garanties. En outre, le Conseil national de la télévision pouvait établir certaines prescriptions en matière de programmation pour certaines chaînes de télévision; il pouvait ainsi imposer jusqu'à

40 pour cent de programmes nationaux. Ces coproductions pouvaient en définitive être considérées comme des productions nationales à cette fin. Le Chili souhaitait continuer de se réserver le droit de promouvoir les coproductions cinématographiques avec les pays avec lesquels il avait le plus d'affinités en termes de valeurs et de culture. C'est pourquoi, pour le moment, il maintenait cette exemption.

91. Le représentant de la Norvège a répondu aux questions n° 232 à 235 du Japon concernant les exemptions inscrites à la page 64 du job n° 1551. Il s'agissait de quatre exemptions sur les services audiovisuels concernant la coopération nordique et européenne. Le marché audiovisuel de la Norvège était extrêmement ouvert et fonctionnait réellement comme un marché libre; il en était de même pour les marchés audiovisuels nordique et européen. Les exemptions NPF de la Norvège reposaient uniquement sur des motifs culturels. Elles découlaient de certains objectifs de politique nationale liés à la langue et à la culture norvégiennes, et elles permettaient de faire en sorte que les mesures culturelles norvégiennes, nordiques et européennes puissent être conservées dans le cadre des accords de l'OMC. S'agissant de l'exemption inscrite pour la transmission de programmes audiovisuels au public, elle était destinée à garantir l'applicabilité de certains instruments juridiques et autres règlements tels que la Directive européenne sur la radiodiffusion télévisuelle et la réglementation nationale en matière de radiodiffusion; son but était de préserver les objectifs culturels et sociaux fixés à l'échelle régionale et nationale. L'exemption concernant la production de films et de vidéos et les services de distribution prévoyait que le traitement national était accordé pour les œuvres audiovisuelles au titre d'accords-cadres sur la coproduction cinématographique afin de promouvoir les liens culturels. La part de marché des films norvégiens était limitée: elle ne représentait que 10 pour cent du marché des nouveaux films en Norvège. Il était vrai que selon certains critiques, cette part de marché était amplement suffisante; toutefois, telle n'était pas la position que représentait l'intervenant. Sa délégation pensait au contraire que le financement par coproduction pouvait aider les petites entreprises à maintenir une production substantielle. S'agissant de l'exemption pour la production et la distribution d'œuvres cinématographiques et de programmes de télévision dans les pays nordiques, elle visait à préserver et promouvoir l'identité régionale des pays nordiques qui partageaient des traditions culturelles, linguistiques et sociales. Les marchés audiovisuels nordiques représentaient de petites régions linguistiques et dépendaient de certaines mesures publiques. L'exemption était nécessaire pour préserver et promouvoir l'identité culturelle européenne et une protection s'imposait pour garantir la viabilité de mécanismes européens de soutien financier comme EURIMAGES, pour ce qui concernait le Conseil de l'Europe, et les programmes MEDIA pour ce qui concernait la coopération au sein de l'UE. D'une manière générale, s'agissant des quatre exemptions NPF, c'était le déséquilibre observé sur les marchés audiovisuels qui avait conduit la Norvège à inscrire des exemptions NPF au cours des négociations du Cycle d'Uruguay. Face à l'intensification de la mondialisation et de la commercialisation, les exemptions offraient un soutien qui allait manifestement conserver toute son importance. Les quatre exemptions NPF inscrites par la Norvège pour les secteurs audiovisuels devaient donc être maintenues.

92. Le représentant de la Suisse a répondu aux questions du Japon sur les services audiovisuels. S'agissant de la question n° 240 sur la signification exacte des termes "objectifs culturels communs", ces objectifs fixés entre la Suisse et d'autres pays européens ainsi qu'avec le Canada à propos des accords de coproduction étaient d'un nombre variable. Compte tenu de sa situation géographique au centre de l'Europe, la Suisse avait depuis un certain temps la possibilité d'entretenir des liens étroits avec ses voisins européens. Ces pays partageaient une histoire, des valeurs et des langues; la Suisse était donc pleinement intégrée dans l'identité européenne. Les objectifs culturels communs étaient destinés à promouvoir ces valeurs partagées, notamment sur le plan linguistique. La diversité linguistique allait de pair avec la promotion d'une diversité culturelle qui était caractéristique non seulement de la Suisse mais aussi de l'Europe, car celle-ci rassemblait un nombre considérable de minorités culturelles. La Suisse avait toujours accordé une grande importance à ces minorités et elle avait adopté des mesures en ce sens. La promotion linguistique et culturelle était assurée par le biais d'accords de coproduction bilatéraux ou multilatéraux ainsi que par les mesures de soutien d'Eurimage

et des licences aux fins desquelles la Suisse se réservait le droit de conclure des accords bilatéraux fondés sur un octroi réciproque de concessions. Cette réserve devait permettre de protéger la diversité des services audiovisuels disponibles en Suisse. S'agissant de la deuxième question du Japon, portant le n° 241, les objectifs de la politique culturelle suisse consistaient à promouvoir des valeurs identitaires, une identité européenne et la diversité linguistique; par leur nature même, ces mesures ne pouvaient s'appliquer *ergo omnes*.

93. Le représentant de l'Islande a répondu aux questions n° 228 et 229 du Japon sur certains arrangements en vigueur entre les pays nordiques dans le domaine audiovisuel. Cette exemption NPF avait été inscrite pour préserver les critères permettant de bénéficier de l'aide du NFTF, le Fonds nordique pour le cinéma et la télévision, pour la production et la distribution d'œuvres audiovisuelles réalisées dans les pays nordiques. Le NFTF avait été établi en vertu d'un accord entre le Conseil des ministres nordique, un certain nombre de sociétés de radiodiffusion télévisuelle situées dans les cinq pays nordiques et l'Institut nordique de cinématographie. Il devait constituer une structure permanente. L'accord instituant le NFTF était renouvelable tous les cinq ans. Le NFTF avait été établi pour préserver et promouvoir l'identité régionale des pays participants. Ce projet reposait sur d'importants éléments de politique culturelle: la promotion de l'identité régionale était justifiée par des motifs de politique linguistique et par des liens historiques entre les pays concernés. À titre d'exemple, l'un des facteurs politiques d'unification était l'existence même du Conseil nordique - une assemblée parlementaire commune - et du Conseil des ministres nordique qui agissait comme un organe exécutif de la coopération nordique. Cette coopération était exceptionnellement étroite à de nombreux égards dans la société. L'existence du NFTF renforçait les pays nordiques en tant que marché d'exportation pour tous les Membres de l'OMC. Étant donné que la région linguistique était réduite, que la capacité de production était faible et que le marché de chaque pays nordique était limité, il était impossible de disposer d'une solide infrastructure audiovisuelle. La structure nordique et les équipes de soutien nationales exerçaient un effet de coercition et renforçaient les secteurs du cinéma et de la télévision en offrant plus de possibilités aux fournisseurs de services dans ce domaine, tant pour la branche nationale que pour la branche d'autres Membres de l'OMC qui exportaient vers les pays nordiques. Dès lors, l'exemption devait être maintenue et aucun délai ne pouvait être fixé.

94. La représentante du Sri Lanka avait reçu des questions de Hong Kong, Chine, de la Corée, de l'Australie et du Japon concernant des exemptions NPF inscrites pour le secteur des télécommunications. Elle a associé sa délégation à la description du contexte et aux explications fournies par S.E. l'Ambassadeur de l'Inde et par la délégation du Pakistan à propos des mesures en question. Dans le secteur des services de télécommunication et des services par l'Internet, et notamment en matière de services internationaux, le Sri Lanka maintenait actuellement deux exemptions NPF pour pouvoir appliquer différentes taxes de répartition conformément au système de taxes de répartition et aux accords convenus entre l'État du Sri Lanka et des pays voisins membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale. Ces exemptions s'expliquaient par les facteurs suivants: premièrement, des accords avaient été conclus entre Sri Lanka Telecom Ltd. et des opérateurs étrangers. Ils prévoyaient que le paiement des appels internationaux serait effectué selon le système de taxes de répartition en vigueur. Dans le cadre de ce système, Sri Lanka Telecom établissait des accords bilatéraux avec des opérateurs étrangers pour régir la terminaison du trafic international. Le système de taxes de répartition était celui que l'UIT recommandait en la matière; toutefois, avec la déréglementation des marchés, ce système allait probablement changer. Pour l'instant, on appliquait le système en vigueur; la durée prévue des exemptions NPF allait donc rester indéfinie. Deuxièmement, l'État du Sri Lanka avait conclu des accords avec des pays voisins du Sud de la région en vertu desquels des comités techniques des télécommunications avaient pris des mesures pour régir les taxes de répartition et le trafic dans cette région. En conséquence, les conditions ayant rendu les exemptions nécessaires existaient encore; ces exemptions NPF avaient été inscrites pour instaurer une certaine stabilité juridique. S'agissant de la question n° 16 de Hong Kong, Chine, l'intervenante a dit que les pays n'étaient pas parvenus à une solution satisfaisante sur les taxes de répartition. Les exemptions ne pourraient être levées que lorsqu'on serait convenus d'une base

commune; aucun délai ne pouvait donc être établi pour ces exemptions dans la situation actuelle. D'une manière générale, on s'accordait à penser qu'il convenait d'adopter des taxes de répartition croisées; néanmoins, cette évolution devait être étalée dans le temps et être planifiée. Dans l'intervalle, il ne serait pas possible de lever l'exemption. En ce qui concernait la question n° 30 de la Corée, les pays voisins étaient les membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, à savoir l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, le Bhoutan, le Népal et les Maldives, comme cela était indiqué dans les exemptions des obligations NPF. Sri Lanka Telecom Ltd. était l'opérateur principal; il était partiellement privatisé, 30 pour cent de ses parts ayant été vendues à NTT dans le cadre d'un accord de gestion conclu pour cinq ans entre l'État du Sri Lanka et NTT. Le marché national des lignes téléphoniques fixes avait été ouvert à la concurrence; lorsqu'il en serait fait de même avec le marché des télécommunications, les accords conclus avec les concurrents seraient couverts par l'exemption. Il en allait ainsi pour les accords conclus entre les membres de l'Association à propos des droits de douane et des taxes de répartition intrarégionaux. S'agissant des questions de l'Australie n° 13 et 14, les réponses et les renseignements se trouvaient dans la liste des exemptions NPF, au paragraphe 2 b), dans la colonne consacrée aux motifs des exemptions. Pour ce qui était de la question n° 15, bien qu'il existe un consensus sur un système de taxes de répartition fondé sur les coûts, on ne pouvait à ce stade indiquer de délai pour la mise en place d'un nouveau système. Quant à la question n° 194 du Japon, elle trouvait également sa réponse dans les renseignements fournis au titre des motifs des exemptions. En outre, les exemptions NPF avaient été inscrites dans le but d'établir une certaine stabilité juridique.

95. Le représentant de la Colombie avait reçu des questions du Chili, de l'Australie et du Japon, ainsi que des questions générales de la part du Mexique. À ce stade, il ne pouvait répondre qu'aux questions du Japon; quant aux autres questions, sa délégation y répondrait par écrit au cours des semaines suivantes. La question n° 302 du Japon était la suivante: "Veuillez préciser les noms des pays qui forment le Groupe andin". Le Groupe andin se composait de l'Équateur, du Pérou, de la Colombie, de la Bolivie et du Venezuela.

96. Le représentant des États-Unis avait reçu des questions de la Corée et du Japon à propos des exemptions NPF inscrites pour les télécommunications à la page 44 de la synthèse du Secrétariat. La Corée et le Japon avaient demandé pourquoi ces services étaient classés dans les services de télécommunication; la réponse était que la Commission fédérale des communications des États-Unis (FCC) régissait ces services au titre des services de télécommunication de base. Le Japon avait demandé en outre si les États-Unis estimaient que cette exemption avait un effet quelconque. La réponse était affirmative: l'exemption NPF était valable et elle avait une certaine incidence. La Corée avait demandé des précisions sur le sens de l'expression "certains marchés" figurant dans la colonne n° 5 de l'exemption NPF. Cette expression faisait notamment référence aux marchés qui étaient couverts par un satellite également capable de couvrir les États-Unis. La Corée avait aussi demandé des précisions sur le droit national applicable. L'exemption NPF avait été mise en œuvre dans le cadre du droit américain en vertu de l'Ordonnance de la FCC sur les services de satellite internationaux en date du 26 novembre 1997. Le Japon avait demandé des explications sur le but dans lequel les États-Unis avaient inscrit l'exemption. Ce but ressortait clairement du libellé de l'exemption: il s'agissait de garantir de manière effective le plein accès aux marchés et le traitement national sur certains marchés.

97. Le représentant de l'Australie a indiqué que Hong Kong, Chine, la Corée et le Chili avaient posé des questions spécifiques sur les deux exemptions NPF concernant les services audiovisuels. Selon lui, Hong Kong, Chine avait fait figurer les exemptions audiovisuelles de l'Australie dans une liste d'exemptions NPF qui semblaient autoriser les Membres les ayant inscrites à accorder un traitement moins favorable que le traitement prévu dans les listes d'engagements, alors qu'en vertu des lignes directrices informelles, ce traitement aurait dû être plus favorable. La délégation de l'intervenant ne pensait pas que les exemptions australiennes relevaient de la liste établie par Hong Kong, Chine car l'Australie n'avait pas contracté d'engagements dans les services audiovisuels.

La Corée et le Chili avaient demandé des éclaircissements sur les exemptions permettant à l'Australie de prendre des mesures pour répondre à des actions unilatérales déraisonnables de la part d'autres Membres. Cette exemption avait pour but d'offrir une protection contre l'application de mesures unilatérales au système multilatéral. Dans la pratique, elle n'avait jamais été employée; il n'existait donc pas d'exemple de son application. La Corée avait demandé des précisions sur l'exemption visant l'accord bilatéral de coproduction cinématographique; elle souhaitait savoir quels pays étaient visés et lesquels avaient bénéficié d'un traitement préférentiel depuis 1995. À ce jour l'Australie avait signé des traités bilatéraux de coproduction cinématographique avec le Canada, l'Italie, l'Irlande, Israël et le Royaume-Uni; elle avait en outre signé un mémorandum d'accord avec la Nouvelle-Zélande et la France. Des accords de coproduction avaient aussi été conclus avec le Canada, l'Italie, l'Irlande, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et la France; ils avaient tous été notifiés depuis 1995.

98. Le représentant des Communautés européennes a dit que lorsqu'elle avait rédigé les réponses, sa délégation s'était efforcée de couvrir toutes les exemptions NPF et les questions posées. Un certain nombre d'exemptions NPF seraient traitées ensemble. Plus précisément, les trois exemptions inscrites par l'Autriche à la page 46, les trois exemptions inscrites par la Finlande à la page 58 et les trois exemptions inscrites par la Suède à la page 69, ainsi que les questions connexes, seraient traitées en même temps que les exemptions NPF portant sur l'ensemble des CE qui figuraient aux pages 55 à 57. L'intervenant a expliqué que les CE avaient en fait inscrit huit exemptions NPF sur les services audiovisuels, dont cinq visaient l'ensemble des Communautés et trois concernaient la situation spécifique d'un État membre. En ce qui concernait les deux inscriptions de la page 55, il s'agissait d'exemptions NPF défensives. La première prévoyait la possibilité d'adopter des droits compensatoires pour contrer des pratiques déloyales en matière de fixation des prix dans le commerce des services audiovisuels. La seconde permettait à l'UE de prendre des mesures discriminatoires dans le domaine des œuvres audiovisuelles pour contrer d'éventuelles actions unilatérales de la part d'autres Membres de l'OMC. L'UE pouvait ainsi réagir en adoptant des mesures destinées à prévenir, corriger ou contrebalancer des actions malveillantes, déloyales ou déraisonnables d'autres Membres. La délégation de l'intervenant estimait que ces deux exemptions NPF devaient être maintenues pour la simple raison que la situation du commerce international des services audiovisuels ne justifiait pas, à cette date, leur élimination. S'agissant des exemptions inscrites pour l'ensemble des CE à la page 56, la première avait pour but de protéger la politique audiovisuelle au niveau national aussi bien que communautaire. Elle avait été inscrite pour couvrir les mesures suivantes: a) la préférence en faveur d'œuvres audiovisuelles européennes établie au titre des articles IV, V et VI de la Directive "Télévision sans frontières"; b) la préférence en faveur d'œuvres audiovisuelles européennes établie au titre de l'article X de la Convention du Conseil de l'Europe, qui avait été signée par sept États membres de l'UE; c) les mesures nationales correspondantes et éventuellement d'autres mesures nationales. Cette exemption devait être maintenue dans son libellé actuel. Les mesures ayant justifié l'exemption existaient encore et elles devaient être conservées car elles évoluaient pour tenir compte des avancées technologiques et de l'apparition de nouvelles priorités politiques. S'agissant de la deuxième exemption inscrite à la page 56, elle s'expliquait par le fait que l'un des axes de la politique audiovisuelle consistait à développer une coopération audiovisuelle avec des partenaires dans le cadre d'accords fondés sur un traitement préférentiel; il était donc nécessaire d'inscrire une dérogation à la clause NPF. Cette exemption couvrait les accords de coopération nationaux et communautaires comportant des dispositions relatives aux services audiovisuels. L'objectif sous-jacent de ces mesures était de promouvoir et de préserver l'identité et la diversité culturelles. L'exemption devait être maintenue pour couvrir les accords actuels et futurs en la matière, compte tenu de la dynamique des politiques audiovisuelles menées par les parties. Pour ce qui concernait la première exemption inscrite à la page 57, elle se justifiait par le fait que les mécanismes de soutien constituaient un pilier de la politique audiovisuelle, tant au niveau national que communautaire. La définition des œuvres européennes dépassait le cadre des CE puisqu'elle concernait des pays qui n'étaient pas membres des Communautés. C'est pourquoi les mécanismes de soutien reposant sur cette définition avaient un champ d'application qui s'étendait au-delà des CE; il était donc nécessaire d'inscrire cette exemption des obligations NPF. Une fois encore, l'objectif sous-jacent de l'exemption NPF était de promouvoir

et de préserver l'identité et la diversité culturelles en Europe. Cette exemption devait être maintenue pour couvrir les accords actuels et futurs en la matière. L'intervenant a précisé que pour les deux exemptions NPF inscrites à la page 56 ainsi que pour l'exemption de la page 57, il s'exprimait également aux noms de la Bulgarie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Slovaquie et de la Slovénie. Poursuivant ses commentaires sur la page 57, il a évoqué l'exemption NPF inscrite par un État Membre pour le secteur audiovisuel. Cette deuxième exemption de la page 57 correspondait à une prescription de l'Espagne en vertu de laquelle la distribution de films doublés d'origine non communautaire était subordonnée à l'octroi d'une licence. Cette mesure était destinée à promouvoir les valeurs culturelles et les objectifs de politique linguistique de l'Europe. La troisième exemption de la page 57 concernait l'Italie et reposait sur un principe de réciprocité. La disposition relative à la réciprocité au regard des participations aux sociétés situées en Italie ne prévoyait pas de vérification officielle de l'existence d'accords bilatéraux à cet égard entre l'Italie et d'autres pays; elle exigeait simplement une évaluation des conditions réelles. Répondant ensuite à Hong Kong, Chine qui avait demandé si l'exemption NPF ne concernait que l'Italie, l'intervenant a déclaré que la réponse était affirmative et que l'exemption ne visait pas la situation dans d'autres États Membres. S'agissant de la dernière exemption inscrite à la page 57 par le Danemark, les explications avaient déjà été fournies par l'Islande puisqu'elle concernait le NFTF, le Fonds nordique pour le cinéma et la télévision. L'intervenant a noté que l'exemption avait été inscrite pour préserver les critères permettant de bénéficier de l'aide du NFTF pour la production et la distribution d'œuvres audiovisuelles réalisées dans les pays nordiques. Le NFTF avait été établi en vertu d'un accord entre le Conseil des ministres nordique, un certain nombre de sociétés de télédiffusion situées dans les cinq pays nordiques et l'Institut nordique de cinématographie. Il devait constituer une structure permanente. L'accord instituant le NFTF était renouvelable tous les cinq ans; le mandat actuel allait de 2000 à 2004. L'exemption devait être maintenue et l'intervenant a rappelé que NTF avait été établi pour préserver et promouvoir l'identité régionale des pays participants.

99. Le représentant d'Israël a remercié le Japon des deux questions spécifiques que celui-ci avait posées à propos de l'exemption NPF inscrite par Israël pour les sous-secteurs de la programmation de films, de vidéos et d'émissions télévisées, de la coproduction et des services de distribution. Étant donné que les questions ne lui étaient parvenues que la semaine précédente, il a réservé son droit d'ajouter dans un proche avenir des renseignements complémentaires à propos de la seconde question. Dans sa première question, n° 305, le Japon avait demandé le nom des pays avec lesquels Israël avait conclu un accord de coproduction. Ces pays étaient la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suède et l'Australie. La réponse initiale à la seconde question, n° 306, était double: premièrement, la délégation israélienne n'était pas sûre que la question relève du champ d'application du réexamen prévu au paragraphe 4 de l'annexe sur les exemptions de l'article II; et deuxièmement, étant donné que le pays absorbait de nouveaux immigrants venus du monde entier, le gouvernement accordait une importance majeure aux questions de politique culturelle car celles-ci permettaient de renforcer et de promouvoir l'identité nationale et culturelle. En conséquence, l'intervenant a déclaré que les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore.

100. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que sa délégation avait pris note des deux questions spécifiques posées par le Japon et qu'elles tenaient compte des questions génériques du Mexique concernant l'exemption NPF inscrite pour les services audiovisuels à la page 63 du job n° 1551. Il a indiqué qu'à l'instar des exemptions inscrites par d'autres Membres dans le secteur des services audiovisuels, l'exemption de la Nouvelle-Zélande était fondée sur des motifs culturels; elle devait soutenir le développement de l'industrie cinématographique néo-zélandaise pour des raisons culturelles et ces avantages devaient être partagés avec d'autres pays ayant des politiques semblables. Dans ce contexte, et dans le contexte du réexamen de l'annexe sur les exemptions NPF, la délégation néo-zélandaise avait tenté de déterminer s'il pouvait être possible de réduire ou d'affiner cette exemption. L'intervenant a déclaré que la Nouvelle-Zélande continuait de percevoir la nécessité de maintenir cette exemption dans sa forme actuelle. Il a indiqué, dans un souci de transparence, qu'un

accord de coproduction supplémentaire avait été conclu avec l'Italie comme cela était prévu dans l'exemption.

101. Le représentant du Brésil a remercié le Japon de la question (n° 208) que celui-ci avait posée à propos de l'exemption sur le secteur audiovisuel. Cette exemption faisait référence à des mesures en vertu desquelles des normes étaient définies pour la coproduction de films avec des pays étrangers, et le traitement national était accordé aux films coproduits avec des pays étrangers ayant conclu un accord de coproduction avec le Brésil. Elle traduisait le fait que les services audiovisuels jouaient un rôle prépondérant dans la promotion de la diversité culturelle, qui constituait un objectif fondamental de la politique culturelle du pays. Elle avait été inscrite pour préserver les préférences accordées à un certain nombre de pays afin de promouvoir les œuvres brésiliennes et de diversifier davantage les œuvres audiovisuelles étrangères qui pénétraient sur le marché brésilien. Cette exemption était nécessaire pour couvrir un traitement préférentiel qui n'aurait peut-être pas pu s'inscrire dans le cadre de l'AGCS, et le gouvernement brésilien entendait la conserver pour maintenir les préférences accordées au titre des accords présents et futurs mentionnés plus haut. Les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient donc encore.

102. Le représentant du Canada a fourni de nouveaux renseignements d'ordre général en réponse aux questions posées par le Japon et l'Australie sur l'exemption canadienne concernant la coproduction de films, de vidéos et de programmes de télévision. Les accords de coproduction prévoyaient que des films et des programmes de télévision pouvaient être produits conjointement par des producteurs de deux pays ou plus afin de permettre à ces producteurs de partager les coûts et les risques élevés de la production cinématographique, et pour leur permettre d'accéder à des marchés internationaux plus larges pour couvrir leurs dépenses. Ces accords avaient pour but de faire en sorte que dans toute la mesure du possible, le contenu artistique et technique provenant de chaque pays soit proportionnel à la contribution financière de ce pays. Le gouvernement canadien avait constaté que les droits acquittés par les sociétés de radiodiffusion étrangères et canadiennes diminuaient au fil du temps; il devenait donc plus difficile de financer dans le pays des productions canadiennes et étrangères, ce qui avait favorisé la coproduction internationale. Parallèlement, en raison de l'accroissement des budgets de production, il était aussi devenu difficile de financer des productions audiovisuelles dans le pays, et les partenaires de coproduction ne pouvaient plus augmenter leur participation financière sur leurs marchés nationaux. Sur le marché des émissions de télévision en français, qui était de taille plus limitée, les producteurs travaillaient plus en coproduction, notamment avec la France, pour développer et commercialiser des productions dans cette langue. Les conditions qui avaient rendu cette exemption NPF nécessaire existaient encore. L'intervenant a encouragé les Membres intéressés par les particularités du régime canadien à consulter sur le Web le site suivant: www.telefilm.gc.ca qui contenait des renseignements sur les 44 accords de coproduction conclus à ce jour entre le Canada et d'autres pays.

103. La représentante de Cuba a indiqué que sa délégation n'avait reçu aucune question spécifique sur l'exemption inscrite au titre des services audiovisuels; néanmoins, elle avait pris note des questions générales du Mexique et de la question n° 17 de Hong Kong, Chine. Cuba avait inscrit cette exemption des obligations NPF pour les mesures indiquées dans la liste dans le but de promouvoir les échanges culturels entre les pays intéressés. Cet objectif et les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore. Compte tenu de l'évolution de ce secteur, Cuba estimait que la durée des mesures et de l'exemption devait être maintenue.

104. Le représentant de la République slovaque a dit que sa délégation avait reçu deux questions sur les services audiovisuels de la part du Japon; ces questions figuraient dans le document S/C/W/140.Add.1 en date du 22 mai. En raison du délai très court dont il avait disposé, l'intervenant n'était pas en mesure de fournir une réponse complète à cette date, mais ses autorités examinaient les questions et présenteraient leurs réponses aux Membres dès que possible. À ce stade, il ne pouvait faire que des commentaires préliminaires. La République slovaque n'avait pris aucun engagement en

matière d'accès aux marchés ou de traitement national dans les services audiovisuels au cours du Cycle d'Uruguay. Elle avait inscrit une exemption de l'article II de l'AGCS dans le but de montrer clairement aux Membres de l'OMC qu'il existait une politique destinée à préserver et à promouvoir l'identité culturelle européenne en République slovaque. Elle entendait ainsi se réserver le droit de poursuivre cette politique.

105. Le représentant de la Pologne a dit que pour fournir des réponses détaillées aux questions sur le secteur audiovisuel, les services compétents de l'administration procédaient actuellement à des consultations. La Pologne présenterait aussitôt que possible aux Membres des réponses aux questions écrites.

106. La représentante de Singapour a dit que le Japon avait posé deux questions sur l'exemption NPF concernant la radiodiffusion. Sa délégation n'était malheureusement pas en mesure de répondre pour le moment; les réponses seraient communiquées au Japon de manière bilatérale dans les jours suivants.

107. S'agissant de l'exemption NPF inscrite dans le secteur des télécommunications, la représentante du Honduras a dit que les conditions qui avaient rendu cette exemption nécessaire existaient encore. Ces conditions étaient liées à l'intégration régionale de l'Amérique centrale; dans ce processus, les membres concernés n'avaient pas achevé l'élaboration du régime visant les services et les investissements. Dans ce contexte, les Membres accordaient un certain traitement préférentiel pour promouvoir le développement de leurs infrastructures et pour améliorer l'efficacité et la compétitivité du secteur productif. Pour répondre à la question de l'Australie, qui souhaitait savoir pourquoi le Honduras était le seul pays à avoir inscrit cette exemption dans ce secteur, l'intervenante a dit que les pays d'Amérique centrale n'avaient pas accédé à l'OMC en un seul bloc, ce qui expliquait les différences entre leurs engagements spécifiques et entre leurs listes d'exemptions NPF.

108. Le représentant de l'Égypte a indiqué que sa délégation n'avait pas reçu de questions spécifiques sur les services audiovisuels. Toutefois, il a déclaré que les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire, à savoir la nécessité de préserver la culture et l'identité arabes, existaient encore. La durée de la mesure devait rester identique à celle qui était indiquée dans la liste.

109. La représentante du Venezuela a indiqué qu'en ce qui concernait les exemptions NPF figurant à la page 44 du job n° 1551 et concernant le secteur des télécommunications, Hong Kong, Chine et le Japon avaient posé des questions sur le contenu de la colonne n° 5, à propos de laquelle elle avait déjà fourni des explications. L'Australie avait demandé pourquoi d'autres pays de l'Organisation des États américains n'avaient pas eux aussi inscrit cette exemption. L'intervenante a répondu que la liste de mesures était le fruit d'une analyse interne et que cette question devait être posée à d'autres membres de l'Organisation en question, qui seraient plus en mesure de fournir une explication. Elle a soutenu la déléguée du Honduras qui avait souligné l'existence de différences entre les divers régimes appliqués par les pays d'Amérique latine en matière de services audiovisuels. Elle a observé que les engagements et les exemptions NPF n'avaient pas été inscrits de manière commune; certains pays avaient inscrit des exemptions dans des conditions particulières et d'autres l'avaient fait dans des circonstances totalement différentes. Ainsi, le Chili et le Brésil étaient mentionnés dans la liste du Venezuela alors qu'ils ne mentionnaient pas ce pays dans leur propre liste, bien qu'ils soient manifestement signataires des mêmes accords.

110. Le Président a invité les délégations à poser des questions supplémentaires ou à demander des éclaircissements sur les services de communication.

111. Le représentant de la Corée a remercié les délégués qui avaient bien voulu répondre à toutes les questions posées par sa délégation, et notamment l'Inde, le Pakistan et la Turquie, qui avaient fourni des explications très claires, ainsi que le Sri Lanka, l'Argentine, l'Australie et les États-Unis qui

avaient communiqué des renseignements précieux. Il a demandé des éclaircissements au Sri Lanka sur son explication de l'exemption NPF inscrite à la page 43: le Sri Lanka indiquait de manière spécifique que Sri Lanka Telecom Ltd. était le bénéficiaire de cette exemption, alors que dans son intervention le délégué avait dit qu'outre cette société, d'autres concurrents privés bénéficiaient aussi de l'exemption. L'intervenant se demandait si le terme de "bénéficiaire", tel qu'employé, était approprié, et il souhaitait des précisions à ce sujet. Le second éclaircissement qu'il demandait concernait les questions posées aux CE quant aux définitions figurant aux pages 55 et 56. Dans ses questions n° 35 et 36, la Corée demandait des précisions sur le sens des termes "droits compensatoires" et "pratiques de prix déloyales". L'intervenant souhaitait qu'on lui communique quelques points de référence s'il était impossible de fournir des définitions concrètes.

112. Le représentant du Mexique a exprimé sa reconnaissance à tous ceux qui avaient pris la parole pendant la session et les a remerciés de leurs précieuses réponses; il a notamment remercié l'Inde, le Pakistan et l'Argentine de leurs explications détaillées des différentes questions. Il a clairement indiqué que le Mexique considérait lui aussi l'ensemble de l'exercice sur les exemptions NPF comme un réexamen et non comme des négociations. Sa délégation demandait plus de précisions à la Norvège, à la Suisse, à l'Égypte, à Israël et à la Nouvelle-Zélande sur l'inscription de leurs exemptions. Elle souhaitait savoir si ces exemptions découlaient d'une législation (ce qui était la question n° 3 du questionnaire mexicain) et si ces mesures seraient éliminées selon un processus identique à celui qui avait été employé pour les établir. Il serait aussi utile de savoir si on avait envisagé la possibilité de restreindre le champ d'application de ces exemptions, étant donné qu'il s'agissait de mesures incompatibles avec le système commercial multilatéral. Comme il était indiqué au paragraphe 6 du questionnaire du Mexique, il serait intéressant de savoir pourquoi ces délégations estimaient que l'application de diverses dispositions de l'AGCS ne les aiderait pas à éliminer ces exemptions. De même, la délégation mexicaine souhaitait en savoir plus sur la durée de ces exemptions: était-elle de dix ans? Ou l'établissement de leur durée dépendait-il d'autres paramètres? Existait-il un programme quelconque prévoyant l'élimination progressive de ces exemptions?

113. Le représentant du Japon a remercié les délégations des renseignements qu'elles avaient fournis. Il souhaitait poser trois questions de suivi et faire une proposition de procédure. La première question concernait la Bulgarie, le Chili, l'UE, la Suisse et plusieurs autres pays; elle portait sur les exemptions dans le secteur audiovisuel. Les délégations précitées avaient indiqué que pour préserver l'identité culturelle, on ne pouvait se conformer à l'AGCS. Le Japon considérait également qu'il était important de protéger l'identité culturelle ou de préserver la diversité culturelle, mais la question consistait à savoir comment on pouvait poursuivre cet objectif de politique non commerciale d'une manière qui soit compatible avec l'expansion du commerce. Il était aussi très important d'éviter l'abus de mesures protectionnistes. Le Japon comprenait en outre que la question culturelle était de nature politique ou très tactique; les délégations devaient donc en débattre non pas simplement en termes généraux, mais d'une manière concrète. Ainsi, beaucoup de pays avaient inscrit des exemptions NPF pour la coproduction d'œuvres audiovisuelles; or ces exemptions faussaient le commerce. Il convenait d'examiner ce problème plus en détail. On pouvait peut-être le résoudre en favorisant le versement de subventions nationales pour la promotion de l'industrie culturelle. La deuxième question concernait la réponse faite par la Suisse à propos de l'intégration. La Suisse avait indiqué qu'elle entretenait des liens étroits ou des liens culturels et historiques avec certains pays d'Europe; le Japon le comprenait volontiers. En revanche, l'intervenant se demandait pourquoi la Suisse ne recherchait pas des solutions qui soient compatibles avec l'OMC et l'AGCS, notamment l'intégration économique, qui était compatible avec l'article V de l'AGCS. La troisième question visait le principe de réciprocité mentionné par les CE. Le délégué avait indiqué l'existence d'un principe de réciprocité en Italie. Dans le cadre du processus de réexamen des exemptions NPF, les Membres devaient s'efforcer de mener les débats de manière objective. L'intervenant a suggéré que les questions n'ayant pas été traitées pendant la session en cours soient examinées à la session suivante plutôt que de communiquer les renseignements de façon bilatérale. Il jugeait en outre nécessaire d'examiner à un moment donné - peut-être à la prochaine réunion - les questions générales qui étaient apparues en

cours de débat, comme par exemple le lien entre les exemptions NPF et les secteurs n'ayant pas fait l'objet d'engagements.

114. Le Président a précisé que toutes les questions ou les éclaircissements restants pourraient être examinés de manière multilatérale, et non bilatérale, lors de la réunion des 5 et 6 juillet.

115. Le représentant de Hong Kong, Chine a remercié tous ceux qui avaient fourni des réponses pendant cette journée, et en particulier l'Ambassadeur de l'Inde qui avait donné une réponse détaillée sur les taxes de répartition. Cette réponse allait peut-être encourager certaines délégations à faire de véritables progrès lors du troisième réexamen que le Conseil était censé entreprendre. L'intervenant s'est également félicité des remarques de la Turquie sur l'exemption pour les services postaux, selon lesquelles les conditions ayant rendu cette exemption nécessaire n'existaient plus. Évoquant les questions posées à l'UE, il estimait qu'elles n'avaient pas particulièrement été éclairées par les réponses de l'UE. Par souci de transparence, Hong Kong, Chine avait demandé, dans sa question n° 17, si l'UE pouvait fournir de plus amples renseignements sur les critères d'origine particuliers qui étaient mentionnés dans plusieurs exemptions, tant pour l'UE que pour d'autres Membres qui gravitaient autour d'elle. L'intervenant a demandé soit qu'on lui indique où il pouvait trouver ces critères d'origine particuliers, soit qu'on lui fournisse tout autre éclaircissement à ce propos. Par ailleurs, s'agissant de la question sur l'exemption de l'Italie qui figurait en troisième position à la page 57, ce que la délégation de Hong Kong, Chine souhaitait savoir, c'était si tous les autres Membres des CE étaient également visés par ladite exemption, et dans le cas contraire, pourquoi? L'intervenant a également évoqué les exemptions de l'UE figurant à la page 55 pour lesquelles on avait porté, dans la colonne consacrée à la durée prévue, une indication peu commune: "la nécessité de cette exemption disparaîtra en même temps que l'exemption correspondante d'autres Membres". Il serait intéressant de déterminer en quoi cette exemption différerait de quelque manière que ce soit de toutes les autres exemptions inscrites.

116. Le Président a invité les participants à fournir des réponses supplémentaires.

117. Répondant à la Corée, la représentante du Sri Lanka a dit qu'en fait les mesures couvertes étaient celles des États membres. Aucune mesure prise par un concurrent n'était couverte par l'accord. L'intervenante a demandé à la Corée de lui soumettre par écrit la question de suivi afin que sa délégation fournisse une réponse plus précise.

118. Après avoir écouté la réponse du Sri Lanka, le représentant de la Corée a déclaré que puisque les opérateurs privés n'étaient pas visés par la mesure, qui ne concernait que les entités publiques, il avait déjà obtenu une réponse à sa question et il n'était pas nécessaire d'en poser d'autres.

119. En réponse à la question de la Corée, le représentant des Communautés européennes a réaffirmé que les exemptions NPF inscrites à la page 55 étaient de nature défensive, ce qui signifiait qu'elles permettaient de prendre des mesures de défense commerciales en cas de commerce déloyal. Dès lors, l'expression "droits compensatoires" s'entendait d'une mesure de défense commerciale contre une méthode déloyale de fixation des prix. L'expression "pratiques de prix déloyales" s'entendait de méthodes préjudiciables de fixation des prix qui désorganisaient gravement la répartition du travail en Europe. S'agissant des questions posées par Hong Kong, Chine, qui souhaitait avoir plus de renseignements sur les critères d'origine particuliers, l'intervenant a cité en référence la Directive de la Communauté et la Convention. Le premier texte à examiner était l'article 10.1 de la Convention européenne sur la télévision transfrontières en date du 5 mai 1989, telle que révisée par le protocole additionnel adopté le 1^{er} octobre 1998; il convenait aussi d'étudier l'article 6 de la Directive des CE portant la cote 89/552/CEE, telle que modifiée en 1997. S'agissant de la deuxième question de Hong Kong, Chine sur les exemptions NPF inscrites par l'Italie, l'intervenant a confirmé que ces exemptions ne concernaient pas les autres États membres de l'Union européenne. Pour ce qui concernait la remarque du Japon sur la nécessité de préserver l'identité culturelle, il a déclaré que cet

objectif était très important pour les CE; au demeurant, les Communautés étaient aussi d'avis qu'il fallait éviter l'abus de mesures protectionnistes.

120. Le représentant du Mexique a rappelé que sa délégation avait posé quelques questions à certaines délégations et qu'elle espérait obtenir une forme de réponse.

121. Le représentant de la Suisse a pris note de la question du Mexique, qui souhaitait savoir si la Suisse avait envisagé de réduire les exemptions ou si elle avait établi un calendrier quelconque prévoyant leur élimination progressive. La réponse était négative. S'agissant de l'autre question, qui consistait à savoir si le système en vigueur permettait d'atteindre les objectifs fixés, la réponse était non, comme l'intervenant l'avait déjà indiqué. La Suisse menait une politique fondée sur la promotion de certaines identités et valeurs et par essence, les mesures résultant de ces objectifs politiques ne pouvaient être appliquées *ergo omnes*. Pour ce qui concernait les arguments du Japon sur l'intégration économique en Europe, l'intervenant a déclaré qu'il s'agissait d'un processus long et complexe et que la Suisse n'était pas actuellement en mesure de mener à bien une intégration en Europe qui serait conforme à l'article V de l'AGCS.

122. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a évoqué les questions du Mexique et du Japon. Il a indiqué qu'il avait pris note de ces questions et que sa délégation les reprendrait à la réunion suivante, en tenant compte du champ d'application du réexamen prévu dans l'annexe. Il a ajouté que pour ce qui était des questions n° 3, 4 et 6 du questionnaire mexicain, son gouvernement avait étudié les possibilités de réduire ou d'affiner l'exemption NPF concernant les services audiovisuels et il était parvenu à la conclusion qu'il était nécessaire de maintenir cette exemption dans sa forme actuelle. Il a indiqué que sa délégation avait pris en compte les autres questions et qu'elle y reviendrait à la réunion suivante.

123. Le représentant d'Israël a dit que sa délégation avait pris note des remarques du Mexique. Il estimait qu'une réponse au moins partielle avait été fournie dans la seconde intervention concernant la durée de l'exemption NPF. Toutefois, sa délégation fournirait volontiers plus de renseignements à la session suivante.

124. Le Président a déclaré que le débat sur le secteur des communications était achevé. Pour le secteur suivant, il a proposé que les services de construction et services d'ingénierie connexes et les services de distribution soient traités ensemble. Ainsi, les pays qui entendaient à la fois fournir des réponses et poser des questions pourraient parler des deux catégories à la fois puisque leur combinaison semblait réalisable.

SERVICES DE CONSTRUCTION, SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES ET SERVICES DE DISTRIBUTION

125. Le représentant de la Suisse a évoqué les questions posées par le Japon, l'Australie, la Corée et Hong Kong, Chine. Il a dit que l'exemption NPF inscrite par son pays pour les services de distribution, qui s'appliquait aux États membres de l'Association européenne de libre-échange, était fondée sur l'article 16 de la Convention de l'AELE. Elle était destinée à faire en sorte que les avantages résultant de la libéralisation du commerce ne soient pas compromis, voire annulés par des restrictions liées à des réglementations du secteur de la distribution. Cette exemption était donc une sorte d'élargissement naturel, à l'intérieur du pays, des mesures de libéralisation relatives aux marchandises. Étant donné qu'en vertu de la Convention de l'AELE les marchandises pouvaient traverser plus facilement les frontières, la Suisse devait faire en sorte que leur distribution à l'intérieur du pays, jusqu'au consommateur final, ne se heurte à aucune restriction qui découragerait l'exportateur et annulerait les avantages censés découler de la libéralisation du commerce des marchandises. Cette mesure avait été limitée aux services de distribution car c'était avant tout dans ce secteur que les restrictions sur les permis de travail risquaient de compromettre les fruits de la libéralisation du

commerce; elle avait été établie au strict minimum pour être conforme à la Convention de l'AELE. Quant à savoir pourquoi la Suisse, contrairement aux autres pays, avait jugé nécessaire d'inscrire cette exemption NPF, il s'agissait d'une simple mesure de précaution prise vis-à-vis de la Convention de l'AELE et dans un souci de transparence. S'agissant de la question relative à l'article V de l'AGCS, l'intervenant a précisé que la Convention de l'AELE n'était pas un instrument de libéralisation du commerce des services; elle ne visait que le commerce des marchandises et ne relevait donc pas des dispositions de l'article V de l'AGCS. La mesure concernée était une mesure spécifique au sens de l'article II de l'AGCS.

126. Le représentant du Liechtenstein a dit que dans le domaine des services de distribution, sa délégation avait reçu les mêmes questions que la Suisse. Les arguments avancés par celle-ci à propos de son exemption NPF étaient aussi valables pour le Liechtenstein. L'intervenant a ajouté que puisque le Liechtenstein était entré dans l'EEE en 1995, les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire ne semblaient plus exister. Une fois que les experts compétents de la capitale auraient examiné à nouveau l'exemption en question, le Liechtenstein notifierait probablement son retrait. Pour ce qui était des services de construction et des services d'ingénierie connexes, le Japon avait demandé d'indiquer clairement quels étaient les Membres qui ne bénéficiaient pas des droits de présence commerciale et de présence de personnes physiques en raison d'une absence de réciprocité. Le Liechtenstein ne disposait pas de la liste des Membres qui n'accordaient pas ces droits. La réciprocité était vérifiée au cas par cas. Pour autant qu'il le sache, depuis que le Liechtenstein était devenu Membre de l'OMC en 1995, aucun demandeur ne s'était vu refuser d'accès au motif qu'il n'existait pas de droits de réciprocité.

127. La représentante du Venezuela a dit que la Corée, Hong Kong, Chine, le Japon et le Mexique avaient posé des questions sur l'exemption inscrite pour les services de distribution. Elle a de nouveau déclaré que les réponses seraient présentées au Conseil soit à la réunion suivante, soit par écrit.

128. Le Président a invité les délégations à poser des questions supplémentaires ou à demander des éclaircissements.

129. Le représentant de Hong Kong, Chine s'est réjoui de la remarque du Liechtenstein concernant le retrait éventuel de son exemption NPF et il a noté que la Suisse avait adopté une démarche légèrement différente. À cet égard, le représentant de la Suisse a précisé que sa délégation avait une démarche légèrement différente de celle du Liechtenstein car la Suisse ne faisait pas partie de l'Espace économique européen.

130. Le Président a annoncé que le débat sur les exemptions visant les secteurs prévus pour cette session était achevé.

131. Le représentant du Japon a soulevé un point de procédure. Étant donné qu'un certain nombre de Membres souhaitaient répondre par écrit avant la réunion suivante, peut-être que d'autres Membres seraient aussi disposés à présenter par écrit les réponses qu'ils avaient déjà données. Il était quelque peu difficile d'assimiler certaines de ces réponses. L'intervenant a proposé que les Membres qui étaient en mesure de fournir des réponses écrites aux questions posées lors de la session en cours fassent l'effort de les présenter avant le 15 juin, date qui correspondait aussi à l'expiration du délai accordé pour remettre les questions de la réunion de juillet. Le représentant du Mexique a rappelé que certaines questions étaient demeurées sans réponse et que les délégations concernées avaient indiqué qu'elles y répondraient ultérieurement. Sa délégation souhaitait s'assurer que ces délégations auraient la possibilité de présenter leurs réponses à la session suivante. Si les réponses devaient être fournies avant la session de juillet, l'intervenant se réservait aussi le droit de revenir à ces réponses avec les participants de ladite session afin d'éclaircir toutes ces questions en suspens.

132. Le Président a indiqué que la session suivante aurait lieu les 5 et 6 juillet et que la date indicative pour la présentation des questions était le 15 juin. Le Conseil avait décidé de traiter pendant cette session les secteurs restants, qui étaient les suivants: services financiers, services de santé et services sociaux, services relatifs au tourisme et aux voyages, services récréatifs, culturels et sportifs et services de transport. Avant la fin de la session suivante, le Conseil devrait aussi déterminer si des réunions supplémentaires étaient nécessaires. Le Président a pris note de la proposition de facilitation du Japon visant à présenter les questions et réponses par écrit avant la réunion suivante. Il a rappelé que lorsque le Conseil avait mis en place le processus de réexamen, les principes directeurs spécifiques indiquaient que les questions écrites devaient être remises trois semaines avant la session; il était également possible de poser des questions et de fournir des réponses oralement pendant la réunion. Le Président a encouragé les Membres à prendre cette proposition en considération, étant entendu que si les délégations étaient en mesure de faciliter la présentation des réponses écrites en se fondant sur leurs interventions, elles le feraient chaque fois que possible.

133. Le représentant de Hong Kong, Chine a soutenu la suggestion du Japon en vertu de laquelle les Membres devaient, dans la mesure du possible, présenter leurs réponses par écrit avant le 15 juin. Il souhaitait aussi avoir confirmation du fait qu'un temps suffisant serait accordé à la réunion de juillet, ou à des réunions suivantes, pour que les Membres puissent revenir sur les nombreuses réponses qui auraient été fournies pendant cette session ainsi que sur les autres réponses que les Membres avaient promises et sur toute autre réponse qui pourrait être donnée. La réunion en cours avait permis de communiquer une avalanche de renseignements qu'il n'était pas parvenu à assimiler; l'intervenant souhaitait pouvoir examiner ces renseignements une fois qu'ils seraient présentés par écrit et avoir la possibilité d'y revenir. Le représentant du Mexique a appuyé les commentaires de Hong Kong, Chine. Il a souligné que sa délégation souhaitait pouvoir obtenir des réponses à certaines de ses questions à la réunion de juillet, dans la mesure du possible. L'intervenant espérait qu'il obtiendrait certaines réponses en temps utile.

134. Le représentant de l'Égypte a noté que son collègue du Mexique insistait pour avoir des réponses au questionnaire mexicain. L'Égypte considérait que ce questionnaire contenait un très large éventail de questions générales. L'intervenant croyait savoir que le réexamen des exemptions NPF était un processus conçu pour échanger des renseignements en réponse à des questions spécifiques sur des points spécifiques, et non à des questions très générales. Il a suggéré que le Mexique formule des questions sur des points spécifiques et qu'il les adresse à des pays spécifiques, comme l'avaient fait les autres délégations, pour que les Membres puissent répondre plus aisément. Le représentant du Mexique a observé que l'annexe ne limitait nullement l'échange de renseignements, c'est-à-dire les questions et les réponses. En d'autres termes, elle ne stipulait pas que les questions devaient être étroitement liées ou déterminées de manière spécifique. Elle disposait que le réexamen devait permettre de déterminer si les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore, et c'était précisément ce que le Mexique tentait d'établir par ses questions.

135. Le représentant du Brésil a demandé au délégué du Mexique de préciser si le questionnaire mexicain actuel allait être reformulé ou s'il était aussi valable pour la seconde partie du réexamen. Le représentant du Mexique a dit qu'en principe, ce questionnaire serait également d'application pour la seconde partie du réexamen dans la mesure où il contenait des questions générales et où il traitait aussi de certains aspects spécifiques des exemptions. Toutefois, il n'était pas exclu que certains ajouts lui soient apportés ou qu'il soit modifié à la lumière des types de questions qui pouvaient être posées avant l'expiration du délai.

136. Le Président a dit que la session suivante serait consacrée aux secteurs dont l'examen avait été prévu à cette date; puis, s'il restait du temps pendant ces deux jours, les Membres pourraient revenir aux questions et aux réponses concernant les secteurs examinés à la session de juin.

137. Le représentant des États-Unis estimait que le Chili et d'autres délégations avaient soulevé certaines questions intéressantes sur la réduction du champ d'application des exemptions et sur la nécessité de nouvelles procédures juridiques ou autres. Sa délégation souhaitait étudier plus en détail ces questions pour savoir si elles pouvaient être examinées dans le cadre du réexamen des exemptions NPF.

138. Comme suite à la remarque des États-Unis, le représentant du Japon a dit que la procédure de modification de la liste d'exemptions NPF était peu élaborée, ainsi que l'avait souligné à juste titre le Chili. Certaines délégations avaient déjà envisagé d'apporter certains changements ou améliorations à leurs listes d'exemptions; l'intervenant jugeait donc qu'il serait pertinent et utile de mener un débat sur ces questions de procédure. Le représentant du Chili a soutenu la déclaration du Japon et a aussi remercié les États-Unis d'avoir pris en considération les questions que sa délégation, entre autres, avait soulevées au cours de la réunion. Certaines délégations avaient fait part de leur intention de mettre en application des lois particulières, notamment pour notifier l'élimination ou le retrait de certaines exemptions inscrites. Il était donc évident que la modification des listes d'exemptions NPF constituait un problème que le Conseil devrait régler tôt ou tard. Le Chili n'avait pas d'avis arrêté sur la question de savoir si le processus de réexamen des exemptions NPF constituait le cadre le plus approprié pour régler ce problème ou s'il était préférable de le faire lors d'une session ordinaire du CCS. Quoi qu'il en soit, le Conseil devrait se pencher sur cette question particulière à un moment donné. Le seul but de la proposition du Chili était précisément de permettre aux Membres d'échanger leurs points de vue pour déterminer les différentes positions quant au statut juridique de la liste d'exemptions.

139. Le Président estimait que la première session du réexamen s'était fort bien déroulée. Il a observé que lorsqu'on avait débattu de la procédure à suivre pour effectuer ce réexamen, personne n'avait précisé la nature des questions. Les avis pouvaient différer, mais chaque délégation avait le droit de poser une question, aussi bien par écrit que de manière orale, sans devoir se conformer à trop de conditions. Le Président a remercié les délégations et a annoncé que la session suivante consacrée au réexamen des exemptions NPF débiterait le 5 juillet à 10 heures.
